



ACTUALISATION A02 DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2013

ÉLÉMENTS FINANCIERS
AU 31 MARS 2014



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Sommaire

Eléments financiers au 31 mars 2014 de Crédit Agricole S.A.....	3
Résultats du premier trimestre 2014.....	3
Autres informations.....	62
Correction du Document de référence 2013 sur le montant de jetons de présence perçus par M. Bruno de Laage (pages 186, 187 et 197).....	62
Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A. (Article 43-1 du Règlement 97-02).....	65
Autres informations récentes.....	76
Personne responsable du document de référence et de ses actualisations.....	78
Contrôleurs légaux des comptes.....	79
Table de concordance.....	80

AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai 2014 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 21 mars 2014 sous le numéro D.14-0183. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

ELEMENTS FINANCIERS AU 31 MARS 2014 DE CREDIT AGRICOLE S.A.

Résultats du premier trimestre 2014

➤ Communiqué de presse sur les résultats du 1^{er} trimestre 2014

Montrouge, le 7 mai 2014

Premier trimestre 2014

De bons résultats et confirmation de la solidité du capital

- Une activité commerciale bien orientée
- Une amélioration de l'efficacité opérationnelle
- Une réduction du coût du risque
- Une structure de capital renforcée, en avance sur l'objectif

Groupe Crédit Agricole* au 1^{er} trimestre 2014

PNB : 7 753 m€ (+1,1%¹ T1/T1)

RBE : 3 062 m€ (+3,5%¹ T1/T1)

RNPG : 1 420 m€ (+14,8%¹ T1/T1)

Ratio *CET 1* non phasé : 11,7%

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

Crédit Agricole S.A. au 1^{er} trimestre 2014

PNB : 4 012 m€ (+0,7%¹ T1/T1)

Charges d'exploitation : -2 714 m€ (-1,2%¹ T1/T1)

RBE : 1 298 m€ (+5,1%¹ T1/T1)

Coût du risque : -590 m€ (-20,2%¹ T1/T1)

RNPG : 868 m€ (+29,6%¹ T1/T1)

Ratio *CET1* non phasé : 9,0%

¹ A méthode comparable et retraité des éléments spécifiques en 2013 et 2014

Le Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 1 420 millions d'euros au premier trimestre 2014, en hausse de 14,8%¹ par rapport à celui du premier trimestre 2013, évolution établie hors éléments spécifiques.

Ce résultat solide provient d'une activité commerciale bien orientée malgré l'environnement économique, d'une poursuite de la baisse des charges et d'une réduction du coût du risque dans la plupart des métiers.

Retraité des éléments spécifiques, le produit net bancaire progresse de 1,1% et les charges d'exploitation baissent de 0,4% par rapport au premier trimestre 2013 ; le coût du risque diminue de 21,0% et s'établit à 45 points de base sur encours au premier trimestre 2014 à comparer à 55 points de base au premier trimestre 2013.

Les Caisses régionales maintiennent des performances solides. Leur collecte totale s'inscrit en hausse de 2,8% par rapport à fin mars 2013, les crédits augmentant de 0,9% sur la même période. Leur résultat net part du Groupe (à 100% en IFRS) s'élève à 917 millions d'euros au premier trimestre 2014, représentant une croissance de 2,0% par rapport au premier trimestre 2013.

En termes de solvabilité, le ratio *Common Equity Tier 1 Bâle 3* non phasé du groupe Crédit Agricole s'établit à 11,7% au 31 mars 2014 ; il était de 11,3% pro forma révisé² en janvier 2014.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « ces résultats sont bons dans une économie atone. Ils traduisent le maintien des résultats des Caisses régionales à un haut niveau, la progression de ceux de Crédit Agricole S.A. et confirment la solidité financière de notre Groupe ».

Pour Jean-Paul Chifflet, « les résultats de ce trimestre reflètent les fondamentaux de notre Groupe, que nous avons réaffirmés lors de la publication de notre plan à moyen terme le 20 mars dernier. Notre mission dans les mois à venir est la mise en œuvre des orientations de notre plan ».

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 6 mai 2014, a examiné les comptes du premier trimestre 2014.

Le résultat net part du Groupe ressort à 868 millions d'euros, en hausse de 29,6% sur le résultat du premier trimestre 2013, évolution établie selon des modalités comparables et hors impacts des éléments spécifiques, essentiellement réévaluation de la dette et plus-values sur titres.

Ce résultat traduit une activité commerciale bien orientée, avec un produit net bancaire en hausse de 0,7%³, dans un environnement économique peu porteur, une amélioration de l'efficacité opérationnelle avec une baisse des charges de 1,2% et une réduction de 20,2% du coût du risque.

¹ Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

² Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés

³ Retraité des éléments spécifiques

L'activité commerciale en banque de proximité a été soutenue, avec des encours de collecte bilan et de crédits dans l'ensemble des réseaux de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et réseaux à l'étranger) progressant respectivement de +3,3% et de +0,8% par rapport au premier trimestre 2013. Par ailleurs, les métiers de l'épargne (Amundi et banque privée) et de l'assurance ont enregistré une activité soutenue en réalisant une collecte nette de plus de 7 milliards d'euros sur le trimestre.

Dans le crédit à la consommation, le produit net bancaire ressort en baisse, en lien avec l'évolution des encours gérés (-5,3% sur un an), mais la relance de l'activité s'est traduite par une hausse de la production au premier trimestre par rapport à l'an passé. Dans la banque de financement et d'investissement, les revenus sont en hausse, y compris dans le *fixed income* qui a bénéficié de bonnes performances des activités de trésorerie et de taux.

Les charges d'exploitation sont en baisse, de 1,2% par rapport au premier trimestre 2013, pour le cinquième trimestre consécutif ; cette tendance provient pour une large part du programme MUST qui vise à réduire de 650 millions d'euros sur 4 ans les charges en optimisant l'immobilier, l'informatique et les achats.

Le coût du risque est en baisse : il s'établit à 60 points de base sur encours, en données annualisées, soit en amélioration de 8 points de base par rapport au premier trimestre 2013. La baisse concerne chacun des métiers : LCL (30 points de base contre 37 au premier trimestre 2013), la banque de proximité à l'international (141 points de base contre 152), la banque de financement (moins de 20 points de base contre 28), le crédit à la consommation (265 points de base contre 334) avec notamment l'amélioration continue de la qualité de la gestion d'Agos Ducato (surcroît de 112 points de base pour le métier du crédit à la consommation contre surcroît de 123 points de base douze mois auparavant).

A fin mars 2014, la structure du capital de Crédit Agricole S.A. est renforcée, avec un ratio *Common Equity Tier 1* non phasé de 9,0%, en hausse de 50 points de base par rapport au ratio pro forma révisé de début janvier 2014. Le ratio pro forma de janvier, qui était estimé à 8,3% sur la base de données de gestion, a en effet été révisé à 8,5% après suppression d'une marge de prudence liée au passage à la CRD4, équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés.

L'amélioration du ratio CET1 sur le premier trimestre est due principalement au résultat conservé et aux actions entreprises pour réduire l'impact de la CRD4, notamment par validation de modèles étendue à un périmètre plus large de portefeuilles. Le caractère pro cyclique des modalités de calcul, la volatilité de certains composants du numérateur du ratio comme les effets de valorisation, sont à intégrer dans les estimations pour les trimestres à venir.

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole s'est encore améliorée. Le bilan cash bancaire du Groupe s'élève à 1 028 milliards d'euros au 31 mars 2014 et l'excédent des ressources stables sur emplois stables est de 73 milliards d'euros à la fin du premier trimestre, à comparer à 48 milliards d'euros à fin mars 2013. Les réserves de liquidité couvrent largement (164%) l'endettement court terme brut. Par ailleurs, au 24 avril 2014, Crédit Agricole S.A. a déjà réalisé 70% de son programme annuel d'émissions à moyen-long terme sur les marchés. De plus, Crédit Agricole S.A. a réalisé en janvier et en avril 2014 deux émissions d'*Additional Tier 1*, l'une pour 1,75 milliard de dollars US et l'autre pour 1 milliard d'euros et 0,5 milliard de livres sterling.

Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

Banque de financement et d'investissement de référence en finance responsable, Crédit Agricole CIB, filiale de Crédit Agricole S.A., a créé dès 2010 une équipe dédiée aux projets à vocation sociale et environnementale des clients de la banque. Elle est devenue, en 2013, le leader mondial¹ en matière d'émission d'obligations responsables et vertes (plus de 5 milliards d'euros d'interventions). Au-delà d'émetteurs publics (Régions Ile-de-France, Provence Alpes Côte d'Azur, Nord Pas-de-Calais, Banque Mondiale et Banque Européenne d'Investissement), Crédit Agricole CIB a aussi accompagné des émetteurs privés (Air Liquide en 2012 pour 500 millions d'euros, EDF en 2013 pour 1,4 milliard d'euros, Unibail Rodamco pour 750 millions d'euros en 2014). La banque vient également de participer à la nouvelle émission responsable ou « green bonds » de la région Ile-de-France d'un montant de 600 millions d'euros.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a conçu, aux côtés de Bank of America Merrill Lynch, Citi et JPMorgan Chase, une charte de bonnes pratiques en matière d'émissions responsables : les *Green Bond Principles*. 25 banques ont aujourd'hui adhéré à ces principes qui servent de lignes directrices pour ce type d'émissions.

Agenda financier

7 mai 2014	Publication des résultats du premier trimestre 2014
21 mai 2014	Assemblée générale des actionnaires (Paris)
30 mai 2014	Détachement du dividende
24 juin 2014	Paielement du dividende
5 août 2014	Publication des résultats du deuxième trimestre 2014
6 novembre 2014	Publication des résultats du troisième trimestre 2014

Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.

¹ Au 31 décembre 2013, Crédit Agricole CIB est :

- 1^{er} mondial sur les Green Bonds en EUR toutes années confondues,

- 3^e mondial sur les Green Bonds, toutes devises, toutes années confondues (source: Climate Bond Initiative).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1*	Variation T1**/T1* et **
Produit net bancaire	4 012	3 657	+9,7%	+0,7%
Charges d'exploitation	(2 714)	(2 748)	(1,2%)	(1,2%)
Résultat brut d'exploitation	1 298	909	+42,6%	+5,1%
Coût du risque	(590)	(739)	(20,2%)	(20,2%)
Résultat d'exploitation	708	170	x4,1	+46,5%
Sociétés mises en équivalence	476	370	+28,4%	+20,8%
Gains/pertes sur autres actifs	5	13	(58,2%)	(58,2%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 189	553	x2,1	+33,1%
Impôt	(222)	(13)	ns	+64,7%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	16	ns	ns
Résultat net de l'exercice	966	556	+73,8%	+24,9%
Participations ne donnant pas le contrôle	98	87	+13,7%	(9,2%)
Résultat net part du Groupe	868	469	+84,9%	+29,6%

* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

** Retraité des éléments spécifiques du trimestre (cf. slide 35)

Le **produit net bancaire** atteint 4 012 millions d'euros au premier trimestre 2014 ; retraité de la réévaluation de la dette, de la DVA *running*, des couvertures de prêts et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, il s'élève à

3 965 millions d'euros. Le produit net bancaire du premier trimestre 2013 s'établit, quant à lui, à 3 657 millions d'euros et à 3 938 millions d'euros retraité de la réévaluation de la dette, de la DVA, des couvertures de prêts, de la plus-value de cession de titres réalisée sur la cession de titres Bankinter ainsi que du changement de méthode de comptabilisation du volet 1 du Switch (comptabilisation de la part comptabilisée en mise en équivalence jusqu'au quatrième trimestre 2013 désormais en produit net bancaire). La hausse du produit net bancaire normalisé s'établit ainsi à 0,7% sur un an. Cette progression provient d'une variation organique positive de 69 millions d'euros, +1,7%, compensée à hauteur de 42 millions d'euros par le coût de l'extension de la garantie Switch accordée par les Caisses régionales. Cette hausse des revenus provient notamment de la mise en place de couvertures complémentaires dans le pôle Activités hors métiers, qui lissent les variations saisonnières du produit net bancaire.

Les charges d'exploitation, à 2 714 millions d'euros, sont en baisse de 1,2% par rapport au premier trimestre 2013. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif d'économies de charges. Les économies réalisées au premier trimestre 2014 dans le cadre du programme MUST s'élèvent à 36 millions d'euros, portant celles-ci à 387 millions d'euros depuis le lancement du programme en 2012, sur un objectif 2016 de 650 millions d'euros. Outre les gains

réalisés dans le cadre du programme MUST, les effectifs moyens sont en baisse de 2% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013 (hors effets périmètre sur Newedge, CA Bulgarie, entités nordiques de CACF, Smith Breeden etc.).

Le coût du risque est globalement modéré : à 590 millions d'euros, il est en baisse de 20,2% par rapport au premier trimestre 2013 traduisant la poursuite de l'amélioration de la situation dans la filiale italienne de crédit à la consommation, Agos Ducato (coût du risque en baisse de 30,0% à 163 millions d'euros au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013). Il s'établit ainsi à 60 points de base sur encours, en données annualisées, niveau historiquement bas, en baisse de 8 points de base par rapport au premier trimestre 2013.

L'encours des créances dépréciées¹ s'établit à 15,5 milliards d'euros et représente 3,8% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 3,7% au 31 mars 2013 (données hors Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques de CACF reclassés en IFRS 5 en 2013 et Crelan reclassé en IFRS 5 au premier trimestre 2014). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 53,4%. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 71,1%, relativement stable par rapport au 31 décembre 2013.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 476 millions d'euros sur le trimestre dont 378 millions d'euros au titre de la contribution des Caisses régionales, environ 40 millions d'euros au titre de la participation de CACIB dans Bank Al Saudi Al Fransi et 35 millions d'euros au titre d'Eurazeo.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. atteint au premier trimestre 2014 868 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette, de la DVA running, des couvertures de prêts et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, le résultat ressort à 853 millions d'euros, à comparer à un résultat de 659 millions d'euros au premier trimestre 2013, retraité des mêmes éléments et de la plus-value de cession de titres sur Bankinter, soit une hausse de 29,6% sur la période.

SOLVABILITE

A fin mars 2014, la structure du capital de Crédit Agricole S.A. est renforcée, avec un ratio *Common Equity Tier 1* non phasé de 9,0%, en hausse de 50 points de base par rapport au ratio pro forma révisé² de début janvier 2014. Le ratio pro forma de janvier, qui était estimé à 8,3% sur la base de données de gestion, a en effet été révisé à 8,5% après suppression d'une marge de prudence liée au passage à la CRD4, équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés.

Le capital CET1 augmente de 0,2 milliard d'euros par rapport à janvier 2014 pro forma. Le résultat conservé et la variation des plus-values latentes contribuent respectivement pour 0,6 milliard d'euros et 0,5 milliard d'euros à cette hausse. Les impacts *Prudent Valuation* ont été estimés à -0,7 milliard d'euros et ont été intégrés au calcul du ratio. Finalement, la hausse du déficit *Expected Loss* a un impact négatif de 0,4 milliard d'euros.

Les emplois pondérés sont en baisse de 16 milliards d'euros par rapport à janvier 2014 pro forma révisé. La réduction de l'impact CRD4 y contribue pour 14 milliards d'euros, dont notamment, la prise en compte du modèle EPE (*Expected Positive Exposure*)³ et son extension à un périmètre plus large de portefeuilles pour un impact de

¹ Hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

² Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 milliards d'euros d'emplois pondérés

³ Modèle interne calculant le risque de contrepartie sur opérations de marché, sous réserve de confirmation par le collège de l'ACPR. Ajustement non pris en compte dans le PMT, venant partiellement remplacer l'amortissement des activités en cours d'arrêt prévu sur 2014-2016

-5 milliards d'euros; et la mise en place de la couverture du risque de contrepartie sur dérivés permettant de réduire l'impact de la CVA sur les risques pondérés en Bâle 3, pour un impact supplémentaire de -5 milliards d'euros.

Au total, l'amélioration du ratio sur le premier trimestre est due au résultat conservé (+19 points de base), aux plus-values latentes (+16 points de base), à l'anticipation de la *Prudent Valuation* (-23 points de base), à la réduction de l'impact CRD4 (+40 points de base), le solde de -2 points de base étant attribuable à l'évolution organique.

Le ratio CET1 phasé atteint 9,6% à fin mars 2014 (8,8% début janvier 2014 pro forma révisé). Le ratio global phasé s'établit à 16,2% à fin mars 2014 ; il était de 15,6%, pro forma révisé en janvier 2014.

LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 028 milliards d'euros à fin mars 2014, à comparer à 1 039 milliards d'euros à fin décembre 2013 et à 1 048 milliards d'euros à fin mars 2013.

L'ensemble des ressources de marché court terme, qui inclut les ressources de marché court terme pour 151 milliards d'euros et les opérations de mise en pension, atteint 173 milliards d'euros à fin mars 2014, en augmentation de 5 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2013. Les actifs liquides au bilan, pour leur part, s'élèvent à 246 milliards d'euros au 31 mars 2014, à comparer à 239 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables au 31 mars 2014 s'élève à 73 milliards d'euros, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Il s'élevait à 48 milliards d'euros au 31 mars 2013.

Les réserves de liquidité après décote se renforcent de 9 milliards d'euros au cours du premier trimestre 2014 pour atteindre 248 milliards d'euros; elles couvrent 164% de l'endettement court terme brut contre 165% au premier trimestre 2013.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 9,6 milliards d'euros de dette senior dans le marché et les réseaux au cours du premier trimestre 2014. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé 4,5 milliards d'euros au cours du premier trimestre 2014. Entre le 1^{er} janvier et le 24 avril 2014, Crédit Agricole S.A. a levé 7 milliards d'euros, réalisant ainsi 70% de son programme de refinancement moyen-long terme de marché 2014. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a réalisé en janvier et en avril 2014 deux émissions d'*Additional Tier 1*, l'une pour 1,75 milliard de dollars US, et l'autre pour 1 milliard d'euros et 0,5 milliard de livres sterling.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

<i>(en millions d'euros)</i>	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	229	214	+6,9%
Variation de quote-part dans les réserves	149	129	+15,6%
Quote-part de résultats des mises en équivalence	378	343	+10,1%

Au premier trimestre 2014, les Caisses régionales ont poursuivi leur stratégie de développement équilibré sur l'ensemble de leurs domaines d'activités.

La collecte continue ainsi sa progression, avec une augmentation des encours de 2,8% sur un an à 591,2 milliards d'euros. Cette croissance est portée par la collecte bilan dont les encours s'élèvent à 345,2 milliards d'euros à fin mars 2014, en progression de 3,3% sur un an. La hausse de la collecte bilan provient notamment des dépôts à vue (+5,4%) et des livrets (+5,1%), dont +6,8% sur le livret A. Parallèlement, les Caisses régionales ont maintenu une bonne dynamique sur la collecte hors bilan qui s'élève à 246,0 milliards d'euros à fin mars 2014, en hausse de 2,1% sur un an. Cette performance est portée par l'assurance-vie dont les encours progressent de 4,0% sur un an.

Les encours de crédit enregistrent, quant à eux, une hausse de 0,9% par rapport au 31 mars 2013 à 397,5 milliards d'euros au 31 mars 2014. Cette progression se compare favorablement à celle de 0,4% sur l'année 2013. Elle est portée par l'habitat (+2,6%) et l'agriculture (+4,0%).

Le ratio crédit/collecte¹ s'établit à 117% à fin mars 2014, soit à un niveau comparable à celui de fin décembre 2013 qui s'établissait à 116%.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3 551 millions d'euros pour le premier trimestre 2014, en hausse de 0,7% par rapport au premier trimestre 2013. Cette hausse s'explique par le maintien de la marge d'intermédiation ainsi que l'érosion des commissions (-0,3% par rapport au premier trimestre 2013), dans un contexte réglementaire défavorable.

Les charges du premier trimestre 2013 sont en hausse contenue de 0,6% par rapport au premier trimestre 2013. Le coefficient d'exploitation reste stable, à 52,9%, comme au premier trimestre 2013.

¹ Méthodologie révisée à compter de mars 2014 ; Déc 2013 pro forma intégration des refinancements (BEI, CDC) et des UC obligataires en ressources clientèle et crédits clientèle nettés des provisions individuelles

Le coût du risque sur le premier trimestre 2014 s'établit à 308 millions d'euros, en baisse de 23,8% par rapport au premier trimestre 2013, ce qui se traduit par une baisse de 9 points de base du coût du risque rapporté aux encours de crédits. Le taux de créances dépréciées est stable à 2,5% sur un an, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste à un niveau très élevé à 106,2% à fin mars 2014 contre 106,7% un an auparavant.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 1 366 millions d'euros pour le premier trimestre 2014 en hausse de 8,6% par rapport au premier trimestre 2013.

Au total, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 378 millions d'euros au premier trimestre 2014, en hausse de 10,1% par rapport au premier trimestre 2013. Pour mémoire, le premier trimestre de chaque exercice intègre la variation de quote-part dans les réserves des Caisses régionales.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
Produit net bancaire	956	975	(1,9%)
Charges d'exploitation	(619)	(613)	+1,0%
Résultat brut d'exploitation	337	362	(6,9%)
Coût du risque	(70)	(89)	(21,4%)
Résultat d'exploitation	267	273	(2,2%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	5	ns
Résultat avant impôt	267	278	(4,1%)
Impôt	(97)	(97)	-
Résultat net de l'exercice	170	181	(6,2%)
Participations ne donnant pas le contrôle	8	9	(6,7%)
Résultat net part du Groupe	162	172	(6,2%)

Le premier trimestre 2014 s'inscrit dans le prolongement des tendances qui ont marqué l'année 2013, associant la hausse de la collecte et un développement maîtrisé des crédits.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources ont progressé de 3,5% sur un an à fin mars 2014, pour atteindre 164,6 milliards d'euros. Les encours de collecte de bilan affichent une progression de 4,6% par rapport à fin mars 2013, imputable essentiellement aux dépôts à vue (+8,1%) et aux livrets A et LDD (respectivement +11,2% et +8,3% sur un an). Les encours de collecte hors bilan augmentent de 2,3% sur un an, notamment grâce à la bonne performance des marchés actions bénéficiant aux encours titres (+7,3% sur un an) et à une collecte très dynamique sur l'assurance-vie (+4,3% sur un an).

Les encours de crédit progressent de 0,5% sur un an pour atteindre 89,4 milliards d'euros au 31 mars 2014. Cette progression est portée par les crédits à l'habitat dont la croissance atteint +2,5% en un an à 56,6 milliards d'euros. Les crédits aux entreprises et aux professionnels sont quant à eux en recul de 2,8% sur un an à 26,3 milliards d'euros, à l'instar des encours de crédit à la consommation (6,5 milliards d'euros au 31 mars 2014, soit une baisse de 2,6% sur un an).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 110%, quasi stable par rapport à décembre 2013 (109%).

Le produit net bancaire enregistre une baisse de 1,9% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. La baisse de 1,6% de la marge d'intérêts par rapport à un premier trimestre 2013 élevé s'explique principalement par l'impact des rachats et remboursements anticipés de 2013. Les commissions reculent par ailleurs de 2,5% sur la même période, recul principalement concentré sur la tenue de compte (-7,4%), conséquence notamment des nouvelles dispositions de la Loi sur la Consommation de 2013.

Les charges progressent de 1,0 % au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, intégrant les premières dépenses liées au projet d'entreprise. Les autres charges sont, quant à elles, stables.

Le coût du risque est en nette amélioration sur tous les marchés : il baisse de 21,4% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Ainsi, le taux de créances dépréciées est en recul de 0,1 point, à la fois par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre 2013 : il s'établit à 2,4% à fin mars 2014. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) est en hausse par rapport au premier et au quatrième trimestres 2013 : il atteint 75,0% à fin mars 2014.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 162 millions d'euros, en baisse de 6,2% par rapport au premier trimestre 2013.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 18 millions d'euros au premier trimestre 2014 à comparer à 28 millions d'euros au premier trimestre 2013.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1
Produit net bancaire	692	593	+16,8%
Charges d'exploitation	(368)	(384)	(4,1%)
Résultat brut d'exploitation	324	209	+55,1%
Coût du risque	(258)	(196)	+31,6%
Résultat d'exploitation	66	13	x5,1
Sociétés mises en équivalence	(12)	1	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	9	ns
Résultat avant impôts	54	23	x2,2
Impôt	(23)	(1)	ns
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	9	ns
Résultat net de l'exercice	31	31	(1,3%)
Participations ne donnant pas le contrôle	13	3	x5,2
Résultat net part du Groupe	18	28	(37,9%)

* Retraité du passage en IFRS5 de Crelan

En Italie, Cariparma évolue comme tout le secteur bancaire italien dans un contexte économique toujours difficile. L'encours des crédits s'établit néanmoins à 33,2 milliards d'euros au 31 mars 2014, en hausse de 1,0% par rapport au 31 mars 2013 dont 3,8% sur les crédits immobiliers. L'encours global de collecte bilan atteint quant à lui 36,0 milliards d'euros et affiche une progression de 0,5% sur un an. Ainsi, Cariparma dégage un excédent de liquidité de 2,8 milliards d'euros qui contribue au financement des autres entités italiennes du Groupe (Calit, Agos Ducato, FGA Capital). Par ailleurs, la collecte hors bilan de Cariparma s'élève à 52,1 milliards d'euros à fin mars 2014 contre 50,8 milliards d'euros à fin mars 2013. Comme au trimestre précédent, l'assurance-vie et les OPCVM restent très dynamiques avec une production sur le trimestre qui s'élève à 1,3 milliard d'euros, soit une hausse de 45% par rapport au premier trimestre 2013.

En termes de résultat, la contribution de Cariparma au résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. comptabilise au premier trimestre 2014 des éléments enregistrés dans les comptes consolidés locaux au 31 décembre 2013. Ainsi, il enregistre en produit net bancaire 80 millions d'euros d'éléments positifs, dont 92 millions d'euros liés à la réévaluation des titres de la Banque d'Italie. Il enregistre également une charge de 109 millions d'euros en coût du risque (provision comptabilisée au quatrième trimestre 2013 dans le pôle Activité hors métiers pour 90 millions d'euros et reprise ce trimestre).

Retraité de ces éléments, le produit net bancaire progresse de 1,6% entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014 grâce notamment à la progression de l'activité de crédit, à la baisse du coût moyen de la collecte et à la hausse des commissions soutenues par la production en hors bilan.

Les charges d'exploitation diminuent de 5,9% entre le premier trimestre 2014 et le premier trimestre 2013 en lien avec la baisse des effectifs de 3% sur un an et aux efforts continus d'optimisation des coûts. Le coefficient d'exploitation, à 58,5%¹ au premier trimestre 2014, s'améliore de 4,6 points par rapport au premier trimestre 2013².

Le coût du risque s'établit sur le trimestre à 216 millions d'euros. Avant intégration des provisions comptabilisées par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux du 31 décembre 2013, il s'élève à 107 millions d'euros au premier trimestre 2014, en hausse de 2,4% par rapport au premier trimestre 2013². Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 11,6%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 44,7%.

Au total, avant intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux du 31 décembre 2013 et de la fiscalité afférente, le résultat net part du groupe de Cariparma s'établit à 23 millions d'euros sur le trimestre à comparer à 28 millions d'euros au premier trimestre 2013³.

Les autres entités du Groupe à l'international présentent globalement un excédent de collecte par rapport aux crédits distribués au 31 mars 2014, avec 10,7 milliards d'euros de collecte bilan pour un montant de crédits bruts s'élevant à 10,0 milliards d'euros. La contribution globale au résultat net part du Groupe des autres entités de la Banque de proximité à l'international est de 10 millions d'euros au premier trimestre 2014. Elle intègre -14 millions d'euros de résultat mis en équivalence de BES dans l'attente de l'arrêté de ses comptes du premier trimestre 2014.

¹ Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux au 31/12/2013, après la clôture des comptes de Crédit Agricole S.A., soit +80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque (notamment en préparation des AQR) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

² Après reclassement au T4-12 du complément de provision demandé par la Banque d'Italie, passé en AHM au T4-12 et dans la contribution de Cariparma au T1-13 (39 m€)

³ Le premier trimestre 2013 avait également donné lieu à des compléments de provisions demandés par la Banque d'Italie pour -39 millions d'euros. Les +28 millions d'euros de résultat net part du Groupe de Cariparma au premier trimestre 2013 s'entendent hors ce complément.

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 31 mars 2014, les encours gérés du pôle progressent de 23,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013, avec une collecte nette pour l'ensemble des métiers de 7,3 milliards d'euros dont 6,3 milliards pour Amundi, 2,0 milliards pour l'assurance-vie et une décollecte de 1,0 milliard pour la banque privée. Outre les bonnes performances commerciales, le pôle enregistre un effet marché et change positif de 16,5 milliards d'euros. L'encours global s'élève ainsi à 1 168,1 milliards d'euros au 31 mars 2014, en hausse de 2,1% sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe du pôle atteint 377 millions d'euros au premier trimestre 2014, en baisse de 6,3% par rapport au premier trimestre 2013, affecté par les moindres performances de CACEIS et de la Banque privée.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
Produit net bancaire	1 256	1 275	(1,5%)
Charges d'exploitation	(622)	(609)	+2,2%
Résultat brut d'exploitation	634	666	(4,9%)
Coût du risque	(5)	(1)	x 8,2
Résultat d'exploitation	629	665	(5,5%)
Sociétés mises en équivalence	4	6	(26,7%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	ns
Résultat avant impôt	633	671	(5,7%)
Impôt	(220)	(228)	(3,6%)
Résultat net de l'exercice	413	443	(6,8%)
Participations ne donnant pas le contrôle	36	40	(11,6%)
Résultat net part du Groupe	377	403	(6,3%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi affiche des encours gérés désormais proches de 800 milliards d'euros. La collecte du premier trimestre s'élève à 6,3 milliards d'euros. Elle est portée par le segment de clientèle des Institutionnels (+4,9 milliards d'euros) et des *Corporates* (+1,2 milliard d'euros¹). Elle bénéficie également des bonnes performances réalisées sur le segment des distributeurs tiers, notamment au Japon (+1,3 milliard d'euros). Le premier trimestre marque aussi le ralentissement de la décollecte dans les réseaux France (-0,3 milliard d'euros hors sorties saisonnières sur le monétaire) grâce au dynamisme de l'activité sur la clientèle patrimoniale. En termes de classes d'actifs, la collecte est réalisée sur les actifs longs (+3,9 milliards d'euros) notamment sur les expertises obligataires d'Amundi (haut rendement, *aggregate*²) et gestion indiciaire. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à +13,1 milliards d'euros sur le trimestre portant ainsi les actifs sous gestion à 796,5 milliards d'euros à fin mars 2014. Ils progressent de 2,5% par rapport au 31 décembre 2013 et de 5,0% sur un an. Par ailleurs, Amundi poursuit sa stratégie de renforcement de sa présence à l'international avec

¹ Y compris épargne-entreprise

² Obligations diversifiées (toutes devises, souverain et Corporates)

des opérations de croissance externe ciblées : acquisition d'une activité en Malaisie et mise en place d'un partenariat stratégique avec la société française Tikehau dans la gestion de dette privée.

Au premier trimestre 2014, Amundi a maintenu ses résultats à un bon niveau. Son résultat net s'affiche à 103 millions d'euros, le résultat net part du Groupe s'élevant, quant à lui, à 75 millions d'euros. Le produit net bancaire est stable au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013 grâce à la hausse des commissions de gestion fixes de 6% qui compense la baisse des autres commissions liée à des effets calendaires. Les charges sont maîtrisées, en hausse de 0,1% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, à périmètre constant¹, les efforts de productivité finançant le développement à l'international. Au total, le coefficient d'exploitation est toujours très compétitif à 56,4%.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** a poursuivi ses efforts commerciaux qui permettent aux encours conservés de continuer leur progression par rapport au dernier trimestre 2013, malgré la sortie des encours de la Caisse des Dépôts et Consignations au deuxième trimestre 2013. Ils atteignent 2 283 milliards d'euros, en hausse de 1,3% par rapport au quatrième trimestre 2013. Le bon développement commercial des encours administrés leur permet d'atteindre 1 347 milliards d'euros, en progression de 2,9% par rapport au quatrième trimestre 2013 et +5,5% sur un an.

Les résultats du métier sont néanmoins en recul par rapport au premier trimestre 2013 sous l'effet du repli de la marge d'intérêt (hausse de la part des titres HQLA, faiblement rémunérés et baisse des *spreads*). Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 19 millions d'euros, en baisse de 45,0% par rapport au premier trimestre 2013.

L'activité **Banque privée** dans le Groupe voit ses encours gérés progresser de 0,6% par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 133,0 milliards d'euros au 31 mars 2014 bénéficiant notamment d'un effet marché positif permettant de plus que compenser la décollecte de 1,0 milliard d'euros du premier trimestre 2014.

Le produit net bancaire est affecté par la réduction des commissions de courtage (moindre rotation des portefeuilles et rendement plus faible de la liquidité placée à moyen long terme) et la baisse des encours gérés de 1,5% sur un an. Ainsi, le résultat net part du Groupe s'établit à 23 millions d'euros, en baisse 34,4% par rapport au premier trimestre 2013.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 8,3 milliards d'euros au 31 mars 2014. La collecte nette du pôle en épargne / retraite et prévoyance s'est établie à 2,3 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros réalisés en France.

Le pôle épargne / retraite continue de faire preuve d'une bonne dynamique. Le chiffre d'affaires s'élève à 6,3 milliards d'euros, contre 6,2 milliards au premier trimestre 2013. En France, le chiffre d'affaires est proche du niveau élevé du premier trimestre 2013. A l'international, il s'inscrit en hausse de 33,1% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013, grâce notamment à d'excellentes performances en Italie. Les encours gérés en épargne / retraite s'établissent à 238,6 milliards d'euros à fin mars 2014, en progression de 4,6% sur un an. La part des encours en euros s'élève à 194,4 milliards d'euros, en progression de 4,4% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 44,2 milliards d'euros progressent de 5,2% sur la même période.

¹ Prise en compte des nouvelles filiales Etats-Unis (Smith Breeden), Pologne, Amsterdam au premier trimestre 2014

Le pôle prévoyance / santé / emprunteur voit son chiffre d'affaires croître de 4,7% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Il s'élève ainsi à 1 050 millions d'euros. En prévoyance / santé, la progression du chiffre d'affaires atteint 5,3% sur un an. Sur la partie emprunteur, le chiffre d'affaires est en forte croissance à l'international (notamment +30,2% en Pologne et +15,3% en Italie).

Le pôle assurance dommages a connu une progression toujours soutenue. Son chiffre d'affaires s'établit à 911 millions d'euros, en hausse de 7,8% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Le ratio combiné, défini par le ratio (Sinistralité + frais généraux) rapporté aux cotisations, net de réassurance, est maîtrisé. Il s'établit à 96,3% sur le périmètre Pacifica malgré les événements climatiques du trimestre.

Au premier trimestre 2014, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 260 millions d'euros. Le produit net bancaire s'inscrit en hausse de 3,4% au premier trimestre 2014 par rapport au premier trimestre 2013. Les charges d'exploitation augmentent parallèlement de 3,3% sur la même période. Le coefficient d'exploitation reste donc stable, à 26,3%, au premier trimestre 2014.

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	686	727	(5,7%)
Charges d'exploitation	(335)	(348)	(3,7%)
Résultat brut d'exploitation	351	379	(7,6%)
Coût du risque	(282)	(408)	(30,8%)
Résultat d'exploitation	69	(29)	ns
Sociétés mises en équivalence	31	28	+11,4%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôt	100	(1)	ns
Impôt	(26)	(4)	x5,1
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	6	5	+18,8%
Résultat net de l'exercice	80	-	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	3	(20)	ns
Résultat net part du Groupe	77	20	x3,9

* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013

Le pôle des Services financiers spécialisés confirme son retour à une situation bénéficiaire au premier trimestre 2014, avec un résultat net part du Groupe de 77 millions d'euros contre 20 millions au premier trimestre 2013. Dans un contexte contraint en termes réglementaires et de recentrage d'activité, et nonobstant la reprise de la production tant sur le crédit à la consommation que sur le crédit-bail et l'affacturage, les encours baissent de 5,3% sur un an pour CACF et de 3,0% en crédit-bail. En ligne avec cette baisse des encours, le produit net bancaire du pôle enregistre une baisse de 5,7% par rapport au premier trimestre 2013 à 686 millions d'euros. Les charges sont en recul de 3,7% sur douze mois, bénéficiant des impacts des mesures d'optimisation des charges récurrentes dans l'ensemble des sous-métiers : elles reculent de 4,8% chez CACF et sont stables chez CAL&F sur un an. Enfin, le coût du risque est en baisse significative, tant chez CACF qu'au sein de CAL&F.

Les encours du métier **crédit à la consommation** s'élèvent à 69,1 milliards d'euros à fin mars 2014, retraités du passage en IFRS5 d'entités nordiques du groupe CACF et de l'application d'IFRS11 aux *joint-ventures* dédiées aux partenariats automobiles du pôle. En recul de 5,3% par rapport à mars 2013, ils baissent de 1,1% par rapport à décembre 2013, indiquant un ralentissement de la tendance baissière observée depuis 2 ans. Leur répartition géographique est inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38% des encours localisés en France, 33% en Italie et 29% dans les autres pays. Les encours de location-financement des partenariats automobiles ont été reclassés depuis les encours gérés pour compte de tiers vers les encours pour compte propre, afin de mieux refléter l'activité. Après ce reclassement, les encours se répartissent en encours pour compte propre de 54,2 milliards d'euros (-6,9% entre mars 2013 et mars 2014), encours Groupe Crédit Agricole pour 12,2 milliards d'euros (-4,3%) et encours gérés pour compte de tiers pour 2,7 milliards d'euros (+34,8%). La réduction volontaire des encours d'Agos Ducato atteint 2 milliards d'euros sur un an (-11,0% sur la période).

A 264,5 millions d'euros au premier trimestre 2014, le coût du risque du Crédit à la consommation marque une baisse de 29,7% en un an, liée essentiellement à Agos Ducato mais également aux autres entités du groupe CACF. Il s'établit à 153 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos Ducato au premier trimestre 2014, contre 211 points de base au premier trimestre 2013. A 163 millions d'euros pour Agos Ducato au premier trimestre 2014, le coût du risque recule également de 30,0% pour représenter un surcroît de 112 points de base sur encours dans le métier du crédit à la consommation, à comparer à un surcroît de 123 points de base au premier trimestre 2013. Le taux de créances dépréciées d'Agos Ducato s'établit à 11,9% à fin mars 2014 (à comparer à 14,8% à fin mars 2013) et son taux de couverture à 99,2% y compris les provisions collectives. L'amélioration du risque chez Agos Ducato qui s'accompagne d'une hausse de 2,4% du produit net bancaire malgré la réduction de ses encours, permet à cette filiale d'être à l'équilibre dès le premier trimestre 2014.

Le résultat net part du Groupe de CACF ressort ainsi à 53 millions d'euros, multiplié par 6,2 en un an.

À noter ce trimestre, la finalisation par CACF de la cession de ses entités nordiques, et d'autre part le succès du lancement du Passeport européen en janvier 2014, CACF étant le premier acteur français à avoir lancé cette activité de collecte en Allemagne.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** voient évoluer de façon différenciée leur encours en fonction des activités et des zones géographiques. Le trend baissier se poursuit sur le crédit-bail en France, se traduisant par une baisse de 4,6% des encours de CAL&F entre mars 2013 et mars 2014 à 11,9 milliards d'euros. Inversement, les encours augmentent de 2,3% sur la même période en crédit-bail à l'international (4,0 milliards d'euros) et le chiffre d'affaires factoré augmente de 6,6% à 14,6 milliards d'euros à fin mars, comprenant une hausse de 5,3% sur la France (9,3 milliards d'euros).

Le coût du risque est en baisse de 44% en un an, essentiellement sur le crédit-bail en France et l'affacturage en Espagne.

Le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 24 millions d'euros, multiplié par 1,2 en un an.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les informations présentées ci-dessous pour 2013 tiennent compte de l'application d'IFRS 11 pour l'entité UBAF.

Au premier trimestre 2014, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 285 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (10 millions d'euros) et de l'effet de la DVA courante (-9 millions d'euros), le résultat net part du Groupe s'élève à 284 millions d'euros ce trimestre.

La contribution de la banque de financement à ce résultat retraité s'élève à 199 millions d'euros (contre 144 millions d'euros au premier trimestre 2013) et celle de la banque de marché et d'investissements à 84 millions d'euros (contre 81 millions d'euros au premier trimestre 2013).

Les activités en cours d'arrêt ont un impact négligeable sur la période, avec un résultat net part du Groupe qui affiche un profit de 1 million d'euros sur le trimestre à comparer à une perte de 2 millions au premier trimestre 2013.

Total Banque de Financement et d'investissement (y compris activités en cours d'arrêt)

(en millions d'euros)	T1-14	T1-14*	T1-13**	T1-13*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	985	984	965	953	+3,2%
<i>Dont Banque de financement</i>	525	510	496	471	+8,1%
<i>Dont Banque de marché</i>	429	443	415	428	+3,5%
<i>Dont Activités en cours d'arrêt</i>	31	31	54	54	ns
Charges d'exploitation	(558)	(558)	(579)	(579)	(3,6%)
Résultat brut d'exploitation	427	426	386	374	+13,6%
Coût du risque	(56)	(56)	(110)	(110)	(49,5%)
Résultat d'exploitation	371	370	276	264	+39,9%
Sociétés mises en équivalence	40	40	34	34	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	1	1	ns
Résultat avant impôt	411	410	311	299	+37,5%
Impôt	(114)	(114)	(73)	(74)	+54,5%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(7)	(7)	2	2	ns
Résultat net	290	289	240	227	+27,7%
Participations ne donnant pas le contrôle	5	5	4	4	+54,0%
Résultat net part du Groupe	285	284	236	223	+27,2%

* Retraité des couvertures de prêts, impacts CVA/DVA Day 1 (T1-13) et DVA courante

**2013 UBAF présentée selon la nouvelle application de IFRS 11

Les revenus de la **banque de financement** s'élèvent à 525 millions d'euros au premier trimestre 2014. Hors impact des couvertures de prêts, ils s'élèvent à 510 millions d'euros, présentant ainsi une évolution de +8,1% par rapport au premier trimestre 2013, qui intégrait une dépréciation exceptionnelle de titres comptabilisée en Produit net bancaire.

Crédit Agricole CIB maintient ses positions concurrentielles sur les activités de syndication en France (première place¹). Il se positionne également à présent en première place en Europe de l'Ouest (contre troisième place précédemment¹) et sur la zone EMEA (contre la seconde place précédemment¹). Crédit Agricole CIB garde le troisième rang¹ en syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA. Crédit Agricole CIB conserve par ailleurs son rang de leader mondial sur le financement aéronautique².

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 429 millions au premier trimestre 2014. Hors impact DVA, ils s'élèvent à 443 millions d'euros et progressent de 3,5% par rapport au premier trimestre 2013, qui incluait les revenus des courtiers pour 25 millions d'euros.

A 400 millions d'euros ce trimestre, les revenus des activités de *fixed income* progressent par rapport aux trimestres précédents, reflétant les bonnes performances des activités Trésorerie et Titrisation. Crédit Agricole CIB maintient son premier rang en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP³ et sa deuxième place mondiale sur les émissions obligataires supranationales¹.

Les revenus de la banque d'investissement s'élèvent à 43 millions d'euros et connaissent un léger recul par rapport au premier trimestre 2013 qui présentait une activité plus dynamique sur les activités M&A (en baisse de 7,6%).

La VaR reste à un niveau très faible de 7 millions d'euros au 31 mars 2014 (contre 11 millions d'euros en moyenne sur l'année 2013).

Les charges de la **Banque de financement et d'investissement** enregistrent une baisse de 3,6% entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014. Hors activité de courtage⁴, les charges sont stables entre les deux trimestres. Après retraitement des impacts des couvertures de prêts, de ceux de la CVA/DVA Day 1 pour 2013 et de la DVA courante, le coefficient d'exploitation hors courtage diminue fortement pour atteindre 56,7% contre 60,3% au premier trimestre 2013.

Au premier trimestre 2014, le coût du risque se traduit par une dotation nette de 56 millions d'euros, en baisse par rapport au premier trimestre 2013.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 40 millions d'euros au premier trimestre 2014, intégrant principalement la contribution de Al Bank Saudi Al Fransi (BSF).

Au final, le résultat net part du Groupe du premier trimestre 2014 de la **Banque de financement et d'investissement** s'élève à 285 millions d'euros.

¹ Source : Thomson Financial

² Source : Air Finance Database

³ Source : CPWare

⁴ Charges de CLSA New York et Tokyo reclassés en IFRS 5 au troisième trimestre 2013 : 19 millions d'euros au premier trimestre 2013

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13	Variation T1/T1
Produit net bancaire	(563)	(878)	(35,9%)
<i>dont coûts de financement</i>	(620)	(531)	+16,8%
<i>dont gestion financière</i>	5	(86)	ns
<i>dont spreads émetteurs</i>	(47)	(361)	(87,2%)
<i>dont autres</i>	99	100	(1,4%)
Charges d'exploitation	(212)	(215)	(1,7%)
Résultat brut d'exploitation	(775)	(1 093)	(29,1%)
Coût du risque	81	65	+25,2%
Résultat d'exploitation	(694)	(1 028)	(32,6%)
Sociétés mises en équivalence	35	(42)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	5	(2)	ns
Résultat avant impôts	(654)	(1 072)	(39,1%)
Impôts	258	390	(33,9%)
Résultat net	(396)	(682)	(42,1%)
Participations ne donnant pas le contrôle	33	51	(34,6%)
Résultat net part du Groupe	(429)	(733)	(41,5%)

Au premier trimestre 2014, le produit net bancaire s'établit à -563 millions d'euros, contre -878 millions d'euros au premier trimestre 2013. Il comprend -47 millions d'euros au titre des *spreads* émetteurs contre -361 millions d'euros au premier trimestre 2013. Le produit net bancaire provenant des coûts de financement intègre ce trimestre le coût des volets 1 et 2 du Switch désormais intégralement comptabilisé en produit net bancaire pour -186 millions d'euros à comparer à -106 millions d'euros au premier trimestre 2013 (intégrant la rémunération de l'avance d'actionnaires et des titres super-subordonnés T3CJ).

Par avenant signé le 19 décembre 2013, Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales ont étendu l'assiette des garanties déjà accordées le 23 décembre 2011 à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances. Les nouvelles garanties ont pris effet le 2 janvier 2014 et transfèrent les exigences prudentielles s'appliquant aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances, cette dernière étant mise en équivalence pour les calculs prudentiels. La substance du contrat s'analyse comme un contrat d'assurance du fait de l'existence d'un risque global d'assurance au sens de la norme IFRS 4. Les intérêts versés au titre des dépôts de garantie et la rémunération de la garantie sont désormais intégralement comptabilisés en Produit net bancaire alors que la rémunération des garanties Switch était précédemment enregistrée en résultat de mises en équivalence (-24 millions d'euros au premier trimestre 2013, net d'impôt).

La gestion financière intègre les opérations sur participations financières, notamment ce trimestre la variation de la juste valeur des obligations échangeables en actions d'Eurazeo pour -41 millions d'euros. Elle intégrait au premier trimestre 2013 la plus-value sur la cession d'un bloc de titres Bankinter pour 30 millions d'euros. Au cours du mois de janvier 2014, Crédit Agricole S.A. a également cédé le solde de cette participation, soit environ 0,3%, et ne détient donc plus aucun titre Bankinter. Par ailleurs, la mise en place de couvertures complémentaires sur le risque inflation a permis une moindre volatilité des résultats de la gestion financière qui pesaient traditionnellement à la baisse au premier trimestre.

Les charges d'exploitation imputées dans ce pôle sont bien maîtrisées avec une baisse de 1,7% entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014.

Le coût du risque enregistré au premier trimestre 2014 la reprise de la provision AQR (*Asset Quality Review*) comptabilisée au quatrième trimestre 2013 au titre de Cariparma pour 90 millions d'euros. Il intégrait au premier trimestre 2013 la reprise de la provision de 35 millions d'euros dotée dans ce pôle au quatrième trimestre 2012 au titre de la revue de la Banque d'Italie chez Cariparma.

La ligne Sociétés mises en équivalence enregistre ce trimestre exclusivement la contribution positive d'Eurazeo pour 35 millions d'euros.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit au premier trimestre 2014 à -429 millions d'euros, à comparer à -733 millions d'euros du premier trimestre 2013. Retraité des *spreads* émetteurs, le résultat net part du Groupe du Pôle ressort à -399 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre -501 millions d'euros au premier trimestre de l'année précédente.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 696 milliards d'euros au 31 mars 2014, dont 530 milliards d'euros pour les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international, en hausse de 0,8% par rapport à fin mars 2013. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 623 milliards d'euros dont 478 milliards d'euros pour les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international soit une hausse de 3,3% de la collecte bilan sur un an.

(en millions d'euros)	T1-14	T1-13*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	7 753	7 341	+5,6%
Charges d'exploitation	(4 691)	(4 709)	(0,4%)
Résultat brut d'exploitation	3 062	2 632	+16,3%
Coût du risque	(907)	(1 149)	(21,0%)
Résultat d'exploitation	2 155	1 483	+45,2%
Sociétés mises en équivalence	97	51	+88,7%
Résultat net sur autres actifs	-	13	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1)	-	ns
Résultat avant impôts	2 251	1 547	+45,3%
Impôts	(746)	(464)	+60,4%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	7	21	(65,4%)
Résultat net	1 512	1 104	+37,0%
Participations ne donnant pas le contrôle	92	79	+17,5%
Résultat net part du Groupe	1 420	1 025	+38,5%

*Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS de Crelan.

Au premier trimestre 2014, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 7 753 millions d'euros, en hausse de 5,6% par rapport au premier trimestre 2013. Cette évolution est expliquée notamment par les éléments spécifiques non liés à l'activité (*spreads* émetteurs, *DVA running*, couvertures de prêts et réévaluation des titres de la banque d'Italie chez Cariparma), pour un total de 47 millions d'euros, à comparer à une charge de -281 millions d'euros au premier trimestre 2013, dont -361 millions d'euros liée aux *spreads* émetteurs. Retraité des éléments spécifiques, le produit net bancaire progresse de 1,1% par rapport au premier trimestre 2013.

Les charges d'exploitation présentent une baisse de 0,4% par rapport au premier trimestre 2013. Cette évolution reflète la montée en puissance des programmes de réduction des coûts à travers, notamment, les réalisations du programme MUST, et l'effet des plans de départs lancés en 2011 et 2012 chez CACIB, CACF et Cariparma.

Le coût du risque est maîtrisé, en baisse de 21,0% par rapport au premier trimestre de l'année 2013. Il s'établit à 45 points de base sur encours au premier trimestre 2014 à comparer à 55 points de base au premier trimestre

2013. Cette baisse reflète pour l'essentiel l'amélioration du coût du risque dans le Crédit à la consommation, notamment chez Agos Ducato.

Au total, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 420 millions d'euros à comparer à 1 025 millions d'euros au premier trimestre 2013, soit une hausse de 38,5% sur la période et de 14,8%¹, retraitée des éléments spécifiques des premiers trimestres 2013 et 2014.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le premier trimestre 2014 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

RELATIONS INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31			
Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Laurence Gascon	+ 33 1.57.72.38.63
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Aleth Degrand	+ 33 1.43.23.23.81	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

¹ Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

➤ **Supports visuels de présentation des résultats**





Résultats du 1^{er} trimestre 2014

7 mai 2014


CRÉDIT AGRICOLE S.A.

AVERTISSEMENT

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Nota :

Le périmètre **Groupe Crédit Agricole** comprend : les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre considéré par le régulateur français et européen pour apprécier la liquidité et la solvabilité du Groupe.

Crédit Agricole S.A. est l'entité cotée, qui détient notamment ~25% des Caisses régionales et les filiales métier (Banque de proximité en France et à l'international, Gestion de l'épargne et Assurances, Services financiers spécialisés, ainsi que Banque de financement et d'investissement).

SOMMAIRE

- 1 1^{er} trimestre 2014 - Messages clés
- 2 Résultats des pôles métiers
- 3 Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4 Annexes

3

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



MESSAGES CLÉS T1-14

Bons résultats et confirmation de la solidité du capital

Résultats T1-14	Groupe Crédit Agricole : +1 420m€
<i>Résultat net part du Groupe</i>	Crédit Agricole S.A. : +868 m€

- 1 **Activité commerciale bien orientée**
- 2 **Amélioration de l'efficacité opérationnelle**
 - Hausse du PNB* T1/T1 dans un environnement contraint
 - Charges en baisse de 1,2% T1/T1
- 3 **Réduction du coût du risque : -20,2% T1/T1**
- 4 **Structure de capital renforcée sous Bâle 3, en avance sur l'objectif**
 - Ratio CET1 non phasé en progression : 9,0% au 31/03/2014, soit +50 pb par rapport à Janv. 2014 (*pro forma révisé*)

* normalisé

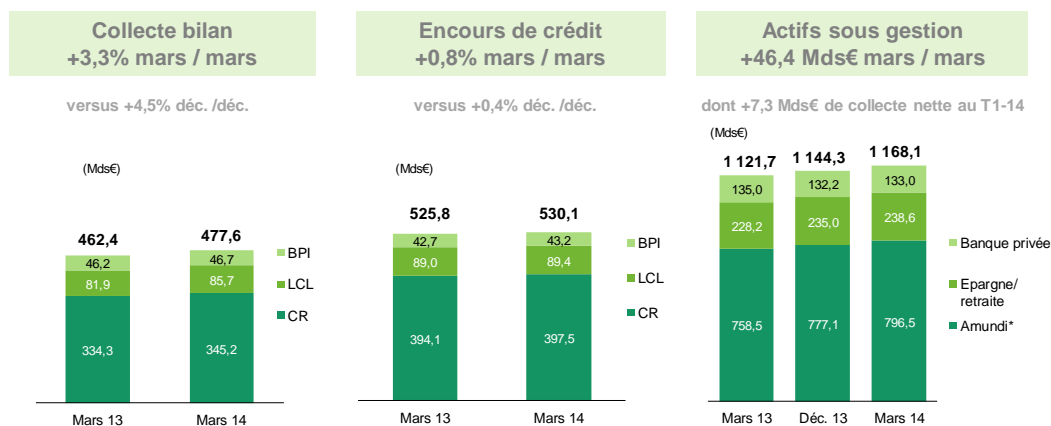
4

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



RÉSULTATS DU T1-14 DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Activité commerciale bien orientée



* Données incluant à 100% les joint-ventures en Asie pour Amundi

5

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



RÉSULTATS DU T1-14 DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat Crédit Agricole S.A.

En m€	T1-14	T1-13*	Δ T1/T1*	Δ T1**/T1*et **
Produit net bancaire	4 012	3 657	+9,7%	+0,7%
Charges d'exploitation	(2 714)	(2 748)	(1,2%)	(1,2%)
Résultat brut d'exploitation	1 298	909	+42,6%	+5,1%
Coût du risque	(590)	(739)	(20,2%)	(20,2%)
Sociétés mises en équivalence	476	370	+28,4%	+20,8%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	13	(58,2%)	(58,2%)
Résultat avant impôt	1 189	553	x2,1	+33,1%
Impôts	(222)	(13)	ns	+64,7%
Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	16	ns	ns
Résultat net	966	556	+73,8%	+24,9%
Résultat net part du Groupe	868	469	+84,9%	+29,6%
Coefficient d'exploitation	67,6%	75,1%	(7,5 pts)	(1,3 pt)

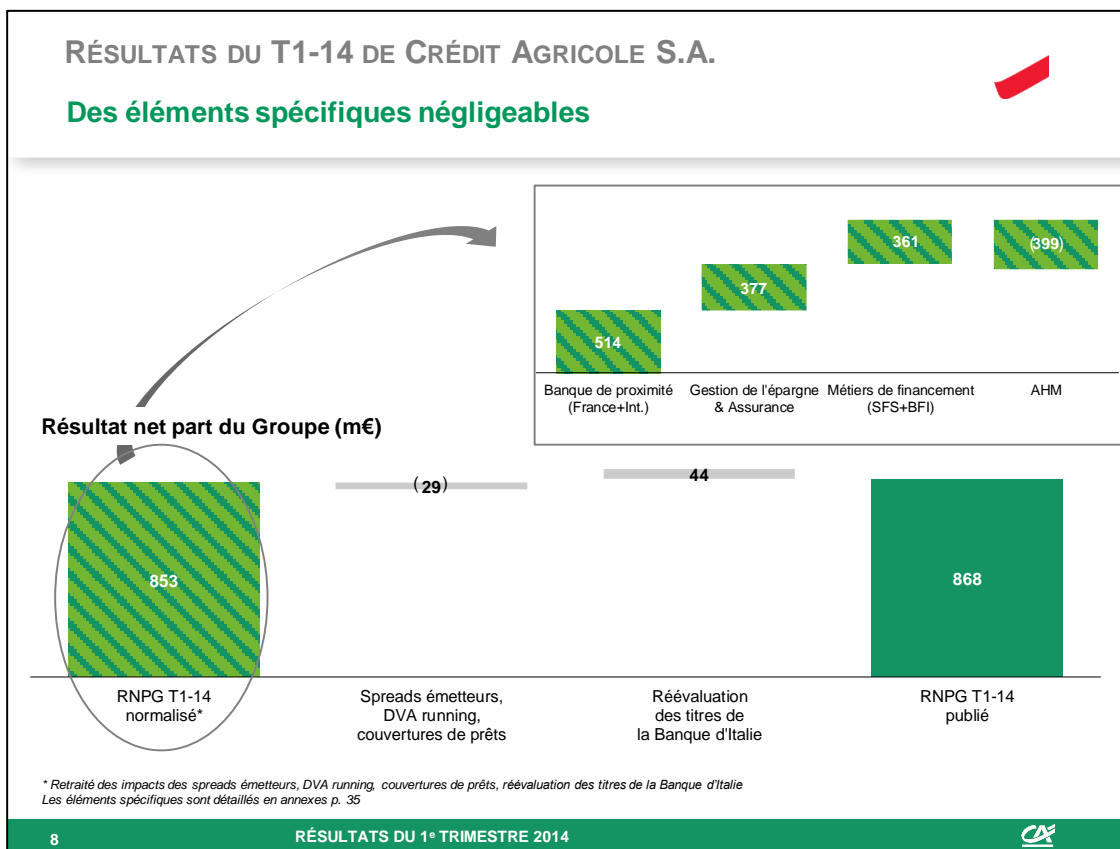
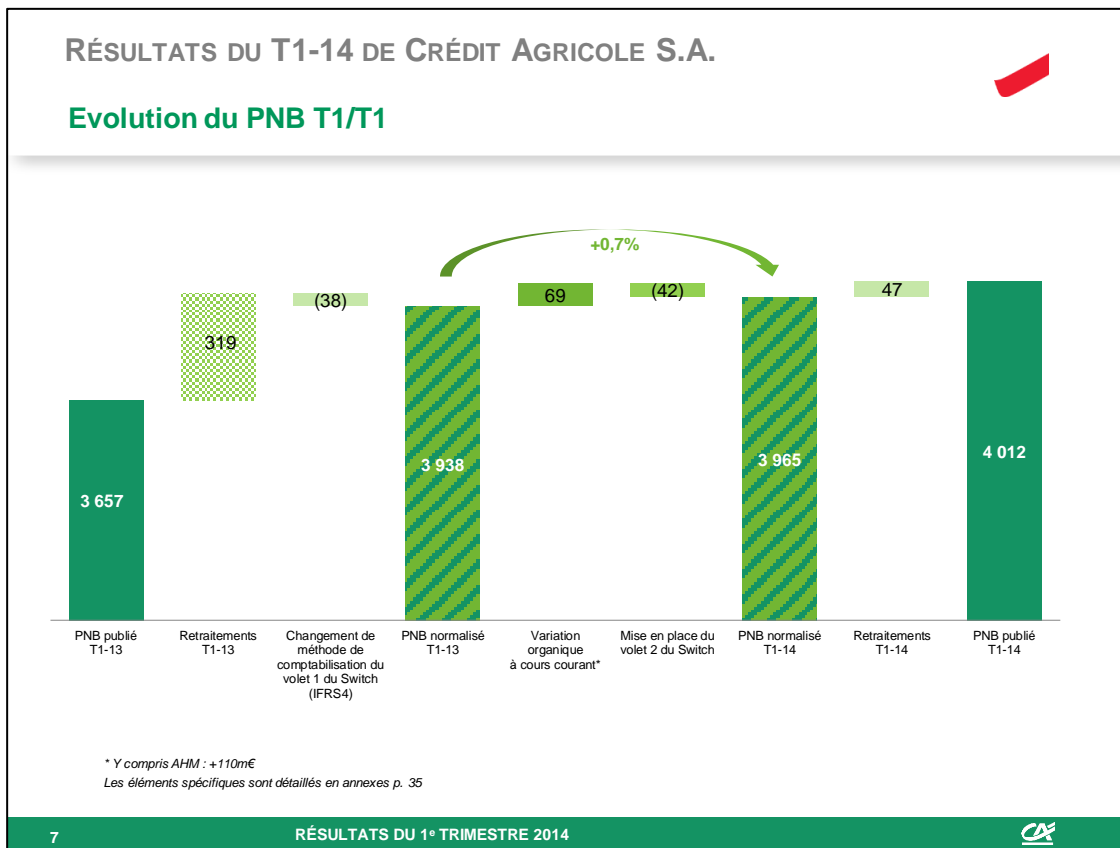
* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

** Retraité des éléments spécifiques du trimestre (détailés p.7 et 35)

6

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014





RÉSULTATS DU T1-14 DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Amélioration de l'efficacité opérationnelle

- Charges trimestrielles moyennes : -2,5% T1-14 / Trim. moyen 2013*

➔ 5^e trimestre consécutif d'économies de charges

- Coefficient d'exploitation : 67,6% au T1-14

➔ en amélioration de 1,3 point T1*/T1**et**

- Programmes d'économies de coûts (MUST)

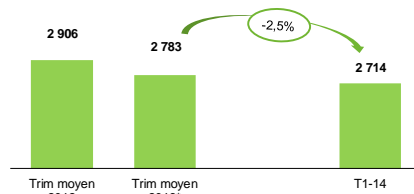
➔ 387 m€ d'économies réalisées depuis le lancement du programme MUST en 2012, dont 36 m€ d'économies réalisées au T1-14

- Évolution des effectifs (ETP) : -5% T1/T1, -2% hors effets périmètre

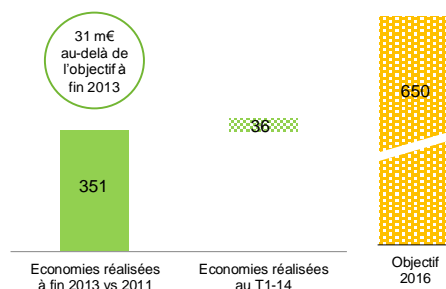
➔ Effets périmètre : Newedge, CA Bulgarie, entités nordiques de CACF, Smith Breedon etc.

➔ Plans de départs chez CACIB, CACF et Cariparma

Charges d'exploitation Crédit Agricole S.A. (m€)**



Programmes d'économies de coûts – MUST (m€)



* PNB normalisé (cf. détails p. 7 et 35)

** Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

RÉSULTATS DU T1-14 DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Réduction du coût du risque (1/2)

- Groupe Crédit Agricole

➔ Coût du risque sur encours : 45 pb au T1-14, -10 pb en un an

➔ -5 pb T1/T4

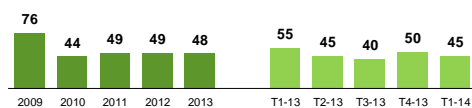
- Crédit Agricole S.A.

➔ Coût du risque sur encours : 60 pb au T1-14, -8 pb en un an

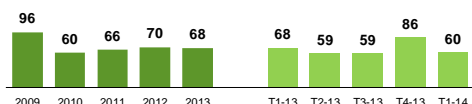
➔ Taux de couverture des créances dépréciées : 71,1% à fin mars 2014, **calculé sur la base d'encours non nettés des garanties et sûretés disponibles**

Coût du risque / encours (en pb annualisés)

Groupe Crédit Agricole* (pb)



Crédit Agricole S.A.* (pb)

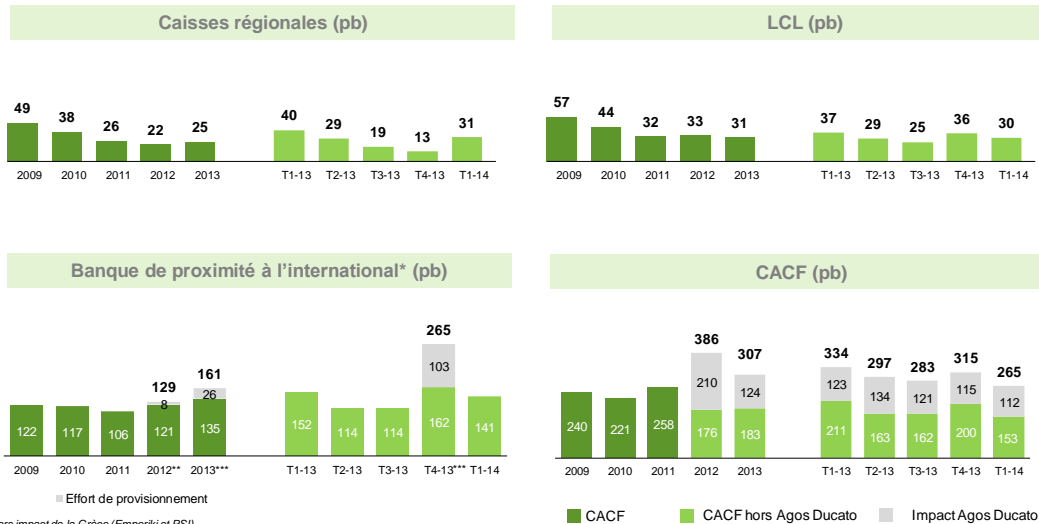


* Hors impact de la Grèce (Emporiki et PSI)

RÉSULTATS DU T1-14 DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Réduction du coût du risque (2/2)

Coût du risque / encours (en pb annualisés)



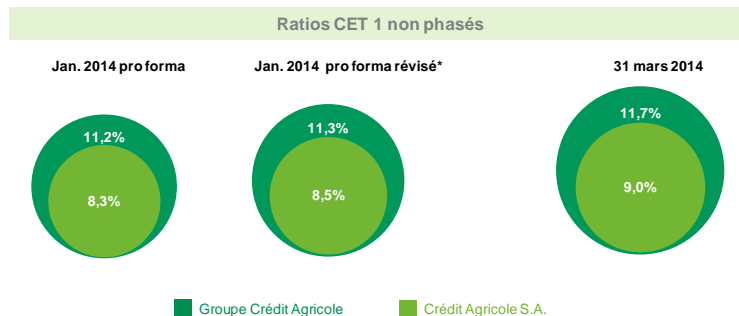
* Hors impact de la Grèce (Emporiki et PSI)
 ** Complément de provision lié au contrôle de la Banque d'Italie comptabilisé au T4-12 pour 35 m€ en AHM
 *** Complément de provisions notamment en préparation des AQR en Italie pour 109m€, comptabilisé au T4-13 en AHM pour 90m€



STRUCTURE FINANCIÈRE

Ratios de solvabilité

- Révision à la baisse des impacts CRD4 conduisant à des ratios pro forma supérieurs à ceux prévus
- Progression des ratios CET1 non phasés au T1-14 : +40 pb pour GCA et +50 pb pour Crédit Agricole S.A. par rapport au ratio pro forma révisé* Jan-14
- ➔ Mise en œuvre rapide des plans d'actions (CVA, validation de modèle)
- ➔ Amélioration organique



- Ratio de levier Groupe Crédit Agricole : 3,8% (CRD4), 4,4% (Comité de Bâle) au 31/3/2014

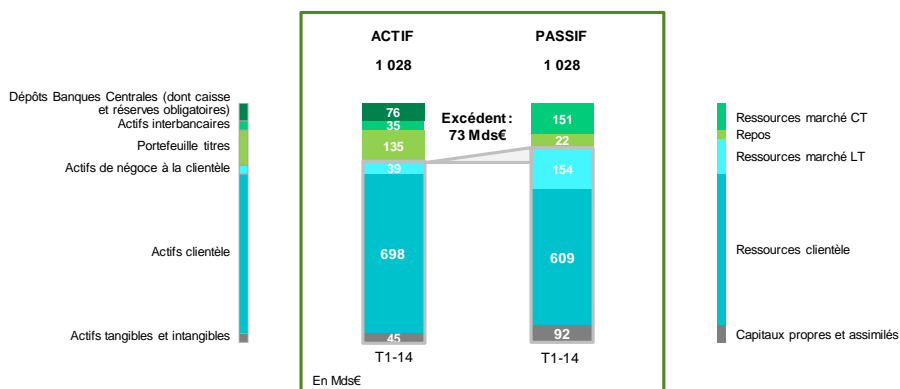
* Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 Mds€ d'emplois pondérés



LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : excédent de ressources stables

- Excédent de liquidité stable à 73 Mds€ à fin mars 2014
 - ➔ Excédent représentant 7,1% du bilan cash contre 6,8% au T4-2013



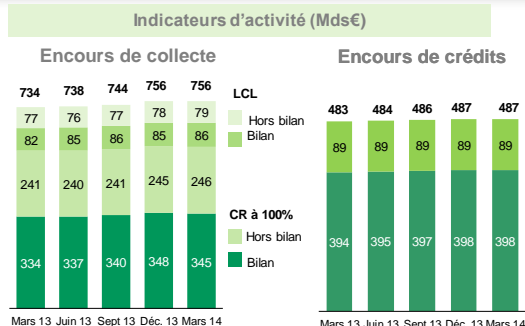
SOMMAIRE

- 1 1^{er} trimestre 2014 - Messages clés
- 2 Résultats des pôles métiers
- 3 Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4 Annexes

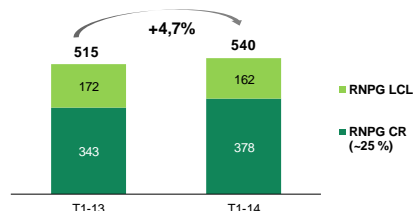
BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

Caisses régionales et LCL

- Encours de collecte : +2,9% mars/mars
 - Collecte bilan : +3,5% mars/mars
 - dont +5,2% sur les livrets
 - 397 Mds€ d'encours après centralisation
 - Collecte hors bilan : +2,2% mars/mars portée par l'assurance-vie (encours +4,1%)
- Encours de crédits : +0,8% mars/mars
- Ratio crédits/collecte* : 115%, stable par rapport à fin décembre 2013*
- RNPG de la Banque de proximité en France : +4,7% T1/T1 à 540 m€



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

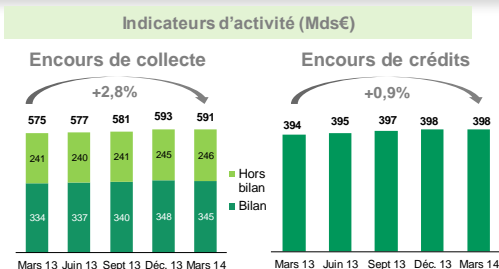


* Méthodologie révisée pour les Caisses régionales à compter de mars 2014 ; Déc. 13 pro forma (cf p. 16)

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France - Caisses régionales

- Activité commerciale
 - Collecte bilan : +3,3% mars/mars, dont livrets : +5,1% (+1,7% mars/déc)
 - Collecte hors bilan : +2,1% mars/mars, dont assurance-vie : +4,0% (+0,7% mars/déc)
 - Encours de crédits : +0,9% mars/mars, dont +2,6% sur l'habitat (+0,3% mars/déc)
 - Ratio Crédits/Collecte* : 117%, quasi stable par rapport à fin déc-13* (116%)
- Résultat d'exploitation : +8,6% T1/T1
 - PNB : +0,7% T1/T1
 - Maintien de la marge d'intermédiation
 - Érosion des commissions -0,3% T1/T1, dans un contexte réglementaire défavorable
 - Charges : +0,6% T1/T1
 - Stabilité du coefficient d'exploitation
 - Coût du risque : -23,8% T1/T1
 - Taux de créances dépréciées : 2,5% (stable mars/mars)
 - Taux de couverture (y compris provisions collectives) : 106,2% vs 106,7% au 31/03/13



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	3 551	3 527	+0,7%
Charges d'exploitation	(1 877)	(1 866)	+0,6%
Coût du risque	(308)	(404)	(23,8%)
Résultat d'exploitation (100%)	1 366	1 257	+8,6%
Coefficient d'exploitation	52,9%	52,9%	-
Résultat net mis en équivalence	229	214	+6,9%
Var. quote-part dans les réserves	149	129	+15,6%
Quote-part de résultats MEQ (-25%)	378	343	+10,1%

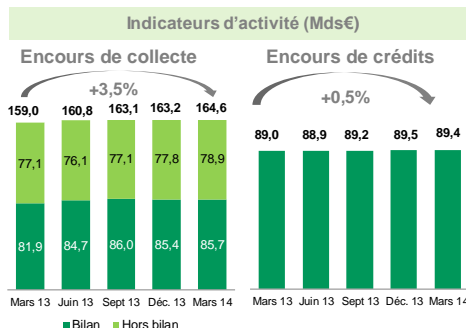
* Méthodologie révisée à compter de mars 2014 ; Déc. 13 pro forma : intégration des refinancements (BEI, CDC) et des UC obligataires en ressources clientèle et crédits clientèle nettes des provisions individuelles

LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité en France - LCL

■ Activité commerciale

- Hausse de la collecte hors bilan, notamment de l'assurance-vie: +4,3% mars/mars
- Progression des encours sur Livret A et LDD, +11,2% et +8,3% respectivement mars/mars
- Activité soutenue sur l'habitat : encours +2,5% mars/mars et +0,4% mars/déc, stabilité d'ensemble des crédits (+0,5% mars/mars)
- Ratio Crédits/Collecte : 110%, quasi stable par rapport à Déc-13 (109%)



■ Résultat

- Produit net bancaire
 - Baisse de la marge d'intérêts par rapport à un T1-13 élevé (-1,6%), impact des rachats et remboursements anticipés de 2013
 - Recul des commissions (-2,5%), concentré sur la tenue de compte (-7,4% T1/T1), sous l'effet notamment des nouvelles dispositions de la Loi Consommation
- Charges
 - Premières dépenses liées au projet d'entreprise (5,4 m€)
 - Stabilité hors ces dépenses
- Coût du risque
 - Nette amélioration du risque sur tous les marchés
 - Taux de créances dépréciées en recul à 2,4%, taux de couverture de 75,0% (y compris provisions collectives)

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	956	975	(1,9%)
Charges d'exploitation	(619)	(613)	+1,0%
Coût du risque	(70)	(89)	(21,4%)
Impôt	(97)	(97)	-
Résultat net part du Groupe	162	172	(6,2%)
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>64,8%</i>	<i>62,9%</i>	<i>+1,9 pt</i>

17

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

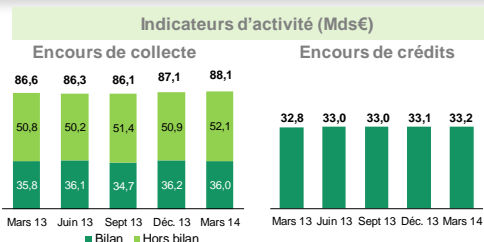


LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de proximité à l'international - Cariparma

■ Activité commerciale

- Collecte bilan : +0,5% mars/mars
- Poursuite de la forte production en assurance-vie et OPCVM : 1,3 Md€ au T1-14, soit +45% T1/T1
- Encours de crédits : +1,0% sur un an et +3,8% sur les crédits à l'habitat
- Excédent collecte/crédit : 2,8 Mds€, orienté vers le financement d'autres entités italiennes du Groupe



■ RNPG : 23 m€ au T1-14*

- PNB : +1,6% T1*/T1**
 - Baisse du coût moyen de la collecte, commissions soutenues par la production en hors bilan
- Charges : -5,9% T1/T1, en lien avec la baisse des effectifs (-3% sur un an) et aux efforts continus d'optimisation des coûts
- Coût du risque : +2,4% T1*/T1**
 - Taux de créances dépréciées : 11,6%, couvertes à hauteur de 44,7% (y compris provisions collectives)
- Intégration au T1-14 des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes de 31/12/2013, pour :
 - +80 m€ en PNB, dont +92 m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie
 - -109 m€ de coût du risque, principalement en lien avec la préparation des AQR (provision comptabilisée au T4-13 en AHM pour 90 m€).

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T1-14	T1-14*	T1-13**	Δ T1*/T1**
Produit net bancaire	473	393	387	+1,6%
Charges d'exploitation	(230)	(230)	(244)	(5,9%)
Coût du risque	(216)	(107)	(105)	+2,4%
Résultat net	12	33	37	(11,7%)
Résultat net part du Groupe	8	23	28	(16,8%)
<i>Coefficient d'exploitation*</i>	<i>ns</i>	<i>58,5%</i>	<i>63,1%</i>	<i>(4,6 pts)</i>

* Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes consolidés locaux du 31/12/2013, après la clôture des comptes de Crédit Agricole S.A. : +80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque (notamment en préparation des AQR) et de la fiscalité afférente à ces retraitements

** Après reclassement au T4-12 du complément de provision demandé par la Banque d'Italie, passé en AHM au T4-12 et dans la contribution de Cariparma au T1-13 (39 m€)

Résultat net du Groupe Cariparma (y compris Calit) : 33 m€ au T1-14

18

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

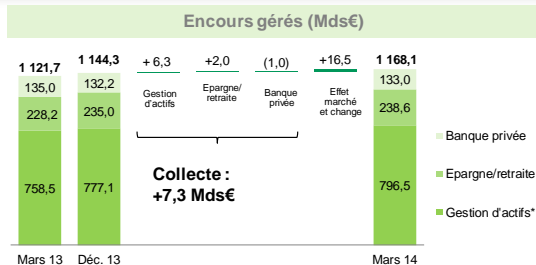
Gestion de l'épargne et Assurances

- Encours global : +23,8 Mds€ au premier trimestre 2014, avec une collecte nette positive de 6,3 Mds€ pour Amundi et de 2,0 Mds€ pour l'assurance Épargne / retraite

- Amundi : dynamisme de la collecte sur les segments de clientèle Institutionnels, *Corporates* et Distributeurs tiers et ralentissement de la décollecte dans les réseaux France
- Epargne/retraite: activité toujours dynamique, encours +4,6% sur un an
- Banque privée : encours en progression de 0,6% Mars/Déc. bénéficiant notamment d'un effet marché positif
- CACEIS : progression des encours conservés depuis la sortie de la CDC au T2-13, et bon développement commercial en administration de fonds

- RNPG : 377 m€ au T1-14

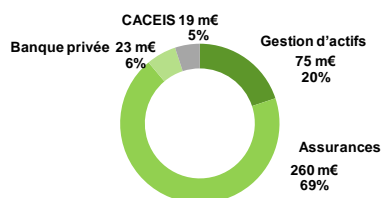
- Amundi : PNB stable T1/T1 grâce à la progression des commissions de gestion fixes compensant des effets calendaires négatifs sur les autres commissions
- Assurances : RNPG en hausse de 2,4% T1/T1
- Banque privée : revenus affectés par la réduction des commissions de courtage (moins rotation des portefeuilles et rendement plus faible de la liquidité placée à MLT)
- CACEIS : marge d'intérêt en repli (hausse de la part des titres HQLA faiblement rémunérés et baisse des *spreads*)



* Données incluant à 100% les JV en Asie

Services financiers aux institutionnels (CACEIS)	Mars 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/ Déc.	Δ Mars/ Mars
Encours conservés	2 542	2 254	2 283	+1,3%	(10,2%)
Encours administrés	1 277	1 309	1 347	+2,9%	+5,5%

Contribution du pôle au RNPG de Crédit Agricole S.A. T1-14 (m€)



19

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion d'actifs - Amundi

- Des encours proches de 800 Mds€

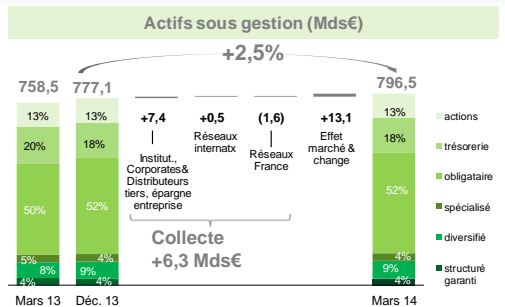
- Collecte de 6,3 Mds€ tirée par les institutionnels (+4,9 Mds€), les *Corporates* (+1,2 Md€) et les distributeurs tiers (+1,3 Md€, notamment au Japon)
- Ralentissement de la décollecte dans les réseaux France grâce au dynamisme de l'activité sur la clientèle patrimoniale (-0,3 Md€ hors sorties saisonnières sur le monétaire)
- Collecte de 3,9 Mds€ sur actifs longs tirée par les expertises obligataire (haut rendement, *aggregate**) et gestion indicielle

- Poursuite des opérations de croissance externe ciblées

- Acquisition d'une activité en Malaisie et mise en place d'un partenariat stratégique avec la société française Tikehau dans la gestion de dette privée

- Des résultats maintenus à un bon niveau

- PNB stable T1/T1
 - Hausse des commissions de gestion fixes de 6%
 - Baisse des autres commissions liée à des effets calendaires
- Charges maîtrisées : +0,1% T1/T1 hors nouvelles filiales***, les efforts de productivité finançant le développement à l'international
- Coefficient d'exploitation toujours très compétitif à 56,4%



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	351	350	+0,2%
Charges d'exploitation	(197)	(192)	+2,9%
Résultat brut d'exploitation	154	158	(3,0%)
Résultat net	103	108	(4,7%)
Résultat net part du Groupe	75	79	(5,2%)
Coefficient d'exploitation	56,4%	54,9%	+1,5 pt

* Yc épargne entreprise

** Obligations diversifiées (toutes devises, souverain et Corporates)

*** Etats-Unis (Smith Breeden), Pologne, Pays-Bas

20

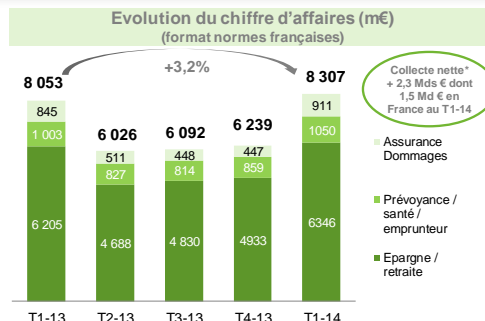
RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Assurances

- Epargne / retraite: une activité toujours dynamique
 - France : un chiffre d'affaires proche du niveau élevé du T1-13
 - International : +33,1% T1/T1 (excellentes performances en Italie)
 - Encours : +4,6% sur un an à 238,6 milliards d'euros fin mars 2014, dont 18,5% d'UC
- Prévoyance / santé / emprunteur: +4,7% T1/T1
 - Prévoyance / santé: progression de 5,3% du chiffre d'affaires sur un an
 - Emprunteur: forte croissance à l'international (+30,2% en Pologne, +15,3% en Italie)
- Assurance Dommages: une progression toujours soutenue
 - Chiffre d'affaires en hausse de 7,8% T1/T1
 - Ratio combiné** maîtrisé de 96,3% malgré les événements climatiques du trimestre
- RNPG : 260 millions d'euros au T1-14
 - PNB en croissance de 3,4%
 - Coefficient d'exploitation stable



Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	560	541	+3,4%
Charges d'exploitation	(147)	(142)	+3,3%
Résultat avant impôt	413	399	+3,4%
Résultat net part du Groupe	260	254	+2,4%
Coefficient d'exploitation	26,3%	26,3%	-

* Epargne / retraite et prévoyance

** Ratio (Sinistralité + frais généraux) / Cotisations, net de réassurance – périmètre Pacifica

21

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

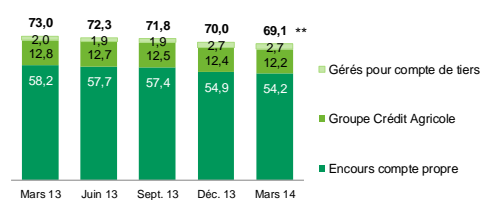


LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Services financiers spécialisés

- Crédit à la consommation
 - Cession des entités nordiques finalisée
 - Relance de l'activité avec une hausse de la production T1/T1
 - Succès du lancement du Passeport européen (activité de collecte en Allemagne) par CACF en janvier 14
- CAL&F : Poursuite du trend baissier des encours en crédit-bail France et progression de 2,3% mars/mars à l'international ; progression de 6,6% du CA factoré T1/T1
- RNPG : +77m€, multiplié par 3,9 T1/T1
 - PNB : -5,7% en lien avec la baisse des encours gérés mars/mars de 5,3% pour CACF et de 3,0% pour le crédit-bail
 - Charges : mesures d'optimisation des charges récurrentes : baisse de 4,8% T1/T1 chez CACF et stables chez CAL&F
 - Coût du risque : baisse de 30% T1/T1 chez CACF (liée essentiellement à Agos Ducato) et de 44% chez CAL&F (leasing notamment en France et affacturage Espagne)
 - Coût du risque Agos Ducato : 163m€ au T1-14 (-30% T1/T1). Taux de créances dépréciées : 11,9% (vs 14,8% au T1-13) et taux de couverture de 99,2% y compris provisions collectives
 - Equilibre d'Agos Ducato dès le T1-14 : PNB +2,4% T1/T1 malgré la baisse des encours de 2Mds€ (-11,0%) mars/mars et amélioration du risque

Encours bruts Crédit consommation* – CACF (Mds€)



* retraité du passage en IFRS5 d'entités nordiques CACF et de l'application de IFRS11 aux joint-ventures automobiles et reclassement des encours de location-financement des partenariats automobiles des encours gérés pour compte de tiers vers les encours compte propre

** 38% en France, 33% en Italie et 29% autres pays

Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.* (m€)

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	686	727	(5,7%)
Charges d'exploitation	(335)	(348)	(3,7%)
Coût du risque	(282)	(408)	(30,8%)
Impôt	(26)	(4)	x5,1
Résultat sur activités arrêtées	6	5	+18,8%
Résultat net part du Groupe	77	20	x3,9
Coefficient d'exploitation	48,8%	47,8%	+1pt

* 2013 retraité du passage en IFRS5 d'entités nordiques CACF

22

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement - Revenus

Revenus* de la BFI en hausse de 3,2% T1/T1

■ Banque de marché (hors courtiers): +10,0% T1/T1

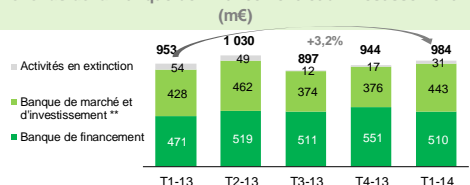
- Fixed Income : Progression des revenus tirés par les performances des activités Trésorerie et Titrisation
- Léger recul des revenus de la Banque d'investissement avec un T1-13 plus favorable sur le M&A (-7,6% T1/T1)
- Risques de marché à un niveau bas
 - VaR au 31/03/14 : 7 m€ ; VaR moyenne à 7 m€ sur le trimestre

■ Banque de financement : +8,1% T1/T1

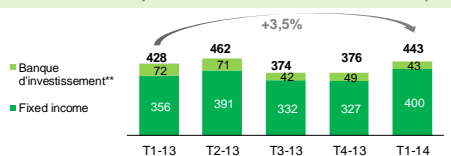
- Revenus de la Banque commerciale en hausse (+29,2% T1/T1) :
 - T1-13 affecté par une dépréciation de titres
 - Activité commerciale dynamique et encours de liquidité stables par rapport au T1-13
- Financements structurés : baisse des revenus hors effet change (-2,8% T1/T1) en lien avec la baisse des encours en 2013

NB: Données 2013 retraitées afin de refléter l'application de IFRS 11 à l'UBAF et la réallocation analytique de certaines activités de Banque commerciale vers Financements structurés
 * Retraité des couvertures de prêts, impacts CVA/DVA Day 1 (T1-13), affinement des paramètres CVA (T4-13) et DVA courante.
 ** Yc les revenus du courtage (CLSA New York et Tokyo) reclassés en IFRS 5 au T3-13 : 25 m€ au T1-13 et 17 m€ T2-13.

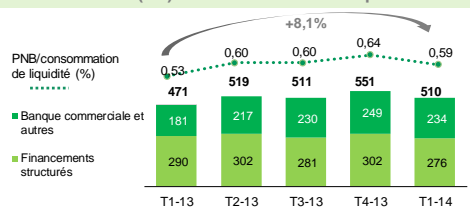
Revenus de la Banque de Financement et d'investissement *



Revenus de la Banque de Marché et d'Investissement * (m€)



Banque de financement Revenus* (m€) et consommation de liquidité



LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Banque de financement et d'investissement - Résultats

■ Charges d'exploitation de la BFI** : -3,6% T1/T1

- Hors courtage:
 - Stabilité des charges de la BFI (-0,3% T1/T1)
 - Coefficient d'exploitation* en baisse (56,7% au T1-14 vs 60,3% T1-13)

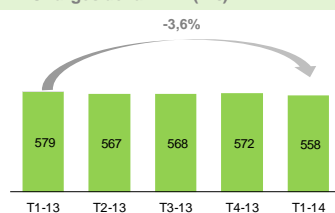
■ Coût du risque

- Dotation nette de 56 m€ contre 110 m€ au T1-13

■ Mise en équivalence

- Evolution favorable des résultats de la BSF au T1-14

Charges de la BFI** (m€)



Contribution de la BFI aux résultats de Crédit Agricole S.A. (m€)

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	985	965	+2,0%
- dont DVA	(14)	(13)	ns
- dont couvertures de prêts	15	25	ns
Produit net bancaire retraité*	984	953	+3,2%
Charges d'exploitation	(558)	(579)	(3,6%)
Coût du risque	(56)	(110)	(49,5%)
Sociétés mises en équivalence	40	34	+17,8%
Résultat net part du Groupe	285	236	+20,8%
Résultat net part du Groupe retraité*	284	223	+27,2%

NB: Données 2013 retraitées afin de refléter l'application de IFRS 11 à l'UBAF

* Retraité des couvertures de prêts, impacts CVA/DVA Day 1 (T1-13) et DVA courante

** Y compris les charges du courtage (CLSA New York et Tokyo) reclassés en IFRS 5 au T3-13 : 19 m€ au T1-13 et 21 m€ T2-13.

ACTIVITÉS HORS MÉTIERS

Compte de résultat

- PNB : -563 m€ au T1-14 dont -47 m€ de *spreads* émetteurs
 - Coûts de financement
 - Coût des volets 1 et 2 du Switch désormais intégralement comptabilisé en PNB : -186 m€ (vs -106 m€ au T1-13*)
 - Gestion financière
 - Variation de la juste valeur des obligations échangeables en actions d'Eurazeo: -41 m€ au T1-14
 - Amélioration de la gestion financière avec la mise en place de couvertures complémentaires sur le risque inflation
- Coût du risque
 - Reprise de la provision AQR comptabilisée au T4-13 au titre de Cariparma : +90 m€
- Sociétés mises en équivalence
 - Résultats de mise en équivalence d'Eurazeo: +35 m€ au T1-14
- RNPG : -429 m € au T1-14 et -399 m€ retraité des *spreads* émetteurs

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	(563)	(878)	(35,9%)
<i>dont coûts de financement</i>	(620)	(531)	+16,8%
<i>dont gestion financière</i>	5	(86)	ns
<i>dont spreads émetteurs</i>	(47)	(361)	(87,2%)
<i>dont autres</i>	99	100	(1,4%)
Charges d'exploitation	(212)	(215)	(1,7%)
Résultat brut d'exploitation	(775)	(1 093)	(29,1%)
Coût du risque	81	65	+25,2%
Résultat d'exploitation	(694)	(1 028)	(32,6%)
Sociétés mises en équivalence	35	(42)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	(2)	ns
Résultat avant impôts	(654)	(1 072)	(39,1%)
Impôts	258	390	(33,9%)
Résultat net part du Groupe	(429)	(733)	(41,5%)
RNPG hors spreads émetteurs	(399)	(501)	(20,6%)

* Y compris rémunération de l'avance d'actionnaires et des T3CJ

25

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

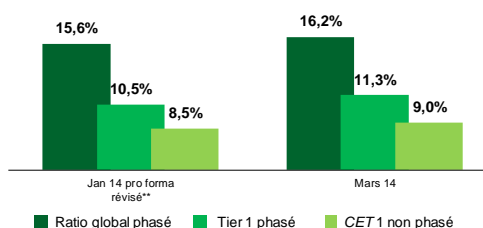


CRÉDIT AGRICOLE S.A. : STRUCTURE FINANCIÈRE

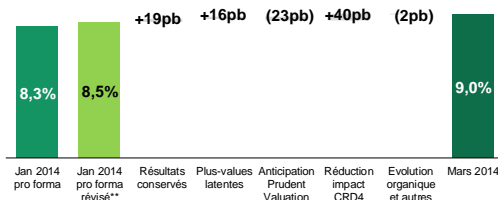
Ratios de solvabilité

- Ratio CET1 non phasé Bâle 3 : 9,0% au 31/03/2014
 - Ratio pro forma jan-14 : révision des impacts Bâle 3
 - Progression de 50 pb au T1-14
- Capital CET 1 : +0,2 Md€ par rapport à jan-14 *pro forma*
 - Résultat conservé : +0,6 Md€
 - Variation des plus-values latentes : +0,5 Md€
 - Anticipation des impacts *Prudent Valuation* : -0,7 Md€
 - Hausse du déficit EL : -0,4 Md€
- Emplois pondérés : en baisse de 16 Mds€ par rapport à jan-14 *pro forma* révisé
 - Réduction de l'impact CRD4 : -14 Mds€
 - Couverture du risque de contrepartie sur dérivés (mise en place du desk CVA): -5 Mds€
 - Extension du périmètre de validation du modèle EPE (*Expected Positive Exposure*), notamment aux activités en cours d'arrêt: -5 Mds€*

Ratios de solvabilité (Bâle 3)



Evolution du CET 1 non phasé – Janvier à mars 14

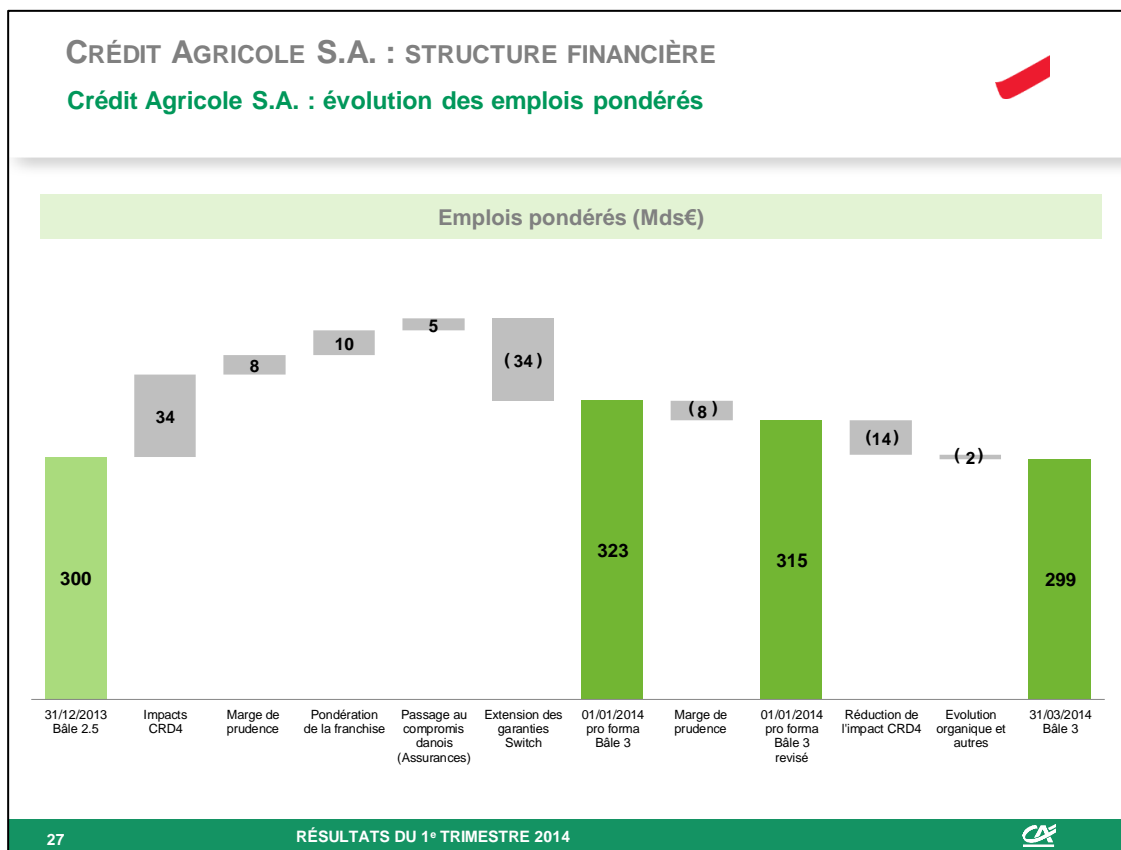


* Validation de modèle interne calculant le risque de contrepartie sur opérations de marché, sous réserve de confirmation par le collège de l'ACPR. Ajustement non pris en compte dans le PMT, venant partiellement remplacer l'amortissement des activités en cours d'arrêt prévu sur 2014-2016
 ** Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 Mds€ d'emplois pondérés

26

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014





SOMMAIRE

SOMMAIRE

- 1** 1^{er} trimestre 2014 - Messages clés
- 2** Résultats des pôles métiers
- 3** Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4** Annexes

28 RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Contribution à 100% des Caisses régionales au résultat du Groupe (Pôle BPF)

En m€	T1-14	T1-13	Δ T1/T1
Produit net bancaire	3 719	3 731	(0,3%)
Charges d'exploitation	(1 969)	(1 958)	0,5%
Résultat brut d'exploitation	1 750	1 773	(1,2%)
Coût du risque	(314)	(408)	(22,8%)
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(1)	-	ns
Résultat avant impôt	1 435	1 366	+5,2%
Impôts	(518)	(466)	+11,3%
Résultat net	917	900	+2,0%
Résultat net part du Groupe	917	900	+2,0%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>52,9%</i>	<i>52,5%</i>	<i>+ 0,4 pt</i>

29

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Compte de résultat T1-14

En m€	T1-14	T1-13*	Δ T1/T1*	Δ T1**/T1*et **
Produit net bancaire	7 753	7 341	+5,6%	+1,1%
Charges d'exploitation	(4 691)	(4 709)	(0,4%)	(0,4%)
Résultat brut d'exploitation	3 062	2 632	+16,3%	+3,5%
Coût du risque	(907)	(1 149)	(21,0%)	(21,0%)
Sociétés mises en équivalence	97	51	+88,7%	+29,3%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	13	ns	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	(1)	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 251	1 547	+45,3%	+19,0%
Impôts	(746)	(464)	+60,4%	+26,6%
Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession	7	21	(65,4%)	(65,4%)
Résultat net	1 512	1 104	+37,0%	+14,2%
Résultat net part du Groupe	1 420	1 025	+38,5%	+14,8%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>60,5%</i>	<i>64,1%</i>	<i>(3,6 pts)</i>	<i>(0,9 pt)</i>

* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan
 ** Retraité des éléments spécifiques du trimestre détaillés p.35

30

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

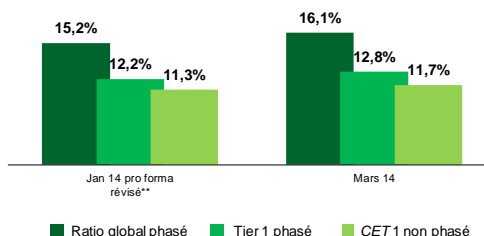


GRUPE CRÉDIT AGRICOLE : STRUCTURE FINANCIÈRE

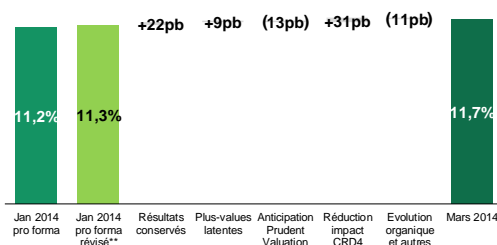
Ratios de solvabilité

- Ratio CET1 non phasé Bâle 3 : 11,7% au 31/03/2014
 - ↳ Ratio pro forma jan-14: révision des impacts Bâle 3
 - ↳ Progression de 40 pb au T1-14
- Capital CET 1 : -0,2 Md€ par rapport à jan-14 *pro forma*
 - ↳ Résultat conservé : +1,2 Md€
 - ↳ Variation des plus-values latentes : +0,5 Md€
 - ↳ Anticipation des impacts *Prudent Valuation* : -0,7 Md€
 - ↳ Déductions des institutions financières détenues dans les OPCVM : -1,0 Md€
- Emplois pondérés : en baisse de 19 Mds€ par rapport à jan-14 *pro forma* révisé
 - ↳ Réduction de l'impact CRD4 : -14 Mds€
 - Couverture du risque de contrepartie sur dérivés (mise en place du desk CVA): -5 Mds€
 - Extension du périmètre de validation du modèle EPE (Expected Positive Exposure), notamment aux activités en cours d'arrêt: -5 Mds€*
 - ↳ Baisse des EP résultant de la pondération de la franchise : -5 Mds€
- Ratio de levier stable
 - ↳ 4,4 % à fin mars 2014 selon le texte du Comité de Bâle du 12 janvier 2014 (4,4% fin déc. 2013)
 - ↳ 3,8% à fin mars 2014 selon CRD4 (3,8% fin déc. 2013)

Ratios de solvabilité Bâle 3



Evolution du CET 1 non phasé – Janv à mars 14



* Validation de modèle interne calculant le risque de contrepartie sur opérations de marché, sous réserve de confirmation par le collège de l'ACPR. Ajustement non pris en compte dans le PMT, venant partiellement remplacer l'amortissement des activités en cours d'arrêt prévu sur 2014-2016
 ** Suppression de la marge de prudence équivalente à 8 Mds€ d'emplois pondérés

SOMMAIRE

- 1 1^{er} trimestre 2014 - Messages clés
- 2 Résultats des pôles métiers
- 3 Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole et des Caisses régionales
- 4 Annexes

SOMMAIRE DES ANNEXES

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat détaillé par pôle - trimestriel	34
Éléments spécifiques - trimestre	35
Données par action	36

Données complémentaires sur les pôles de Crédit Agricole S.A.

Caisses régionales : Encours de collecte et de crédit	37
Caisses régionales : Données du compte de résultat	38
LCL : Encours de collecte et de crédit	39
LCL : Détail du produit net bancaire	40
BPI : Indicateurs d'activité et produit net bancaire par entité	41
Gestion de l'épargne et Assurances : encours gérés	42
Gestion de l'épargne et Assurances : encours assurance-vie	43
Services financiers spécialisés : Indicateurs d'activité	44
BFI : Analyse des résultats - trimestriel	45
BFI : Classements et récomptes	46
BFI : Mandats significatifs	47

Evolution du risque

Emplois pondérés Full Bâle 3 par métier	48
Évolution des encours de risque de crédit	49
Risques par zone géographique et par secteur d'activité	50
Exposition aux risques de marché	51

Structure financière

Fonds propres prudentiels du groupe Crédit Agricole	52
Fonds propres prudentiels de Crédit Agricole S.A.	53
Liquidité : Ressources de marché du groupe Crédit Agricole	54
Liquidité : Bilan cash du groupe Crédit Agricole	55
Liquidité : Réserves de liquidité du groupe Crédit Agricole	56
Liquidité : Un financement diversifié du groupe Crédit Agricole	57

Bilan consolidé

Capitaux propres et dettes subordonnées	58
Bilan consolidé : Crédit Agricole S.A.	59
Bilan consolidé : Groupe Crédit Agricole	60

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Compte de résultat consolidé détaillé*

En m€	Banque de proximité en France - Caisses régionales		Banque de proximité en France - LCL		Banque de proximité à l'international		Gestion de l'épargne et Assurances		Services financiers spécialisés		Banque de financement et d'investissement		Activités hors métiers		Groupe	
	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14	T1-13	T1-14
Produit net bancaire	-	-	975	956	593	692	1 275	1 256	727	686	965	985	(878)	(563)	3 657	4 012
Charges d'exploitation	-	-	(613)	(619)	(384)	(368)	(609)	(622)	(348)	(335)	(579)	(558)	(215)	(212)	(2 748)	(2 714)
Résultat brut d'exploitation	-	-	362	337	209	324	666	634	379	351	386	427	(1 093)	(775)	909	1 298
Coût du risque	-	-	(89)	(70)	(196)	(258)	(1)	(5)	(408)	(282)	(110)	(56)	65	81	(739)	(590)
Sociétés mises en équivalence	343	378	-	-	1	(12)	6	4	28	31	34	40	(42)	35	370	476
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	5	-	9	-	-	-	-	-	1	-	(2)	5	13	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	343	378	278	267	23	54	671	633	(1)	100	311	411	(1 072)	(654)	553	1 189
Impôts	-	-	(97)	(97)	(1)	(23)	(228)	(220)	(4)	(26)	(73)	(114)	390	258	(13)	(222)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	9	-	-	-	5	6	2	(7)	-	-	16	(1)
Résultat net	343	378	181	170	31	31	443	413	-	80	240	290	(682)	(396)	556	966
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	9	8	3	13	40	36	(20)	3	4	5	51	33	87	98
Résultat net part du Groupe	343	378	172	162	28	18	403	377	20	77	236	285	(733)	(429)	469	868

* Résultats 2013 retraités de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Éléments spécifiques du T1-13 et du T1-14

En m€	T1-2013	
	Impact en PNB	Impact en RNPG
Spreads émetteurs	(361)	(232)
DVA <i>running</i> et CVA/DVA <i>Day one</i>	(13)	(3)
Couverture de prêts	+25	+16
Plus-values AHM (Bankinter)	+30	+30
Application de la méthode de comptabilisation retenue à compter de 2014 pour le volet 1 du Switch (IFRS4)	+38	-

En m€	T1-2014	
	Impact en PNB	Impact en RNPG
Spreads émetteurs	(46)	(30)
DVA <i>running</i>	(14)	(9)
Couverture de prêts	+15	+10
Réévaluation des titres de la Banque d'Italie	+92	+44

35

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



STRUCTURE FINANCIÈRE

Données par action

Résultat net par action	Mars 2013	Décembre 2013	Mars 2014
Nombre moyen d'actions (retenu pour la détermination du résultat net par action)	2 478 035 744	2 485 108 178	2 495 984 433
Résultat net part du Groupe (m€)	469	2 505	868
Intérêts bruts d'impôt sur AT1 (m€)	-	-	(25)
Résultat net part du Groupe attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (m€)	469	2 505	843
Résultat net par action	0,19€	1,01€	0,34€

Actif net par action	Mars 2013	Décembre 2013*	Mars 2014
Nombre d'actions (fin de période)	2 498 020 537	2 501 589 997	2 501 589 997
Actif net comptable (m€)	40 237	42 294	44 842
- AT1 (m€)	-	-	(1 258)
Actif net comptable attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (m€)	40 237	42 294	43 584
- Écarts d'acquisition & incorporels	(15 666)	(14 896)	(14 900)
Actif net tangible attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (m€)	24 571	27 398	28 684
Actif net par action	16,1€	16,9€	17,4€
Actif net tangible par action	9,8€	11,0€	11,5€

* Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

36

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - CAISSES RÉGIONALES

Encours de collecte et de crédit

Encours de collecte (Mds€)*	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Juin 13	Sept.13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/Mars
Titres	43,8	41,3	43,4	45,0	44,2	43,6	44,2	44,5	45,4	+2,7%
OPCVM	38,1	36,7	37,0	35,6	35,9	35,2	34,9	34,2	33,3	(7,1%)
Assurance-vie	156,7	155,5	156,4	160,0	160,9	160,9	162,1	166,1	167,3	+4,0%
Collecte Hors bilan	238,6	233,5	236,8	240,6	241,0	239,7	241,2	244,8	246,0	+2,1%
Dépôts à vue	79,8	81,7	82,9	83,0	81,2	83,4	85,5	89,5	85,6	+5,4%
Epargne logement	76,6	75,9	75,5	75,9	75,5	75,4	75,8	77,3	77,7	+2,9%
Livrets	94,2	95,0	97,4	103,0	106,0	107,4	108,5	109,6	111,4	+5,1%
Comptes et dépôts à terme	67,0	68,3	70,6	71,8	71,6	70,5	70,0	71,4	70,5	(1,5%)
Collecte Bilan	317,6	320,9	326,4	333,7	334,3	336,7	339,8	347,8	345,2	+3,3%
TOTAL	556,2	554,4	563,2	574,3	575,3	576,4	581,0	592,6	591,2	+2,8%

* Livrets, dont	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Juin 13	Sept.13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/Mars
Livret A	25,0	26,0	27,2	30,6	32,6	33,4	33,4	34,2	34,8	+6,8%
LEP	13,2	13,2	13,2	12,9	13,0	12,9	12,9	12,1	12,2	(5,8%)
LDD	21,4	21,4	21,4	28,5	29,7	30,0	30,1	30,4	30,7	+3,2%

Encours de crédit (Mds€)	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Juin 13	Sept.13	Déc.13	Mars 14	Δ Mars/Mars
Habitat	216,2	217,1	217,7	218,9	219,4	220,9	222,9	224,4	225,1	+2,6%
Consommation	16,6	16,4	16,0	15,9	15,5	15,4	15,1	15,0	14,6	(5,5%)
Entreprises et professionnels	84,9	83,9	83,8	84,1	82,2	81,2	81,1	80,2	80,2	(2,5%)
Agriculture	33,8	34,6	34,8	34,0	34,5	35,4	36,1	35,4	35,9	+4,0%
Collectivités locales	42,2	42,3	42,6	43,1	42,5	42,5	41,9	42,6	41,7	(1,9%)
TOTAL	393,7	394,3	394,9	396,0	394,1	395,4	397,1	397,6	397,5	+0,9%

* Encours hors placements de la clientèle financière

37

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - CAISSES RÉGIONALES

Données du compte de résultat

Contribution des Caisses régionales aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m€	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14	Δ T1/T1	Δ T1/T4
Résultat net mis en équivalence	227	164	211	72	214	235	232	225	229	+6,9%	+1,8%
Variation de quote-part dans les réserves	145	9	(1)	(3)	129	21	3	5	149	+15,6%	ns
QUOTE-PART DE RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	372	173	210	69	343	256	235	230	378	+10,1%	+64,7%

Commissions clientèle par trimestre

En m€	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14	Δ T1/T1	Δ T1/T4
Services et autres opérations bancaires	185	217	174	152	186	150	173	164	174	(6,1%)	+6,4%
Valeurs mobilières	90	78	77	80	81	69	75	89	89	+9,1%	(0,6%)
Assurances	578	522	514	680	613	547	527	632	635	+3,5%	+0,4%
Gestion de comptes et moyens de paiement	513	484	511	519	508	562	518	510	487	(4,3%)	(4,4%)
TOTAL	1 366	1 301	1 276	1 431	1 388	1 328	1 293	1 395	1 385	(0,3%)	(0,7%)

38

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL

Encours de collecte et de crédit

Encours de collecte (Mds€)	Mars 12	Jun 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Jun 13	Sept.13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/Mars
Titres	8,1	7,8	8,3	8,5	8,6	8,6	9,0	9,0	9,3	+7,3%
OPCVM	18,6	17,2	17,4	17,1	16,3	15,1	15,0	15,4	15,2	(6,7%)
Assurance-vie	48,6	48,9	50,2	51,1	52,2	52,4	53,1	53,4	54,4	+4,3%
Collecte Hors bilan	75,3	73,9	75,9	76,7	77,1	76,1	77,1	77,8	78,9	+2,3%
Dépôts à vue	25,1	25,6	26,2	26,2	25,3	26,0	27,1	28,0	27,3	+8,1%
Epargne logement	8,5	8,4	8,4	8,2	8,2	8,2	8,2	8,0	8,1	(1,0%)
Obligations	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	(1,2%)
Livrets*	29,2	29,1	29,8	30,2	31,7	33,6	33,8	32,7	33,5	+5,7%
CAT, PEP	12,4	12,4	13,4	13,2	14,4	14,6	14,6	14,4	14,5	+0,3%
Collecte Bilan	77,3	77,6	80,0	80,0	81,9	84,7	86,0	85,4	85,7	+4,6%
TOTAL	152,6	151,5	155,9	156,7	159,0	160,8	163,1	163,2	164,6	+3,5%

* Livrets, dont	Mars 12	Jun 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Jun 13	Sept.13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/Mars
Livret A	4,4	4,8	5,2	5,8	6,4	6,7	6,8	6,9	7,2	+11,2%
LEP	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	(4,7%)
LDD	5,4	5,4	5,4	6,3	7,0	7,2	7,3	7,3	7,6	+8,3%

Encours de crédit (Mds€)	Mars 12	Jun 12	Sept. 12	Déc.12	Mars 13	Jun 13	Sept.13	Déc.13	Mars 14	Δ Mars/Mars
Entreprises et professionnels	26,8	26,7	26,9	27,1	27,0	27,0	26,6	26,4	26,3	(2,8%)
Consommation	6,9	6,9	6,7	7,0	6,7	6,6	6,6	6,7	6,5	(2,6%)
Habitat	53,7	54,2	54,6	55,1	55,3	55,3	56,0	56,4	56,6	+2,5%
TOTAL	87,4	87,8	88,2	89,2	89,0	88,9	89,2	89,5	89,4	+0,5%

* Y compris épargne liquide entreprise

39

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE - LCL

Détail du produit net bancaire

Produit net bancaire

En m€	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14	Δ T1/T1	Δ T1/T4
Marge d'intérêt	621	618	590	555	596	578	576	562	587	(1,6%)	+4,4%
Commissions	391	383	369	364	379	382	365	373	369	(2,5%)	(1,0%)
- Gestion mobilière	45	43	45	43	43	43	43	50	43	+2,1%	(13,0%)
- Assurance	127	132	129	134	134	134	128	131	139	+3,3%	+5,9%
- Gestion de comptes services et moyens de paiement	219	208	195	187	202	205	194	192	187	(7,4%)	(2,7%)
TOTAL	1 012	1 001	959	919	975	960	941	935	956	(1,9%)	+2,2%

* Les commissions sur engagement liées à la mise en place d'un crédit ont été reclassées en marge d'intérêt

40

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE PROXIMITÉ À L'INTERNATIONAL

Indicateurs d'activité et produit net bancaire par entité

Cariparma (m€)	Déc.12	Mars 13	Juin 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/ Mars
Dont Crédits aux particuliers	13 714	13 689	13 752	13 829	14 010	14 066	+2,8%
<i>Dont crédits immobiliers</i>	12 762	12 770	12 848	12 941	13 163	13 155	+3,8%
Dont Crédits aux professionnels et PME	14 220	13 685	13 503	13 343	13 180	13 039	(4,7%)
Dont Crédits aux grandes entreprises	3 872	3 740	4 032	3 955	3 834	3 935	+5,2%
Total encours de crédits	33 370	32 836	33 044	33 013	33 058	33 166	+1,0%
Total encours de collecte bilan	35 621	35 772	36 110	34 715	36 196	35 951	+0,5%
Total encours de collecte hors bilan	51 302	50 804	50 188	51 382	50 884	52 162	+2,7%
Emplois pondérés (en Mds€)	28,6	28,5	28,2	28,0	21,3*	21,0	ns

* Baisse liée au passage en notations internes avancées du portefeuille de crédits de la banque de détail pour Cariparma et Friuladria

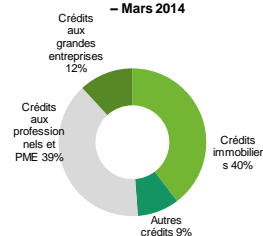
Autres entités BPI** (m€)	Déc.12	Mars 13	Juin 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/ Mars
Dont Crédits aux particuliers	5 049	4 984	4 973	5 123	5 130	5 195	+4,2%
<i>Dont crédits immobiliers</i>	2 028	2 048	2 049	2 107	2 152	2 293	+12,0%
Dont Crédits aux professionnels et PME	1 262	1 252	1 282	1 276	1 238	1 147	(8,3%)
Dont Crédits aux grandes entreprises	3 561	3 643	3 892	3 888	3 814	3 649	+0,2%
Total encours de crédits	9 872	9 879	10 147	10 287	10 182	9 991	+1,1%
Total encours de collecte bilan	10 095	10 444	10 305	10 629	10 900	10 727	+2,7%
Total encours de collecte hors bilan	1 140	1 422	1 551	1 656	1 555	1 398	(1,7%)
Emplois pondérés (en Mds€)	12,1	13,4	13,4	13,6	13,5	16,2	ns

** 2012 retraité de la cession d'Emporiki

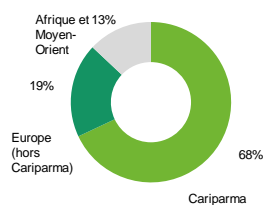
Produit net bancaire*** (m€)	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14	Δ T1/T1
Cariparma	404	387	393	395	413	473	+22,3%
Autres entités BPI**	205	206	218	209	215	219	+6,4%
Produit net bancaire	609	593	611	604	628	692	+16,8%

*** 2012 retraité de la cession d'Emporiki, 2012 et 2013 retraités de CA Bulgarie et du passage en IFRS 5 de Crelan

Répartition des encours de Cariparma - Mars 2014



PNB T1-14 par zone géographique



GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

Indicateurs d'activité - Evolution des encours gérés

Encours gérés du Pôle

En Mds€	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/ Mars	Δ Mars/ Déc.
Gestion d'actifs - Amundi*	698,8	703,7	722,2	739,6	758,5	746,1	759,0	777,1	796,5	+5,0%	+2,5%
Épargne/retraite	218,7	218,4	221,8	224,8	228,2	229,2	232,4	235,0	238,6	+4,6%	+1,5%
Banque privée	129,2	128,1	130,4	132,2	135,0	131,7	133,0	132,2	133,0	(1,5%)	+0,6%
Encours gérés - Total	1 046,7	1 050,2	1 074,4	1 096,6	1 121,7	1 107,0	1 124,4	1 144,3	1 168,1	+4,1%	+2,1%
Encours gérés hors double comptes	846,4	845,2	860,7	877,6	896,8	884,0	897,7	915,0	933,1	+4,0%	+2,0%

* données incluant à 100% les joint-ventures en Asie et, à partir du 30/09/13, Smith Breeden

Encours gérés en Banque privée

En Mds€	Mars 12	Juin 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Juin 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars/ Mars	Δ Mars/ Déc.
LCL Banque privée	36,0	35,1	35,8	38,3	38,5	38,4	39,0	38,9	39,3	+1,9%	+0,9%
CA Private Banking	93,2	93,0	94,6	93,9	96,5	93,3	94,0	93,3	93,7	(2,9%)	+0,4%
France	22,6	22,1	22,4	22,1	22,4	22,4	22,7	22,9	23,3	+4,0%	+1,6%
International	70,6	70,9	72,2	71,8	74,1	70,9	71,3	70,4	70,4	(5,0%)	-
Total	129,2	128,1	130,4	132,2	135,0	131,7	133,0	132,2	133,0	(1,5%)	+0,6%

GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

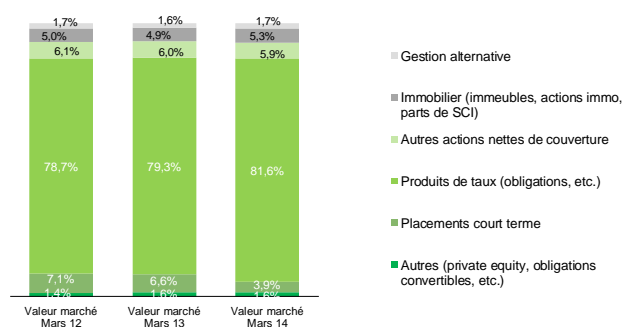
Indicateurs d'activité – Epargne / retraite

Encours gérés en Epargne / retraite*

En Mds€	Mars 12	Jun 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Jun 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars / Mars
en UC	39,8	39,2	41,2	41,6	42,0	40,9	42,3	43,2	44,2	+5,2%
en euros	178,9	179,2	180,6	183,2	186,2	188,3	190,1	191,8	194,4	+4,4%
Total	218,7	218,4	221,8	224,8	228,2	229,2	232,4	235,0	238,6	+4,6%

* Retraité de BES Vida sorti au T2-12

Ventilation des placements (hors unités de comptes)**



** Périmètre des entités vie du groupe Crédit Agricole Assurances, retraits de BES Vida (sortie du périmètre au T2-12)

43

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Indicateurs d'activité

CACF* (Mds€)

	Mars 12	Jun 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Jun 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars / Mars	Δ Mars / Déc.
Encours compte propre	62,1	60,8	59,2	58,3	58,2	57,7	57,4	54,9	54,2	(6,9%)	(1,1%)
Encours groupe Crédit Agricole	13,3	13,2	13,1	13,0	12,8	12,7	12,5	12,4	12,2	(4,3%)	(1,7%)
Encours gérés pour compte de tiers	1,9	2,1	1,9	1,9	2,0	1,9	1,9	2,7	2,7	+34,8%	+0,3%
Total Encours gérés	77,3	76,1	74,2	73,2	73,0	72,3	71,8	70,0	69,1	(5,3%)	(1,1%)
Dont Agos Ducato	20,7	20,8	20,1	19,3	19,1	18,9	18,7	17,1	17,0	(11,0%)	(0,6%)

* retraité du passage en IFRSS d'entités nordiques CACF et de l'application de IFRS11 aux joint-ventures automobiles, et reclassement des encours de location-financement des partenariats automobiles des encours gérés pour compte de tiers vers les encours compte propre

CAL&F (Mds€)

	Mars 12	Jun 12	Sept. 12	Déc. 12	Mars 13	Jun 13	Sept. 13	Déc. 13	Mars 14	Δ Mars / Mars	Δ Mars / Déc.
Encours gérés en crédit-bail*	17,9	17,5	16,9	16,6	16,4	16,2	16,0	15,9	15,9	(3,0%)	(0,3%)
dont France*	13,8	13,5	12,9	12,7	12,5	12,3	12,1	12,0	11,9	(4,6%)	(0,6%)
Chiffre d'affaires factoré	14,1	14,5	13,1	14,6	13,7	14,8	14,0	15,5	14,6	+6,6%	(6,1%)
dont France	9,1	9,7	8,6	9,9	8,8	9,7	9,1	10,3	9,3	+5,3%	(9,9%)

* retraité jusqu'en 2012 (changement de méthodologie sur les syndicats)

44

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Analyse des résultats du T1-14

En m€	T1-14 Publié	Impact des couvertures de prêts	Impact DVA courante	T1-14 Retraité	Dont banque de financement	Dont banque de marché et d'invest.	Dont activités en cours d'arrêt
Produit net bancaire	985	15	(14)	984	510	443	31
Charges d'exploitation	(558)	-	-	(558)	(218)	(308)	(32)
Résultat brut d'exploitation	427	15	(14)	426	292	135	(1)
Coût du risque	(56)	-	-	(56)	(60)	1	3
Résultat d'exploitation	371	15	(14)	370	232	136	2
Sociétés mises en équivalence	40	-	-	40	40	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	-
Impôts	(114)	(5)	5	(114)	(69)	(44)	(1)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées ou en cours de cession	(7)	-	-	(7)	-	(7)	-
Résultat net	290	10	(9)	289	203	85	1
Participations ne donnant pas le contrôle	5	0	(0)	5	4	1	-
Résultat net part du Groupe	285	10	(9)	284	199	84	1

45

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Classements

Solidité des positions commerciales de CACIB confirmée et franchises reconnues

- Banque de financement - Banque commerciale
 - CACIB passe de la 7^e à la 2^e place en tant qu'arrangeur dans les financements de projets au niveau mondial et sur la zone EMEA¹
 - CACIB est leader sur les activités de syndication en Europe : 1^{ère} position sur la zone EMEA, en Europe de l'Ouest et en France. CACIB conserve sa 3^e position sur la syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA¹
 - CACIB maintient son 1^{er} rang mondial sur le financement aéronautique²
- Banque de marché et d'investissement - Origination et Titrisation
 - CACIB conserve son 1^{er} rang en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP³
 - CACIB se tient à la 2^e place mondiale sur les émissions obligataires supranationales¹

1 Source : Thomson Financial
 2 Source : Air Finance Database
 3 Source : CPWare

46

RÉSULTATS DU 4^e TRIMESTRE ET RESULTATS ANNUELS 2013



BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Mandats significatifs

■ Banque de marché et d'investissement

FEBRUARY 2014

ARDIAN
CREDIT AGRICOLE ASSURANCES

Le bon sens a de l'avenir

Advisory mandate for Their investments in

VINCI PARK

EUR 1 960 000 000

M&A advisor
Debt advisor
Rating advisor

FEBRUARY 2014

PSA PEUGEOT CITROËN

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

EUR 64 400 000

Monetization of French Tax Credit for Competitiveness & Employment

Sole arranger and lender

MARCH 2014

ACS

ACS / IBERDROLA

EUR 406 000 000

Exchangeable Bonds

Bookrunner

FRANCE - FEBRUARY 2014

RENAULT NISSAN

ALLIANCE RENAULT NISSAN

EUR 500 000 000

7-year Bond Issue

Joint bookrunner

FEBRUARY 2014

DARTY

DARTY

EUR 250 000 000

Bond Issue - High Yield Bond

Joint bookrunner, Joint global coordinator

■ Métiers de financement

FEBRUARY 2014

Meridiam Cintra

M8

GBP 450,000,000

Bond & EIB Loan for a Greenfield Road DBFO Project

Bond Lead Manager

FEBRUARY 2014

GRUPE Casino

CASINO FRANCE

EUR 1 200 000 000

Revolving Credit Facility

MLA & Bookrunner, Coordinator & Facility Agent

JANUARY 2014

CPI

COPENHAGEN AIRPORT DENMARK

DKK 5 716 000 000

Refinancing

MLA, Financial & Ratings Advisor, Joint Active Bond Bookrunner, Hedge Coordinator

JANUARY 2014

PORTS AMERICA HIGHSTAR CAPITAL

PORTS AMERICA TERMINAL HOLDINGS II INC USA

USD 475 000 000

Project Financing

Joint Lead Arranger

JANUARY 2014

sa

santé famille retraite services

CCMSA FRANCE

EUR 2 950 000 000

Revolving Credit Facility

MLA, Bookrunner, Coordinator, Doc & Facility Agent

47
RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

EVOLUTION DU RISQUE

Emplois pondérés Full Bâle 3 par métier

■ Les emplois pondérés Bâle 3 intègrent:

- le risque de crédit, de marché et opérationnel de chacun des métiers
- les IDA sur différences temporaires et les participations financières > 10% pondérés à 250%

En Mds€	Déc. 13 Bâle 2.5	Mars 14 Full Bâle 3
Banque de proximité en France	40,7	41,4
- Caisses régionales*	4,9	5,5
- LCL	35,8	35,9
Banque de proximité à l'international	34,8	37,2
Services financiers spécialisés	53,7	53,8
Gestion de l'épargne et Assurances	46,7	23,2
- Gestion de l'épargne	15,8	19,7
- Assurances	30,9	3,5**
Banque de financement et d'investissement	104,6	118,8
- Banque de financement	64,1	66,6
- Banque de marchés et d'investissement	32,9	43,8
- Activités en cours d'arrêt	7,6	8,4
Activités hors métiers	19,1	24,7
Total	299,6	299,1
dont risque de crédit	265,8	264,7
dont risque de marché	10,0	10,7
dont risque opérationnel	23,8	23,7

* Mise en œuvre des garanties Switch au 23/12/2011 transférant aux Caisses régionales 53 Mds€ d'emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales

** Mise en œuvre des garanties Switch au 02/01/2014 transférant aux Caisses régionales 34 Mds€ d'emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances

48
RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

EVOLUTION DU RISQUE

Evolution des encours de risque de crédit

Crédit Agricole S.A.			
En m€	Mars 13*	Déc.13*	Mars 14
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	432 609	390 623	408 145
dont créances dépréciées	16 217	15 201	15 487
Dépréciations constituées ⁽¹⁾	12 255	10 898	11 008
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,7%	3,9%	3,8%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors dépréciations collectives)	57,4%	53,3%	53,4%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris dépréciations collectives)	75,6%	71,7%	71,1%

*Hors Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques de CACF reclassés en IFRS5 en 2013 et Crelan reclassé en IFRS 5 au T1-14

Caisses régionales (données sociales cumulées – normes françaises)			
En m€	Mars 13	Déc.13	Mars 14
Encours bruts de créances clientèle	391 930	395 426	395 407
dont créances dépréciées	9 728	9 713	9 899
Dépréciations constituées ⁽¹⁾	10 378	10 380	10 516
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,5%	2,5%	2,5%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors dépréciations collectives)	66,5%	66,9%	66,2%
Dépréciations constituées / créances dépréciées	106,7%	106,9%	106,2%

NB : en principal, hors opérations de location financement avec la clientèle, hors opérations internes au Crédit Agricole et hors créances rattachées
(1) Y compris dépréciations collectives

EVOLUTION DU RISQUE

Crédit Agricole S.A. : répartition des risques

Par zone géographique	Mars 14
France (hors banque de détail)	34%
France (banque de détail)	16%
Europe de l'Ouest hors Italie	13%
Italie	11%
Amérique du Nord	11%
Asie et Océanie hors Japon	5%
Afrique et Moyen-Orient	3%
Europe de l'Est	3%
Japon	3%
Amérique centrale et du Sud	1%
Total	100%

Par secteur d'activité	Mars 14
Clientèle de banque de détail	28%
Services non marchands / secteur public / collectivités	19%
Banques	8%
Energie	8%
Autres activités financières non bancaires	5%
Divers	3%
Maritime	3%
Immobilier	3%
Automobile	3%
Distribution / Biens de consommation	3%
Industrie lourde	2%
BTP	2%
Aéronautique / aérospatial	2%
Agroalimentaire	2%
Autres transports	2%
Assurance	1%
Autres industries	1%
Telecom	1%
Santé / pharmacie	1%
Tourisme / hôtels / restauration	1%
Informatique / technologie	1%
Media / édition	1%
Total	100%

EVOLUTION DU RISQUE

Exposition aux risques de marché

- La VaR (99% - 1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe
- Var (99% - 1 jour) au 31 mars 14 : 9 m€ pour groupe Crédit Agricole S.A.

Evolution de l'exposition aux risques des activités de marché de Crédit Agricole S.A.

En m€	VAR (99% - 1 jour) 1 ^{er} janvier au 31 mars 14				31 déc. 13
	Minimum	Maximum	Moyenne	31 mars 14	
Taux	6	7	7	7	7
Crédit	2	6	4	4	6
Change	2	3	2	2	2
Actions	1	1	1	1	1
Matières premières	0	0	0	0	0
VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.	8	11	9	9	9

STRUCTURE FINANCIÈRE

Groupe Crédit Agricole

CET1 - Bâle 3 non phasé (En Mds €)		31/03/2014
	Capitaux propres part du Groupe	76,2 ¹
+	Participations ne donnant pas le contrôle (après écrêtage ²)	1,8
-	Goodwill et incorporels	(16,2)
-	Participations financières >10% ou MEQ ²	(4,2)
-	IDA liés à des déficits reportables	(0,1)
-	IDA liés à des différences temporaires ²	(0,9)
-	Expected Loss ³	(0,3)
+	Utilisation de la franchise (15%) ²	5,1
-	Traitement par transparence des OPCVM	(1,0)
=	Common Equity Tier 1 (CET1)	60,4
/	EP	517
	Ratio CET1 non phasé	11,7%
	Ratio CET1 phasé	11,8%

1. Intègre -0,7 Md€ au titre de la Prudent Valuation

2. Eléments donnant lieu à un phasing de 20% par an pour le calcul du ratio du CET1 phasé

3. La fraction de l'expected loss comptabilisée en Tier 2 s'élève à +1,4 Md€

STRUCTURE FINANCIÈRE

Crédit Agricole S.A.

CET1 - Bâle 3 non phasé (En Mds €)		31/03/2014
	Capitaux propres part du Groupe	41,8 ¹
+	Participations ne donnant pas le contrôle (après écrêtement ²)	1,9
-	Goodwill et incorporels	(15,3)
-	Participations financières >10% ou MEQ ²	(3,6)
-	IDA liés à des déficits reportables	(0,1)
-	IDA liés à des différences temporaires ²	(0,5)
-	Expected Loss ³	(0,5)
+	Utilisation de la franchise (15%) ²	3,4
-	Traitement par transparence des OPCVM	(0,1)
=	Common Equity Tier 1 (CET1)	27,0
/	EP	299
	Ratio CET1 non phasé	9,0%
	Ratio CET1 phasé	9,6%

1. Intègre -0,7 Md€ au titre de la Prudent Valuation
 2. Eléments donnant lieu à un phasing de 20% par an pour le calcul du ratio du CET1 phasé
 3. La fraction de l'expected loss comptabilisée en Tier 2 s'élève à +0,7 Md€

53

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

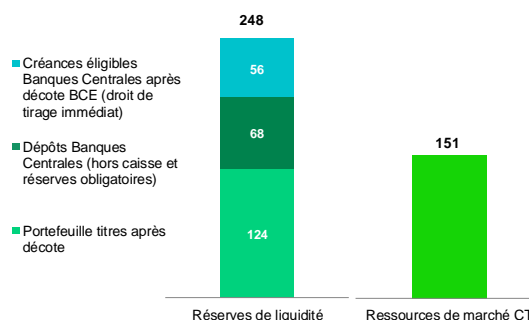


LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : ressources de marché

- 9,6 Mds€ de dette senior émise dans le marché et les réseaux par les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole au 31 mars 2014
 - ➔ Dont 4,5 Mds€ émis dans le marché par Crédit Agricole S.A.
- Plan marché senior Crédit Agricole S.A. en 2014 : 10 Mds€
 - ➔ 7 Mds€ de levées marché senior en 2014 au 24 avril, soit 70% du plan réalisé
- 1,75 Md US\$, 1Md€ et 0,5Md€ d'Additional Tier 1 émis dans le marché par Crédit Agricole S.A. entre janvier et avril 2014

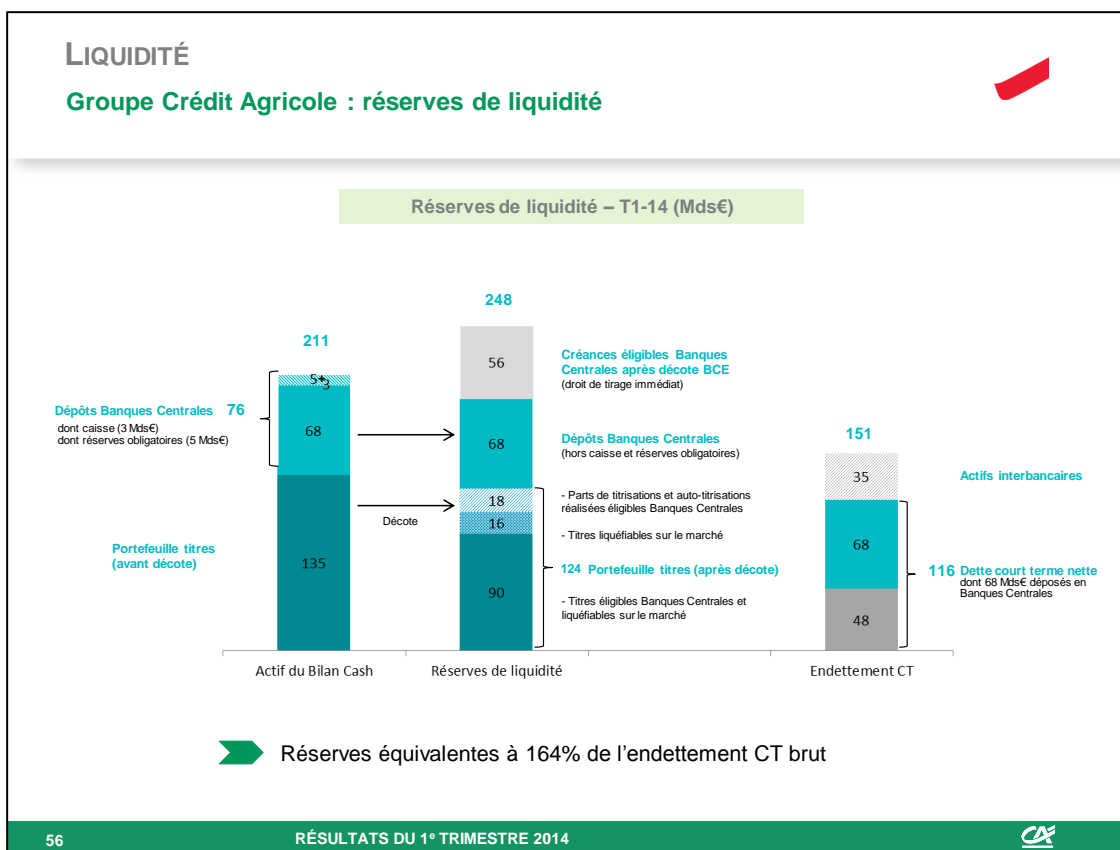
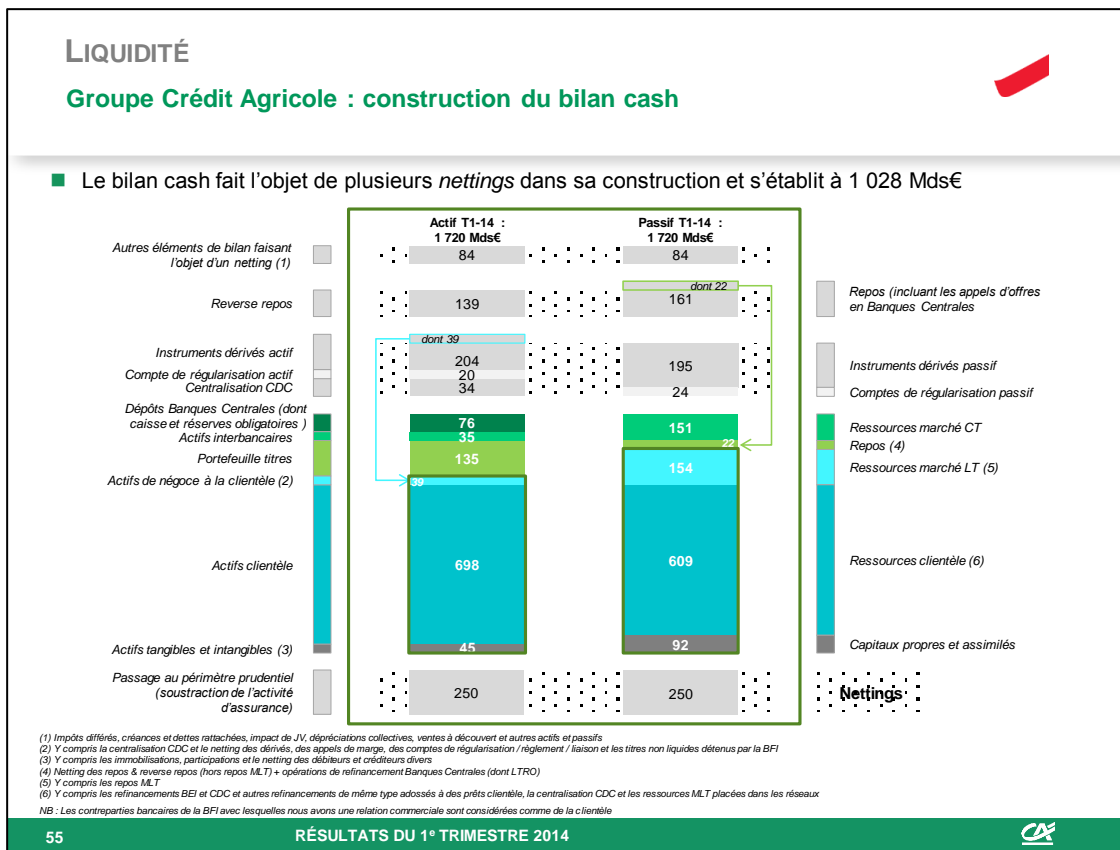
Réserves de liquidité au T1-14 (Mds€)



54

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



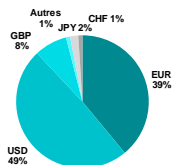


LIQUIDITÉ

Groupe Crédit Agricole : un financement diversifié

Encours de dette CT* – groupe Crédit Agricole Ventilation par devise – 31/03/14

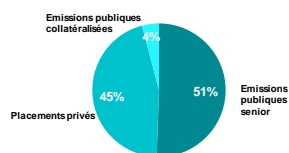
- Proportion de la dette CT brute en USD : 49%



* Durée maximale de 369 jours

Levées MLT* senior de marché 2014 – Crédit Agricole S.A. Ventilation levées senior par segment** : 4,5 Mds€*** – 31/03/14

- Durée moyenne : 4,8 ans
- Spread moyen vs mid-swap : 73,9 pb



* Programme senior MLT 2014 : 10 Mds€

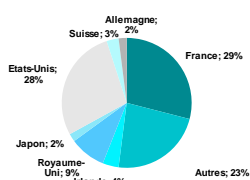
** Hors refinancements BEI, CDC et autres refinancements de même type

*** 7Mds€ au 24 avril 2014

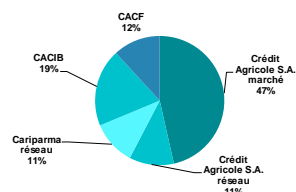
NB: En plus de ces émissions senior, Crédit Agricole S.A. a réalisé des émissions d'Additional Tier 1 pour environ 2,9Mds€ équivalent.

Encours de dette CT – groupe Crédit Agricole Ventilation par pays – 31/03/14

- Proportion de la dette CT brute en provenance des Etats-Unis : 28%



Levées MLT senior 2014 – groupe Crédit Agricole Ventilation par principaux émetteurs : 9,6 Mds€ – 31/03/14



57

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



STRUCTURE FINANCIÈRE

Crédit Agricole S.A. : Capitaux propres et dettes subordonnées

En m€	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
Au 31 décembre 2013*	42 294	5 595	47 889	28 353
Dividendes versés en 2014	-	(54)	(54)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	
Émissions de titres super subordonnés <i>Additional Tier 1</i> à durée indéterminée net des frais d'émission	1 275	-	1 275	
Rémunération des titres super subordonnés <i>Additional Tier 1</i> à durée indéterminée	(17)	-	(17)	
Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	425	22	447	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	-	-	-	
Résultat de la période	868	98	966	
Autres	(3)	-	(3)	
Au 31 mars 2014	44 842	5 661	50 503	26 334

* Résultats 2013 retraités de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

58

RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014



BILAN CONSOLIDE AU 31/12/12 ET 31/12/13

Crédit Agricole S.A.

En Mds€			En Mds€		
Actif	31/03/14	31/12/13*	Passif	31/03/14	31/12/13*
Caisse, banques centrales	73,8	68,1	Banques centrales	3,7	2,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	397,3	391,9	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	336,9	330,9
Actifs financiers disponibles à la vente	262,8	261,2	Dettes envers les établissements de crédit	158,0	152,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	380,3	369,3	Dettes envers la clientèle	479,5	479,2
Prêts et créances sur la clientèle	303,2	302,7	Dettes représentées par un titre	168,3	157,8
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	14,6	14,7	Comptes de régularisation et passifs divers	61,9	57,6
Comptes de régularisation et actifs divers	77,4	65,4	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,5	1,1
Actifs non courants destinés à être cédés	0,9	1,8	Provisions techniques des contrats d'assurance	263,4	255,5
Participations dans les entreprises mises en équivalence	20,8	20,6	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	30,7	32,8
Valeurs immobilisées	9,0	9,0	Capitaux propres part du Groupe	44,8	42,3
Ecart d'acquisition	13,3	13,3	Participations ne donnant pas le contrôle	5,7	5,6
Total actif	1 553,4	1 518,0	Total passif	1 553,4	1 518,0

* Résultats 2013 retraités de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

59 RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/12 ET 31/12/13

Groupe Crédit Agricole

En Mds€			En Mds€		
Actif	31/03/14	31/12/13*	Passif	31/03/14	31/12/13*
Caisse, banques centrales	76,3	71,6	Banques centrales	3,9	3,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	396,1	391,2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	336,2	330,7
Actifs financiers disponibles à la vente	283,0	284,4	Dettes envers les établissements de crédit	102,2	100,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	101,9	93,9	Dettes envers la clientèle	623,3	642,6
Prêts et créances sur la clientèle	695,5	710,1	Dettes représentées par un titre	181,2	173,5
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	26,1	25,4	Comptes de régularisation et passifs divers	69,1	65,5
Comptes de régularisation et actifs divers	86,1	78,4	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	21,2	0,9
Actifs non courants destinés à être cédés	22,7	1,3	Provisions techniques des contrats d'assurance	264,5	256,5
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4,6	4,6	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	32,2	33,0
Valeurs immobilisées	12,3	12,4	Capitaux propres part du Groupe	79,3	76,3
Ecart d'acquisition	14,0	14,1	Participations ne donnant pas le contrôle	5,5	5,4
Total actif	1 718,6	1 687,4	Total passif	1 718,6	1 687,4

* Résultats 2013 retraités de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

60 RÉSULTATS DU 1^{er} TRIMESTRE 2014

➤ **Séries trimestrielles des résultats par métier**

Les séries 2012 et 2013 ont été retraitées du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux, CLSA, Newedge, CA Bulgarie, d'entités nordiques de CACF. Les séries 2013 présentent les entités UBAF, Menafinance, FORSO Sweden, FORSO Norway, FORSO Denmark, FORSO Finland et FGA Capital selon la nouvelle application d'IFRS11 et l'entité Crelan reclassée en IFRS5.

Groupe Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	5 089	4 301	3 240	3 324	3 657	4 192	3 862	3 962	4 012
Charges d'exploitation	(2 879)	(2 880)	(2 849)	(3 016)	(2 748)	(2 765)	(2 762)	(2 857)	(2 714)
Résultat brut d'exploitation	2 210	1 421	391	308	909	1 427	1 100	1 105	1 298
Coût du risque	(932)	(781)	(960)	(1 030)	(739)	(665)	(632)	(857)	(590)
Sociétés mises en équivalence	415	225	19	(156)	370	267	305	236	476
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	30	42	110	13	1	(2)	85	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	(572)	(2 455)	0	0	0		
Résultat avant impôts	1 688	895	(1 080)	(3 223)	553	1 030	771	569	1 189
Impôts	(460)	(397)	252	214	(13)	(242)	(120)	277	(222)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(904)	(379)	(1 958)	(1 079)	16	(1)	172	(131)	(1)
Résultat net	324	119	(2 786)	(4 088)	556	787	823	715	966
Participations ne donnant pas le contrôle	13	63	65	(183)	87	91	95	103	98
Résultat net part du Groupe	311	56	(2 851)	(3 905)	469	696	728	612	868

*2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Banque de proximité en France – Caisses régionales

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire									
Charges d'exploitation									
Résultat brut d'exploitation									
Coût du risque									
Sociétés mises en équivalence	372	173	210	69	343	256	235	230	378
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	372	173	210	69	343	256	235	230	378
Impôts									
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	372	173	210	69	343	256	235	230	378
Participations ne donnant pas le contrôle									
Résultat net part du Groupe	372	173	210	69	343	256	235	230	378

Banque de proximité en France - LCL

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	1 012	1 001	959	919	975	960	941	935	956
Charges d'exploitation	(616)	(630)	(637)	(639)	(613)	(632)	(624)	(645)	(619)
Résultat brut d'exploitation	396	371	322	280	362	328	317	290	337
Coût du risque	(78)	(66)	(90)	(77)	(89)	(69)	(60)	(86)	(70)
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	(1)	2	5	1	(1)		
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	317	306	231	205	278	260	256	204	267
Impôts	(102)	(107)	(77)	(75)	(97)	(90)	(89)	(92)	(97)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	215	199	154	130	181	170	167	112	170
Participations ne donnant pas le contrôle	11	9	8	7	9	8	9	5	8
Résultat net part du Groupe	204	190	146	123	172	162	158	107	162

Banque de proximité à l'international

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13*	T2-13*	T3-13*	T4-13*	T1-14
Produit net bancaire	591	648	615	609	593	611	604	628	692
Charges d'exploitation	(389)	(444)	(387)	(476)	(384)	(375)	(367)	(391)	(368)
Résultat brut d'exploitation	202	204	228	133	209	236	237	237	324
Coût du risque	(116)	(127)	(114)	(158)	(196)	(119)	(120)	(169)	(258)
Sociétés mises en équivalence	24	28	(188)	(257)	1	(43)	(30)	(28)	(12)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(2)	(2)	(1)	9				
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(1 066)					
Résultat avant impôts	112	103	(76)	(1 349)	23	74	87	40	54
Impôts	(42)	13	(43)	22	(1)	(26)	(52)	(12)	(23)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	(906)	(366)	(1 766)	(713)	9	1	2	(36)	
Résultat net	(836)	(250)	(1 885)	(2 040)	31	49	37	(8)	31
Participations ne donnant pas le contrôle	(7)	7	14	(145)	3	24	20	14	13
Résultat net part du Groupe	(829)	(257)	(1 899)	(1 895)	28	25	17	(22)	18

* 2013 retraités du passage en IFRS5 de Crelan

Cariparma

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	400	429	401	404	387	393	395	413	473
Charges d'exploitation	(251)	(309)	(240)	(324)	(244)	(243)	(225)	(245)	(230)
Résultat brut d'exploitation	149	120	161	80	143	150	170	168	243
Coût du risque	(73)	(89)	(87)	(124)	(144)	(98)	(92)	(129)	(216)
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(997)					
Résultat avant impôts	76	31	74	(1 041)	(1)	52	78	39	27
Impôts	(33)	26	(35)	31	10	(9)	(43)	(11)	(15)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	43	57	39	(1 010)	9	43	35	28	12
Participations ne donnant pas le contrôle	12	16	12	(149)	2	12	10	8	4
Résultat net part du Groupe	31	41	27	(862)	7	31	25	20	8

Emporiki

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire									
Charges d'exploitation									
Résultat brut d'exploitation									
Coût du risque									
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts									
Impôts									
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(905)	(368)	(1 765)	(711)	-	-	-	-	-
Résultat net	(905)	(368)	(1 765)	(711)	-	-	-	-	-
Participations ne donnant pas le contrôle	(20)	(16)	(6)	(5)	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	(885)	(352)	(1 759)	(706)	-	-	-	-	-

Autres entités de la BPI

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13*	T2-13*	T3-13*	T4-13*	T1-14
Produit net bancaire	191	219	214	205	206	218	209	215	219
Charges d'exploitation	(138)	(135)	(147)	(152)	(140)	(132)	(142)	(146)	(138)
Résultat brut d'exploitation	53	84	67	53	66	86	67	69	81
Coût du risque	(43)	(38)	(27)	(34)	(53)	(21)	(28)	(40)	(42)
Sociétés mises en équivalence	24	28	(188)	(257)	1	(43)	(30)	(28)	(12)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(2)	(2)	(1)	9				0
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(69)					0
Résultat avant impôts	36	72	(150)	(308)	24	22	9	1	27
Impôts	(9)	(13)	(8)	(9)	(11)	(17)	(9)	(1)	(8)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	2	(1)	(2)	9	1	2	(36)	0
Résultat net	26	61	(159)	(319)	22	6	2	(36)	19
Participations ne donnant pas le contrôle	1	7	8	9	1	12	10	6	9
Résultat net part du Groupe	25	54	(167)	(327)	21	(6)	(8)	(42)	10

* 2013 retraités du passage en IFRS5 de Crelan

Services financiers spécialisés

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13*	T2-13*	T3-13*	T4-13*	T1-14
Produit net bancaire	902	864	801	797	727	727	737	711	686
Charges d'exploitation	(404)	(378)	(389)	(405)	(348)	(346)	(357)	(371)	(335)
Résultat brut d'exploitation	498	486	412	392	379	381	380	340	351
Coût du risque	(619)	(438)	(420)	(605)	(408)	(371)	(333)	(347)	(282)
Sociétés mises en équivalence	5	5	4	5	28	34	29	32	31
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(572)	(923)					
Résultat avant impôts	(116)	53	(576)	(1 131)	(1)	44	76	25	100
Impôts	(1)	(32)	(23)	(37)	(4)	(24)	(30)	31	(26)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	5	6	8	6	5	7	6	(94)	6
Résultat net	(112)	27	(591)	(1 162)	0	27	52	(38)	80
Participations ne donnant pas le contrôle	(84)	(29)	(27)	(85)	(20)	(20)	(11)	8	3
Résultat net part du Groupe	(28)	56	(564)	(1 077)	20	47	63	(46)	77

* Application d'IFRS 11 aux entités Menafinance, FORSO Sweden, FORSO Norway, FORSO Denmark, FORSO Finland et FGA Capital en 2013

Crédit à la consommation

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13*	T2-13*	T3-13*	T4-13*	T1-14
Produit net bancaire	760	729	682	655	594	594	607	572	554
Charges d'exploitation	(324)	(299)	(311)	(324)	(273)	(271)	(280)	(291)	(260)
Résultat brut d'exploitation	436	430	371	331	321	323	327	281	294
Coût du risque	(587)	(407)	(395)	(562)	(376)	(340)	(311)	(324)	(264)
Sociétés mises en équivalence	5	5	4	5	28	34	29	32	31
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(572)	(923)					
Résultat avant impôts	(146)	28	(592)	(1 149)	(27)	17	45	(11)	61
Impôts	17	(21)	(15)	15	11	(12)	(13)	49	(12)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	5	6	8	6	5	7	6	(94)	6
Résultat net	(124)	13	(599)	(1 128)	(11)	12	38	(56)	55
Participations ne donnant pas le contrôle	(84)	(28)	(27)	(81)	(20)	(20)	(10)	7	2
Résultat net part du Groupe	(40)	41	(572)	(1 046)	9	32	48	(63)	53

* Application d'IFRS 11 aux entités Menafinance, FORSO Sweden, FORSO Norway, FORSO Denmark, FORSO Finland et FGA Capital en 2013

Crédit-bail et affacturage

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	142	135	119	142	133	133	130	139	132
Charges d'exploitation	(80)	(78)	(78)	(81)	(75)	(75)	(77)	(80)	(75)
Résultat brut d'exploitation	62	57	41	61	58	58	53	59	57
Coût du risque	(32)	(32)	(24)	(43)	(32)	(31)	(22)	(23)	(18)
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	30	25	17	18	26	27	31	36	39
Impôts	(18)	(10)	(9)	(52)	(15)	(12)	(17)	(18)	(14)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	12	15	8	(35)	11	15	14	18	25
Participations ne donnant pas le contrôle				(4)			(1)	1	1
Résultat net part du Groupe	12	15	8	(31)	11	15	15	17	24

Gestion de l'épargne et Assurances (Gestion d'actifs, assurances, banque privée et services financiers aux institutionnels)

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	1 387	1 215	1 254	1 304	1 275	1 276	1 230	1 349	1 256
Charges d'exploitation	(588)	(606)	(590)	(617)	(609)	(628)	(610)	(647)	(622)
Résultat brut d'exploitation	799	609	664	687	666	648	620	702	634
Coût du risque	(51)	(4)	3	(3)	(1)	(2)	3	(27)	(5)
Sociétés mises en équivalence	2	3	3	2	6	4	1	5	4
Gains ou pertes nets sur autres actifs		28						2	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition									0
Résultat avant impôts	750	636	670	686	671	650	624	682	633
Impôts	(241)	(187)	(223)	(197)	(228)	(199)	(204)	(270)	(220)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession								0	0
Résultat net	509	449	447	489	443	451	420	412	413
Participations ne donnant pas le contrôle	54	36	41	43	40	41	37	45	36
Résultat net part du Groupe	455	413	406	446	403	410	383	367	377

Gestion d'actifs : Amundi

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	420	330	346	360	350	358	347	383	351
Charges d'exploitation	(187)	(195)	(186)	(199)	(192)	(196)	(195)	(202)	(197)
Résultat brut d'exploitation	233	135	160	161	158	162	152	181	154
Coût du risque		1	2		1			(9)	(2)
Sociétés mises en équivalence	2	3	3	2	6	4	1	5	4
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	235	139	165	164	165	166	153	177	156
Impôts	(77)	(44)	(54)	(48)	(57)	(55)	(53)	(52)	(53)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	158	95	111	115	108	111	100	125	103
Participations ne donnant pas le contrôle	42	25	30	31	29	30	27	33	28
Résultat net part du Groupe	116	70	81	84	79	81	73	92	75

Services financiers aux institutionnels

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	215	220	215	200	200	215	196	194	175
Charges d'exploitation	(141)	(149)	(139)	(147)	(142)	(146)	(139)	(151)	(143)
Résultat brut d'exploitation	74	71	76	53	58	69	57	43	32
Coût du risque							1		
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs									
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	74	71	76	53	58	69	58	43	32
Impôts	(25)	(26)	(25)	(22)	(18)	(26)	(18)	10	(10)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	49	45	51	31	40	43	40	53	22
Participations ne donnant pas le contrôle	7	7	8	5	6	7	7	9	3
Résultat net part du Groupe	42	38	43	26	34	36	33	44	19

Crédit Agricole Private Banking

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	176	170	173	193	184	186	168	171	170
Charges d'exploitation	(132)	(133)	(133)	(118)	(133)	(140)	(135)	(148)	(135)
Résultat brut d'exploitation	44	37	40	75	51	46	33	23	35
Coût du risque	1	(5)		(3)	(2)	(2)	2	(18)	(3)
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs								2	
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	45	32	40	71	49	44	35	7	32
Impôts	(8)	(6)	(7)	(13)	(9)	(8)	(7)	(1)	(5)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	37	26	33	58	40	36	28	6	27
Participations ne donnant pas le contrôle	3	3	3	6	4	3	2	2	4
Résultat net part du Groupe	34	23	30	52	36	33	26	4	23

Assurances

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	575	494	520	551	541	517	519	601	560
Charges d'exploitation	(127)	(129)	(132)	(153)	(142)	(146)	(141)	(146)	(147)
Résultat brut d'exploitation	448	365	388	398	399	371	378	455	413
Coût du risque	(52)		1						
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs		28							
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	396	393	389	398	399	371	378	455	413
Impôts	(130)	(112)	(137)	(113)	(144)	(110)	(126)	(227)	(152)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	266	281	252	285	255	261	252	228	261
Participations ne donnant pas le contrôle	2	0	0	1	1	1	1	1	1
Résultat net part du Groupe	264	281	252	284	254	260	251	227	260

Banque de financement et d'investissement (y compris activités en cours d'arrêt)

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13**	T2-13**	T3-13**	T4-13**	T1-14
Produit net bancaire	832	947	1 051	895	965	994	850	760	985
Charges d'exploitation	(657)	(607)	(624)	(625)	(579)	(567)	(568)	(572)	(558)
Résultat brut d'exploitation	175	340	427	270	386	427	282	188	427
Coût du risque	(78)	(128)	(78)	(181)	(110)	(105)	(127)	(154)	(56)
Sociétés mises en équivalence	40	40	36	49	34	39	35	19	40
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	1	26	1	2	(1)	(3)	
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	(466)	0	0			
Résultat avant impôts	137	253	386	(302)	311	363	189	50	411
Impôts	14	(96)	(86)	(3)	(73)	(98)	(80)	(27)	(114)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(2)	(18)	(202)	(372)	2	(9)	164	(1)	(7)
Résultat net	149	139	98	(677)	240	256	273	22	290
Participations ne donnant pas le contrôle	(7)	(4)	5	(4)	4	5	7		5
Résultat net part du Groupe	156	143	93	(673)	236	251	266	22	285

* 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en AHM; ** 2013 retraité de UBAF au titre de l'application de IFRS 11

Banque de financement

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13*	T2-13*	T3-13*	T4-13*	T1-14
Produit net bancaire	535	559	499	499	496	509	511	515	525
Charges d'exploitation	(231)	(233)	(230)	(253)	(228)	(213)	(223)	(217)	(218)
Résultat brut d'exploitation	304	326	269	246	268	296	288	298	307
Coût du risque	(27)	(84)	(63)	(119)	(89)	(82)	(33)	(164)	(60)
Sociétés mises en équivalence	40	40	36	48	34	39	35	19	40
Gains ou pertes nets sur autres actifs		1	0	25	0	3	(1)	(3)	
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	317	283	242	200	213	256	289	150	287
Impôts	(82)	(91)	(95)	(10)	(50)	(67)	(90)	(57)	(74)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net	235	192	147	190	163	189	199	93	213
Participations ne donnant pas le contrôle	5	4	3	3	3	4	4	2	4
Résultat net part du Groupe	230	188	144	187	160	185	195	91	209

*2013 retraité de UBAF au titre de l'application de IFRS 11

Banque de marché et d'investissement

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	640	341	476	376	415	436	327	228	429
Charges d'exploitation	(345)	(298)	(315)	(314)	(308)	(311)	(306)	(307)	(308)
Résultat brut d'exploitation	295	43	161	62	107	125	21	(79)	121
Coût du risque	0	(1)	(5)	10	(3)	(12)	(90)	(6)	1
Sociétés mises en équivalence	0	0	0	1	0	0			
Gains ou pertes nets sur autres actifs					1	(1)			
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(466)					
Résultat avant impôts	295	42	156	(393)	105	112	(69)	(85)	122
Impôts	(74)	(27)	17	(49)	(26)	(32)	(1)	28	(39)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(2)	(18)	(202)	(372)	2	(9)	164	(1)	(7)
Résultat net	219	(3)	(29)	(814)	81	71	94	(58)	76
Participations ne donnant pas le contrôle	6	1	2	(7)	3	2	2	(2)	1
Résultat net part du Groupe	213	(4)	(31)	(807)	78	69	92	(56)	75

* 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en AHM

Activités en cours d'arrêt

En m €	T1-12	T2-12	T3-12	T4-12	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	(343)	47	76	20	54	49	12	17	31
Charges d'exploitation	(81)	(76)	(79)	(58)	(43)	(43)	(39)	(48)	(32)
Résultat brut d'exploitation	(424)	(29)	(3)	(38)	11	6	(27)	(31)	(1)
Coût du risque	(51)	(43)	(10)	(72)	(18)	(11)	(4)	16	3
Sociétés mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs			1	1					
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	(475)	(72)	(12)	(109)	(7)	(5)	(31)	(15)	2
Impôts	170	22	(8)	56	3	1	11	2	(1)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0	0	0	0			
Résultat net	(305)	(50)	(20)	(53)	(4)	(4)	(20)	(13)	1
Participations ne donnant pas le contrôle	(18)	(9)	0	0	(2)	(1)	1		
Résultat net part du Groupe	(287)	(41)	(20)	(53)	(2)	(3)	(21)	(13)	1

Activités hors métiers

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	365	(374)	(1 440)	(1 200)	(878)	(376)	(500)	(421)	(563)
Charges d'exploitation	(225)	(215)	(222)	(254)	(215)	(217)	(236)	(231)	(212)
Résultat brut d'exploitation	140	(589)	(1 662)	(1 454)	(1 093)	(593)	(736)	(652)	(775)
Coût du risque	10	(18)	(261)	(6)	65	1	5	(74)	81
Sociétés mises en équivalence	(28)	(24)	(46)	(24)	(42)	(23)	35	(22)	35
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	44	83	(2)	(2)	0	86	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôts	116	(629)	(1 925)	(1 401)	(1 072)	(617)	(696)	(662)	(654)
Impôts	(88)	12	704	504	390	195	335	647	258
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	(1)	(1)	2						
Résultat net	27	(618)	(1 219)	(897)	(682)	(422)	(361)	(15)	(396)
Participations ne donnant pas le contrôle	46	44	24	1	51	33	33	31	33
Résultat net part du Groupe	(19)	(662)	(1 243)	(898)	(733)	(455)	(394)	(46)	(429)

* 2012 retraité du passage du spread émetteur de BFI en AHM, d'une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Les séries 2012 et 2013 ont été retraitées du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux, CLSA, Newedge, CA Bulgarie, d'entités nordiques de CACF. Les séries 2013 présentent les entités UBAF, Menafinance, FORSO Sweden, FORSO Norway, FORSO Denmark, FORSO Finland et FGA Capital selon la nouvelle application d'IFRS11 et l'entité Crelan reclassée en IFRS5.

Groupe Crédit Agricole

En m €	T1-12*	T2-12*	T3-12*	T4-12*	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-14
Produit net bancaire	8 757	7 946	6 850	7 129	7 341	7 866	7 456	7 749	7 753
Charges d'exploitation	(4 897)	(4 928)	(4 956)	(5 226)	(4 709)	(4 759)	(4 761)	(4 965)	(4 691)
Résultat brut d'exploitation	3 860	3 018	1 894	1 903	2 632	3 107	2 695	2 784	3 062
Coût du risque	(1 272)	(1 011)	(1 126)	(1 200)	(1 149)	(963)	(824)	(986)	(907)
Sociétés mises en équivalence	63	74	(170)	(200)	51	35	91	16	97
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	34	49	115	13	3		77	
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	(6)	(572)	(2 525)		(22)			(1)
Résultat avant impôts	2 647	2 109	75	(1 907)	1 547	2 160	1 962	1 891	2 251
Impôts	(867)	(867)	(253)	(290)	(464)	(702)	(623)	(370)	(746)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(903)	(378)	(1 960)	(1 079)	21	12	182	(116)	7
Résultat net	877	864	(2 138)	(3 276)	1 104	1 470	1 521	1 405	1 512
Participations ne donnant pas le contrôle	14	56	68	(85)	79	85	88	112	92
Résultat net part du Groupe	863	808	(2 206)	(3 191)	1 025	1 385	1 433	1 293	1 420

*2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

AUTRES INFORMATIONS

Correction du Document de référence 2013 sur le montant de jetons de présence perçus par M. Bruno de Laage (pages 186, 187 et 197)

Contrairement à ce qui avait été mentionné dans le Document de référence 2013 aux pages 186, 187 et 197, M. Bruno de Laage a perçu des jetons de présence uniquement au titre de son mandat d'administrateur de LCL pour un montant de 7 620 euros.

Aucun autre jeton de présence n'a été perçu par M. Bruno de Laage, notamment au titre du mandat d'administrateur de l'UBAF.

Les pages 186, 187, et 197 sont ainsi modifiées (les modifications apparaissent en vert).

Page 186

M. Bruno de Laage, Directeur général délégué

TABLEAU 1 – REMUNERATIONS ET OPTIONS/ACTIONS ATTRIBUEES AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX DE CREDIT AGRICOLE S.A.

Montants bruts (en euros)	2012	2013
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice ⁽¹⁾	872 816	1 013 740
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-

(1) Les rémunérations figurant dans ce tableau sont celles attribuées au titre de l'année indiquée. Les tableaux détaillés ci-après distinguent les rémunérations attribuées au titre d'une année et les rémunérations perçues au cours de l'année.

(2) Aucune option d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. n'a été attribuée aux mandataires sociaux en 2013. Aucun plan d'actions de performance n'a été mis en place chez Crédit Agricole S.A.

TABLEAU 2 – TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS BRUTES

(en euros)	2012		2013	
	Montant attribué au titre de 2012	Montant versé en 2012	Montant attribué au titre de 2013	Montant versé en 2013
Rémunération fixe	500 000	500 000	500 000	500 000
Rémunération variable non différée	90 000	150 000	132 000	90 000
Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A.	30 000	44 500	44 000	33 600
Rémunération variable différée et conditionnelle	180 000	23 184	264 000	142 906
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence ⁽¹⁾	8 000	8 000	7 620	7 620
Avantages en nature	64 816	64 816	66 120	66 120
TOTAL	872 816	790 500	1 013 740	840 246

(1) En 2012, montants bruts. En 2013, montants nets, après les déductions suivantes opérées, à partir de 2013, sur les montants dus aux bénéficiaires personnes physiques résidentes en France : acompte d'impôt sur le revenu (21 %) et contributions sociales (15,50 %).

Page 187

JETONS DE PRESENCE

M. Bruno de Laage a perçu des jetons de présence au titre de son mandat d'administrateur de LCL.

Au titre de l'année 2013, il a perçu 7 620 euros au titre des jetons de présence.

Page 197

ÉLÉMENTS DE LA REMUNERATION DUE OU ATTRIBUEE AU TITRE DE L'EXERCICE 2013 A MONSIEUR BRUNO DE LAAGE, DIRECTEUR GENERAL DELEGUE, SOUMIS A L'AVIS DES ACTIONNAIRES

Éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos soumis à l'avis des actionnaires

	Montants valorisation comptable	ou Présentation
Rémunération fixe	500 000 euros	M. Bruno de Laage perçoit une rémunération fixe annuelle de 500 000 euros. Cette rémunération, fixée par le Conseil d'administration du 23 février 2011, est inchangée depuis.
Rémunération variable non différée	132 000 euros	<p>Au cours de la réunion du 18 février 2014, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, a fixé le montant de la rémunération variable de M. Bruno de Laage au titre de l'exercice 2013. Compte tenu de la réalisation des objectifs économiques et non économiques qui avaient été définis par le Conseil du 6 mai 2013, le montant de la part variable a été déterminé sur les bases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'atteinte des objectifs économiques sur le périmètre de Crédit Agricole S.A., basés sur les critères de PNB, de RNPG et de coefficient d'exploitation, à parts équivalentes, est supérieure à la cible. Sur le périmètre de responsabilité de M. Bruno de Laage, l'atteinte des objectifs économiques basés sur les critères de PNB, de RNPG et de coefficient d'exploitation, à parts équivalentes, est conforme à la cible ; • le Conseil a par ailleurs évalué que l'atteinte des objectifs non économiques était supérieure à la cible, au vue de la définition du plan stratégique, du programme MUST dont l'objectif de réductions de charges à fin 2013 sur le périmètre de responsabilité de M. Bruno de Laage a été dépassé, et de la mise en œuvre des programmes d'allocation des ressources et des cessions d'actifs. <p>Le montant de la rémunération variable au titre de l'exercice 2013 de M. Bruno de Laage a été arrêté à 440 000 euros, soit 110 % de sa rémunération variable cible. 30 % de la rémunération totale, soit 132 000 euros, sont versés dès le mois de mars 2014.</p>
Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A.	44 000 euros	10 % de la rémunération variable sont indexés sur le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et versés en septembre 2014.
Rémunération variable différée et conditionnelle	264 000 euros	<p>La part différée de la rémunération variable s'élève à 264.000 euros soit 60 % de la rémunération variable attribuée en 2014 au titre de 2013. Cette rémunération différée est attribuée en actions Crédit Agricole S.A. dont l'acquisition définitive, est différée progressivement sur trois ans et conditionnée à l'atteinte de trois objectifs de performance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la performance économique intrinsèque de Crédit Agricole S.A. définie par la progression du résultat brut d'exploitation de Crédit Agricole S.A. ; • la performance relative de l'action Crédit Agricole S.A. par rapport à un indice composite de banques européennes ; • la performance sociétale de Crédit Agricole S.A. mesurée par l'indice FReD.
Rémunération exceptionnelle	Aucun versement au titre de 2013	M. Bruno de Laage n'a perçu aucune rémunération exceptionnelle au titre de 2013.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Aucun versement au titre de 2013	M. Bruno de Laage n'a bénéficié d'aucune attribution d'options ou d'actions de performance ou de tout autre élément de rémunération long terme au titre de 2013.
Jetons de présence	7 620 euros	M. Bruno de Laage a perçu en 2013 7 620 euros de jetons de présence au titre de son mandat d'administrateur de LCL.
Avantages en nature	66 120 euros	Les avantages en nature versés sont constitués de la mise à disposition d'un logement de fonction.

Éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos soumis à l'avis des actionnaires et qui ont fait l'objet d'un vote par l'Assemblée générale au titre de la procédure des conventions et engagements réglementés

	Montants	Présentation
Indemnité de rupture	Aucune indemnité versée au titre de 2013	M. Bruno de Laage bénéficie d'une indemnité de rupture en cas de cessation de son contrat de travail à l'initiative de Crédit Agricole S.A. Conformément à la procédure relative aux conventions et engagements réglementés, cet engagement a été autorisé par le Conseil du 24 février 2010 et approuvé par l'Assemblée générale du 19 mai 2010 (13 ^e résolution)
Indemnité de non-concurrence	Aucune indemnité versée au titre de 2013	En cas de cessation de sa fonction de Directeur général quelle qu'en soit la cause, M. Bruno de Laage peut être astreint à une clause de non-concurrence d'une durée d'un an à compter de la cessation du mandat. Conformément à la procédure relative aux conventions et engagements réglementés, cet engagement a été autorisé par le Conseil du 24 février 2010 et approuvé par l'Assemblée générale du 19 mai 2010 (13 ^e résolution)
Régime de retraite supplémentaire	Aucun versement au titre de 2013	M. Bruno de Laage bénéficie du régime de retraite supplémentaire des cadres dirigeants du groupe Crédit Agricole, complémentaire aux régimes collectifs et obligatoires de retraite et de prévoyance. Conformément à la procédure relative aux conventions et engagements réglementés, cet engagement a été autorisé par le Conseil du 24 février 2010 et approuvé par l'Assemblée générale du 19 mai 2010 (13 ^e résolution)

Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A. (Article 43-1 du Règlement 97-02)

Le présent rapport est établi conformément aux articles 43.1 et 43.2 du règlement 97-02 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2010 qui transpose en droit français la directive européenne dite « CRD3 ».

Le document détaille les modalités et principes d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. de ces règles.

1. Gouvernance du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de politique de rémunération

1.1 Composition et rôle du Comité des rémunérations

Le comité des rémunérations se compose, au 31 décembre 2013, de cinq membres :

- Mme Laurence Dors (Présidente du Comité), administrateur indépendant ;
- M. Dominique Lefèbvre, Vice-Président du Conseil d'administration et Président de Caisse régionale de Crédit Agricole ;
- M. Christian Streiff, administrateur indépendant ;
- M. Christian Talgorn, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole ;
- M. François Véverka, administrateur indépendant.

Le Comité, dont la composition n'a pas été modifiée en 2013, est composé majoritairement d'administrateurs indépendants.

Le Directeur des ressources humaines Groupe participe aux réunions du comité des rémunérations. Le comité s'appuie dans ses travaux sur des études, s'il le juge nécessaire, et des benchmarks fournis par des cabinets de conseils indépendants.

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration. Ce règlement a fait l'objet d'une actualisation en février 2010 sur proposition du Comité des nominations et de la gouvernance et après avis du Comité des rémunérations. Cette actualisation prend en compte les évolutions réglementaires et confie au Comité un rôle important dans le suivi de la mise en œuvre des politiques de rémunérations et notamment de la politique de rémunération applicable aux cadres dirigeants du groupe Crédit Agricole S.A. arrêtée par le Conseil en décembre 2009 et mise à jour le 23 février 2011.

Les principales missions du comité des rémunérations sont les suivantes :

- établir les propositions et avis à soumettre au Conseil relatifs à la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. et, notamment :
 - aux principes de détermination des enveloppes de rémunérations variables, prenant en compte l'impact des risques et des besoins en capitaux inhérents aux activités concernées,
 - à l'application des normes professionnelles concernant les salariés dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'exposition aux risques des entités concernées du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- établir les propositions relatives à la rémunération des mandataires sociaux ;
- établir les propositions relatives au montant et à la répartition de l'enveloppe de jetons de présence ;

- vérifier le déploiement, sur rapport de la direction générale, de la politique de rémunération du groupe ;
- évaluer la mise en œuvre dans les entités du groupe des politiques de rémunération, en coordination s'il y a lieu avec les comités de rémunérations de ces entités, examiner certaines des situations individuelles de leurs cadres dirigeants ;
- établir les propositions relatives aux projets d'augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe Crédit Agricole et, le cas échéant, aux plans de souscription ou d'achat d'actions et aux plans de distribution gratuite d'actions à soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires, ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre de ces augmentations de capital et de ces plans.

Les travaux du comité ont été largement consacrés en 2013 au suivi de la mise en œuvre, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., de la politique de rémunération et à son adaptation aux dispositions de la directive européenne CRD4 et aux impacts liés à l'évolution du code AFEP-MEDEF.

Le comité a examiné, avant présentation au Conseil :

- les indicateurs de performance pour l'attribution de l'intéressement long terme aux cadres dirigeants du groupe Crédit Agricole S.A.,
- les rémunérations variables annuelles au sein du groupe Crédit Agricole S.A. supérieures à un seuil arrêté par le Conseil,
- la rémunération du Directeur des risques et contrôles permanents Groupe.

Le comité des rémunérations du groupe s'est réuni 7 fois au cours de l'année 2013. Les points de gouvernance suivants ont été revus :

- Janvier 2013
 - Validation des enveloppes de rémunérations variables de l'ensemble des collaborateurs du groupe Crédit Agricole S.A. ;
 - Validation de la liste des preneurs de risques ;
- Février 2013
 - Validation des montants de rémunérations variables attribués au titre de 2012 aux dirigeants mandataires sociaux ;
 - Validation de l'enveloppe de rémunération variable des collaborateurs preneurs de risques ;
- Avril 2013 (9 et 29 avril)
 - Revue des publications réglementées sur la population régulée ;
 - Revue de synthèse de la mise en œuvre des politiques de rémunération par les entités du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Juillet et Octobre 2013
 - Analyse des évolutions réglementaires ;
- Novembre 2013
 - Mise à jour de la note d'application relative aux politiques de rémunération applicables aux populations régulées au sens du règlement CRBF 97-02.

Le contrôle et le suivi de cette mise en œuvre s'effectuent sous la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines Groupe en liaison avec la Direction des risques et contrôles permanents

Groupe, la Direction de l'inspection générale Groupe et la Direction de la conformité Groupe, dans le cadre d'une instance spécialement créée à cet effet.

1.2 Rôle des fonctions de contrôle

Le comité de contrôle des politiques de rémunération est une instance qui réunit les représentants de la Direction des Ressources Humaines Groupe, de la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe et de la Direction de la conformité Groupe.

Ce comité émet un avis sur la politique de rémunération élaborée par la Direction des Ressources Humaines, avant présentation au comité des rémunérations puis approbation par le Conseil d'administration Groupe.

Ce comité a pour mission en particulier :

- d'informer les fonctions de contrôle des dossiers relatifs aux politiques générales qui seront présentés au comité des Rémunérations, condition sine qua non de l'exercice du devoir d'alerte ;
- de s'assurer de la validité, au regard des nouvelles exigences réglementaires, des principes retenus pour décliner dans le groupe la politique de rémunération ;
- d'apprécier la conformité de la déclinaison dans les entités des règles énoncées : définition de la population régulée ; principes de calcul des enveloppes de rémunération variable ; mode de gestion des comportements non respectueux des règles qui seront pris en considération pour la détermination des rémunérations variables de l'année ou des années antérieures ;
- de coordonner les actions à initier dans les entités par les lignes métiers Risques, Conformité.

La définition et la mise en œuvre de la politique de rémunération sont soumises au contrôle de l'Inspection Générale Groupe et des audits internes des entités du Groupe.

2. Politique de rémunération des collaborateurs régulés

2.1 Principes de la politique de rémunération

La rémunération globale des collaborateurs de Crédit Agricole S.A. est constituée des éléments suivants :

- La rémunération fixe,
- La rémunération variable annuelle,
- La rémunération variable collective (intéressement et participation en France, profit sharing à l'international),
- La rémunération variable long terme et différée sous conditions de performance,
- Les périphériques de rémunération (régimes de retraite supplémentaires et de prévoyance santé).

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Dans chacun de ses différents métiers, Crédit Agricole S.A. compare régulièrement ses pratiques à celles d'autres groupes financiers au niveau national, européen ou international, afin de s'assurer que les rémunérations permettent d'attirer et de retenir les talents et les compétences nécessaires au groupe.

- **Rémunération fixe**

Les compétences et le niveau de responsabilité sont rémunérés par le salaire de base en cohérence avec les spécificités de chaque métier sur son marché local.

- **Rémunération variable annuelle**

Les plans de rémunération variable liée à la performance sont mis en place en fonction de l'atteinte des objectifs fixés et des résultats de l'entité, liant ainsi de fait l'intérêt des collaborateurs avec ceux du groupe et des actionnaires.

La partie variable est liée à la performance annuelle et à l'impact sur le profil de risque de l'établissement. En cas de performance insuffisante, de non-respect des règles et procédures ou de comportements à risques, la rémunération variable est directement impactée.

Les rémunérations variables sont fixées dans le respect des principes réglementaires. Elles sont définies de façon à ce qu'elles n'entravent pas la capacité des entités du groupe à renforcer leurs fonds propres en tant que de besoin. Elles prennent en compte l'ensemble des risques, y compris le risque de liquidité, ainsi que le coût du capital.

En fonction des métiers et en cohérence avec les pratiques des marchés, deux systèmes de rémunération variable existent au sein de Crédit Agricole S.A. :

- les Rémunérations Variables Personnelles (RVP) pour les fonctions centrales, la banque de détail et les métiers spécialisés (assurance, leasing et factoring, crédit à la consommation),
- et les bonus pour les métiers de banque de financement et d'investissement, la banque privée, la gestion d'actifs et le capital investissement.

Rémunérations Variables Personnelles (RVP)

La rémunération variable personnelle (RVP) mesure la performance individuelle sur la base d'objectifs collectifs et/ou individuels. Cette performance repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année (combien) en tenant compte des conditions de mise en œuvre (comment).

Les objectifs sont décrits précisément et mesurables sur l'année. Les objectifs doivent prendre en compte la dimension clients, collaborateurs et sociétale des activités.

Le degré d'atteinte ou de dépassement des objectifs est le point central pris en compte pour l'attribution des RVP ; il est accompagné d'une appréciation qualitative sur la manière dont les objectifs ont été atteints (en termes d'autonomie, d'implication, d'incertitude, de contexte, etc.) et au regard des conséquences pour les autres acteurs de l'entreprise (manager, collègues, autres secteurs, etc.). La prise en compte de ces aspects permet de différencier l'attribution des RVP selon les performances.

Bonus

Les bonus sont directement liés aux résultats économiques de l'entité. Ils sont alloués aux collaborateurs selon une procédure en plusieurs étapes.

1/ La détermination de l'enveloppe de bonus par entité est soumise à deux types de critères :

- des critères quantitatifs

Afin de déterminer le montant de sa contribution métier c'est à dire sa capacité à financer les bonus compte tenu du coût du risque, du coût du capital et du coût de la liquidité, chaque entité effectue le calcul suivant :

$$\text{Contribution} = \text{PNB}^* - \text{charges directes et indirectes hors bonus} - \text{coût du risque} - \text{coût du capital avant impôts}$$

** étant entendu que, par définition, le PNB est calculé net du coût de la liquidité*

- des critères qualitatifs

Afin de déterminer le taux de distribution de la contribution, c'est à dire l'enveloppe globale de bonus, chaque entité doit apprécier le niveau de distribution qu'elle souhaite appliquer. Pour cela, elle s'appuie sur la performance économique de l'entité et les pratiques de sociétés concurrentes sur des métiers comparables.

2/ l'attribution individuelle de cette enveloppe suit les principes suivants :

Les attributions individuelles des parts variables sont corrélées à une évaluation individuelle annuelle formalisée qui prend en compte la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs. Il n'existe donc pas de lien direct et automatique entre le niveau des résultats financiers d'un salarié et son niveau de rémunération variable, dans la mesure où un salarié est évalué sur ses résultats, ceux de son activité et les conditions dont ceux-ci ont été atteints.

Tout comme pour le système de RVP, les objectifs sont définis précisément et mesurables sur l'année.

Les objectifs qualitatifs sont individualisés, liés à l'activité professionnelle et au niveau hiérarchique du poste. Ces objectifs incluent la qualité de la gestion des risques et les moyens et les comportements mis en œuvre pour atteindre les résultats tels que la coopération, le travail en équipe et la gestion des hommes.

Outre l'évaluation individuelle menée chaque année par la ligne managériale, la Direction des ressources humaines, la Direction des risques et contrôles permanents et la Direction de la conformité évaluent de façon indépendante les éventuels comportements à risques de ces collaborateurs. En cas de comportements risqués constatés, la rémunération variable du collaborateur est directement impactée.

2.2 Périmètre de la population régulée

Le règlement CRBF 97-02 précisé par les normes professionnelles FBF définit le champ d'application des mesures d'encadrement à la population suivante, dite « population régulée » :

- les membres des organes exécutifs,
- les preneurs de risques,
- les personnes exerçant une fonction de contrôle,
- tous salariés au niveau global de rémunération comparable,
- et « dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ».

Sont concernées l'ensemble des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. relevant du champ d'application du règlement 97-02 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, ainsi que les activités du groupe en assurance (CAA et filiales).

L'encadrement des populations régulées des activités du groupe en gestion d'actifs (Amundi et filiales) est désormais régi par la position AMF 2013-11. La politique de rémunération de ces populations est définie en cohérence avec les politiques groupe.

Selon le principe de matérialité, ne sont pas concernées les filiales dont le seuil de délégation de pouvoir d'engagement de la maison mère est inférieur à 10 millions d'euros.

La détermination des collaborateurs faisant partie de la population régulée est effectuée chaque année sous la responsabilité conjointe des fonctions Ressources Humaines, Risques et Contrôles Permanents et Conformité des entités et du groupe.

Le groupe Crédit Agricole S.A. a de plus décidé d'étendre des mécanismes identiques de différé de la rémunération variable aux collaborateurs ne relevant pas des dispositions précitées du règlement 97-02 mais dont la rémunération variable est différée au titre de pratiques existant antérieurement ou de règles imposées par d'autres réglementations ou normes professionnelles, dans un souci de cohésion et d'alignement sur la performance globale de l'entreprise.

Au titre de 2013, la population régulée a été sensiblement modifiée par rapport à l'exercice précédent afin d'anticiper l'application de la définition des preneurs de risques issue du standard technique de l'Autorité Bancaire Européenne (EBA).

Pour les entités du groupe Crédit Agricole S.A. relevant du champ d'application du règlement 97-02, sont visées par les règles d'encadrement des rémunérations les fonctions génériques suivantes :

- Au niveau groupe
 - Les mandataires sociaux,
 - L'ensemble des membres du comité exécutif,
 - Les directeurs des fonctions centrales en charge des domaines juridique, fiscal, ressources humaines, informatique, contrôle de gestion, analyses économiques, plan de continuité d'activités ;
- Les mandataires sociaux de filiales,
- Les dirigeants de « Business Units » ,
- Les dirigeants de fonctions de contrôles (Risques, Conformité, Audit),
- Les directeurs financiers,
- Les collaborateurs ayant, individuellement ou collectivement, une délégation de pouvoirs d'engagement supérieure à 0,25% du Common Equity Tier One (CET1) de la filiale de 1er rang et au-delà du seuil de matérialité de 10 millions d'euros défini par le Groupe,
- Les collaborateurs ayant, individuellement ou collectivement, une capacité d'engagement sur le trading book équivalente à 10% de la Value At Risk (VaR) de leur entité. Selon le principe de matérialité, ne sont retenus que les collaborateurs des deux plus gros contributeurs à la VaR du Groupe, soit CA CIB et Crédit Agricole SA UES (équipe FIN / EX au sein de la Direction de la gestion financière),
- Les collaborateurs dont la rémunération totale attribuée est supérieure à 500.000€ sur l'une des deux années précédant l'exercice.

2.3 Caractéristiques des règles de différé

- **Montants des rémunérations variables à différer**

Le système mis en place favorise l'association des collaborateurs à la performance moyenne du Groupe et la maîtrise des risques.

En pratique, compte tenu du principe de proportionnalité, les collaborateurs dont le bonus ou la part variable est inférieure à 120 000€ sont exclus du champ d'application des règles de différé et ce, pour chacune des entités du groupe et sauf exigence contraire des régulateurs locaux des pays où les filiales du groupe sont implantées.

La part différée est fonction de la part variable globale allouée pour l'exercice.

Part variable globale au titre de l'année N	Partie différée
< 120 000 €	NA
120 000 € - 400 000 €	40 % au 1 ^{er} €
400 000 € - 600 000 €	50 % au 1 ^{er} € avec minimum non différé de 240 000 €
> 600 000 €	60 % au 1 ^{er} € avec minimum non différé de 300 000 €

- **Versement en titres ou instruments équivalents**

La rémunération variable différée ainsi que la part non différée portée 6 mois sont acquises sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. ou d'instruments adossés à des actions. De ce fait, 50% au moins de la rémunération variable des collaborateurs régulés sont attribués en actions ou instruments équivalents.

Toute stratégie de couverture ou d'assurance limitant la portée des dispositions d'alignement sur les risques contenus dans le dispositif de rémunération est prohibée.

- **Conditions de performance**

L'acquisition définitive de la part variable au terme du différé est également soumise à la satisfaction d'une condition de présence dans le groupe à la date d'acquisition.

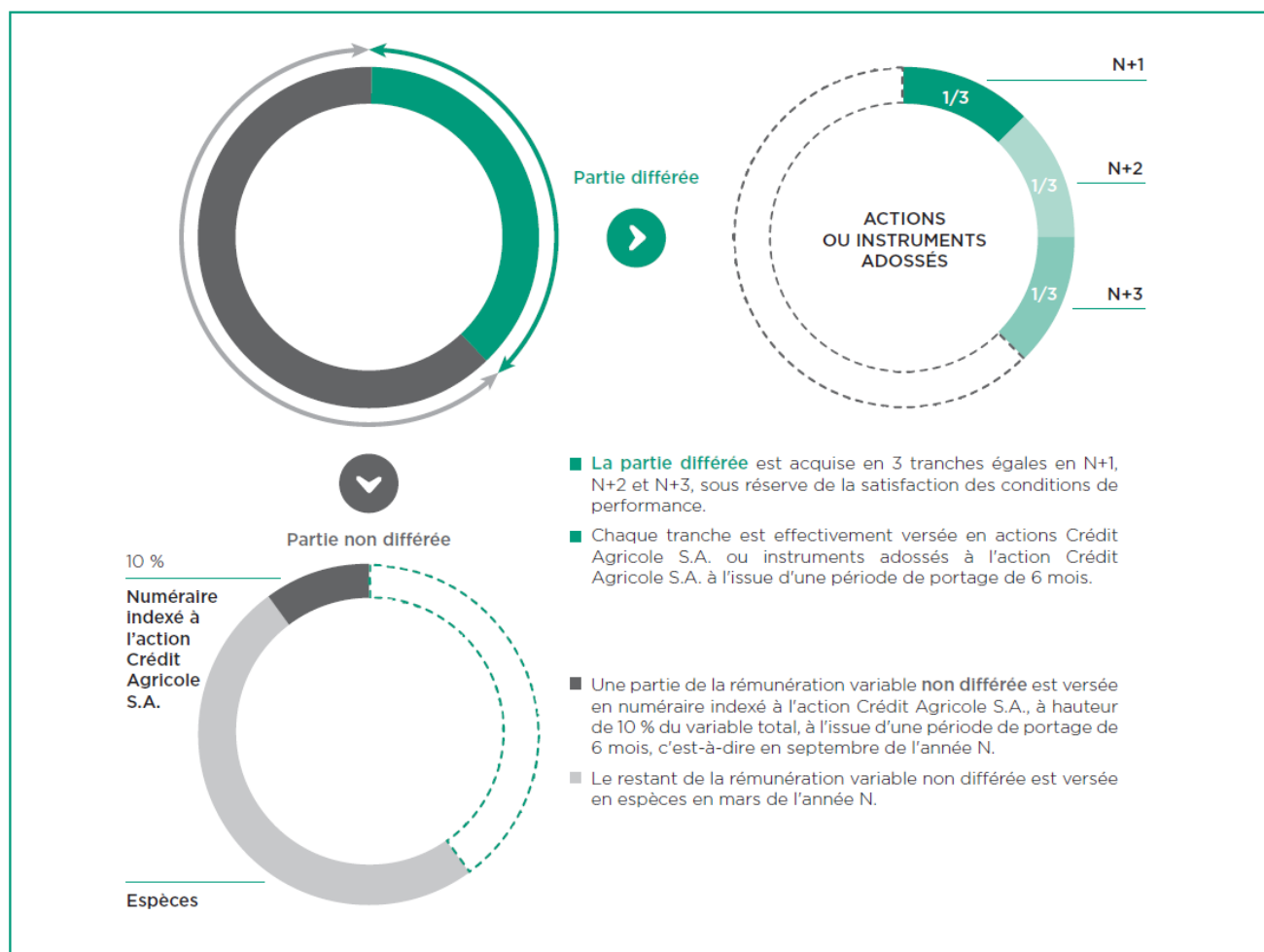
L'acquisition de la part différée se fait par tiers : 1/3 en année N+1, 1/3 en année N+2 et 1/3 en année N+3 par rapport à l'année de référence (N), sous réserve que les conditions d'acquisition soient remplies. Chacune des dates d'acquisition est prolongée par une période de portage de 6 mois.

En ce qui concerne les cadres dirigeants preneurs de risques, les conditions de performance sont alignées sur celles de la rémunération variable long terme telles qu'indiquées :

- performance économique intrinsèque de Crédit Agricole S.A. définie par la progression du résultat d'exploitation de Crédit Agricole S.A.,
- performance relative de l'action Crédit Agricole S.A. par rapport à un indice composite de banques européennes,
- performance sociétale de Crédit Agricole S.A. mesurée par l'indice FReD.

En ce qui concerne les autres collaborateurs preneurs de risques, la condition de performance est calculée par rapport à l'objectif de résultat net part du groupe (RNPG) de l'entité, arrêté lors de l'année d'attribution de la rémunération variable considérée.

Synthèse de la structure de différé



2.4 Limitation des bonus garantis

Les rémunérations variables garanties sont strictement limitées aux cas d'embauches et pour une durée ne pouvant excéder un an.

L'attribution d'une rémunération variable garantie est soumise aux modalités du plan de rémunération différée applicable sur l'exercice. De ce fait, l'ensemble des règles relatives aux rémunérations variables des collaborateurs preneurs de risques (barème de différé, conditions de performance, publication) s'appliquent à ces bonus.

3. Informations quantitatives consolidées sur la rémunération des membres de l'organe exécutif et des preneurs de risques

3.1 Rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2013

Au titre de 2013, 449 collaborateurs, dont 308 en Banque de Financement et d'Investissement (BFI) et 141 hors BFI, font partie de la population régulée au titre des dispositions du règlement 97-02. L'enveloppe totale de rémunération variable s'élève à 96,5 millions d'euros.

Montants des rémunérations attribuées au cours de l'exercice 2013, répartis entre part fixe et part variable, et nombre de bénéficiaires – en millions d'euros

Domaine d'activité	Nombre de personnes concernées	Total des rémunérations 2013	Montant de la part fixe	Montant de la part variable
Dirigeants mandataires sociaux *	5	5,8	2,9	2,9
Banque de Financement et d'Investissement	308	134,7	62,5	72,2
Reste du groupe	136	49,3	27,9	21,4
Total	449	189,8	93,3	96,5

* Dirigeants mandataires sociaux de Crédit Agricole S.A.

Montants et forme des rémunérations variables, répartis entre montants acquis et montants différés conditionnels des collaborateurs dont la rémunération est différée – en millions d'euros

Domaine d'activité	Nombre de personnes concernées	Montant acquis	Montant en numéraire indexé *	Montant différé conditionnel
Dirigeants mandataires sociaux	5	0,9	0,3	1,7
Banque de Financement et d'Investissement	202	31	6	29
Reste du groupe	59	7,9	1,7	7,5
Total	266	39,8	8	38,2

* Montant attribué en mars, indexé sur l'action Crédit Agricole S.A. et payable en septembre

A périmètre identique le bonus moyen attribué au titre de 2013 est stable par rapport à celui de 2012.

Ainsi, sur l'activité de banque de financement et d'investissement qui regroupe une majorité des collaborateurs régulés, le bonus moyen au titre de 2013 est en progression de 1,1%.

Montants et forme des rémunérations variables, répartis entre paiement en espèces, en actions et titres adossés à des actions des collaborateurs dont la rémunération est différée – en millions d’euros.

Domaine d'activité	Nombre de personnes concernées	Paiement en espèces	Paiement en actions ou en instruments équivalents
Dirigeants mandataires sociaux	5	0,9	2
Banque de Financement et d'Investissement	202	31	35
Reste du groupe	59	7,9	9,2
Total	266	39,8	46,2

3.2 Encours des rémunérations variables

Montants des encours de rémunérations différées, non acquises – en millions d’euros.

Domaine d'activité	Montant des encours de rémunérations différées non acquises au titre de 2013	Montant des encours de rémunérations différées non acquises au titre des exercices antérieurs
Dirigeants mandataires sociaux	1,7	1,1
Reste du groupe	36,5	44

3.3 Rémunérations variables différées versées ou réduites du fait des résultats de l'exercice 2013

Montants des encours de rémunérations différées attribués au cours de l'exercice, versés ou réduits, après ajustements en fonction des résultats – en millions d’euros.

Exercice de référence	Montant des rémunérations différées versées *	Montant des réductions effectuées sur les rémunérations différées
2010	16,1	0
2011	15,6	0
2012	14,7	0

* Les montants versés aux bénéficiaires au titre des exercices 2010, 2011 et 2012, exprimés en valeur d'attribution, ne tiennent pas compte de l'évolution du cours de l'action Crédit Agricole S.A. entre l'attribution et l'acquisition.

3.4 Sommes versées au titre des embauches et des ruptures au cours de l'exercice 2013

Paiements au titre de nouvelles embauches ou d'indemnités de licenciement effectués au cours de l'exercice, et nombre de bénéficiaires de tels paiements – en millions d'euros

Montant des indemnités de rupture versées et nombre de bénéficiaires		Montant des sommes payées pour les nouvelles embauches et nombre de bénéficiaires	
Sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Sommes versées	Nombre de bénéficiaires
0,2	2	1	9

3.5 Garanties d'indemnités de rupture

Garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice, nombre de bénéficiaires et somme la plus élevée accordée à ce titre à un seul bénéficiaire – en millions d'euros

Montant des garanties d'indemnités de rupture	Nombre de bénéficiaires	Garantie la plus élevés
0	0	0

Autres informations récentes

► Conséquences de la Loi de séparation et de régulation des activités bancaires du 26 juillet 2013

La loi de séparation et de régulation des activités bancaires du 26 juillet 2013 a introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit. Cette loi a notamment institué :

- un régime de séparation, dans des entités juridiques distinctes, des activités utiles au financement de l'économie des activités qualifiées par la loi de spéculatives,
- des dispositions relatives à la transparence et à la lutte contre les dérives financières,
- un encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire,
- un régime de résolution bancaire applicable en cas de défaillance d'un établissement de crédit.

Plus particulièrement, le régime de résolution bancaire ci-dessus visé, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a le pouvoir de prendre toute mesure nécessaire prévue par la loi dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce nouveau dispositif de résolution n'a pas d'impact sur le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R.512-18 de ce même Code. Au titre de ce mécanisme, qui devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution, Crédit Agricole S.A., Organe central et membre du Réseau, doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du réseau (en ce compris Crédit Agricole S.A.) bénéficie de cette solidarité financière interne.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution pourrait limiter la survenance des conditions de la mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole SA consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leur fonds propres agrégés, dans la mesure où la résolution devrait intervenir avant la liquidation. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA constatée à l'issue de sa liquidation ou de sa dissolution.

➤ **Communiqué de presse du 7 mai 2014**

Newedge / Amundi :

Crédit Agricole S.A. annonce la réalisation des transactions avec Société Générale

Crédit Agricole S.A. annonce aujourd'hui la finalisation de deux transactions concomitantes avec Société Générale :

- Cession par Crédit Agricole CIB à Société Générale de sa participation de 50% dans Newedge Group, leur joint-venture commune de courtage, pour un montant de € 275m.
- Acquisition par Crédit Agricole S.A. auprès de Société Générale d'une participation de 5% dans Amundi, leur filiale commune de gestion d'actifs, pour un montant de € 337,5m. Au terme de cette opération, le Crédit Agricole détient 80% du capital d'Amundi et Société Générale en détient 20%. Cette cession est sans effet sur la structure de gouvernance de la société et Amundi demeure le fournisseur de référence de solutions d'épargne et d'investissement pour les réseaux de banque de détail de Société Générale, dans le cadre d'accords de distribution prolongés jusqu'à fin 2019.

Ces deux opérations s'inscrivent parfaitement dans la mise en œuvre du plan à moyen terme du groupe Crédit Agricole publié le 20 mars 2014 :

- finalisation du recentrage du Groupe par la cession d'actifs non cœur concernant Newedge,
- préparation au développement de demain concernant Amundi, la gestion d'actifs étant l'un des métiers sur lequel le Groupe souhaite accélérer son développement en Europe.

La réalisation des transactions a reçu les approbations des autorités réglementaires compétentes.

PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS

M. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et des actualisations A.01 à A.02.

Fait à Paris, le 7 mai 2014

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Jean-Paul CHIFFLET

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young et Autres	PricewaterhouseCoopers Audit
Société représentée par Valérie Meeus	Société représentée par Catherine Pariset
1/2, place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaires aux comptes suppléants

Picarle et Associés	Pierre Coll
Société représentée par Denis Picarle	
1/2, place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1	63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination **Barbier Frinault et Autres** par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

Ernst & Young et Autres est représenté par Valérie Meeus.

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Catherine Pariset.

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2012.

TABLE DE CONCORDANCE

Table de concordance

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe I) pris en application de la Directive dite "Prospectus".

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence et de l'A.01	N° de page de la présente actualisation
1. Personnes responsables	561 DR, 281 A01	78
2. Contrôleurs légaux des comptes	562 DR, 282 A01	79
3. Informations financières sélectionnées		
3.1 Informations financières historiques	6 à 10 - 16 à 19 DR	
3.2 Informations financières intermédiaires	N.A.	3 à 61, 77
4. Facteurs de risques	112 à 116 - 124 à 133 - 231 à 322 - 344 à 346 - 351 - 354 à 355 - 365 à 381 - 388 - 398 à 400 - 408 à 416 - 429 à 431 - 510 - 514 - 516 à 517 DR, 38 à 130 A01	
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la Société	2 à 3 - 20 à 22 - 219 à 227 - 536 à 537 DR	
5.2 Investissements	202 - 219 à 227 - 338 à 339 - 359 à 361 - 459 à 476 - 553 à 554 DR	
6. Aperçu des activités		
6.1 Principales activités	24 à 36 - 219 à 227 - 553 à 554 DR	
6.2 Principaux marchés	26 à 36 - 392 à 398 DR	
6.3 Événements exceptionnels	N.A.	
6.4 Dépendance éventuelle à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers	277 DR	
6.5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	N.A.	
7. Organigramme		
7.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	23 DR, 2 à 5 A01	
7.2 Liste des filiales importantes	326 à 327 - 459 à 476 - 503 à 506 DR	
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1 Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	35 à 36 - 387 - 426 à 427 DR	
8.2 Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	37 à 100 DR	
9. Examen de la situation financière et du résultat	202 à 218 DR, 8 à 37 A01	
9.1 Situation financière	334 à 339 - 480 à 481 DR	
9.2 Résultat d'exploitation	332 à 333 - 482 DR	
10. Trésorerie et capitaux		
10.1 Informations sur les capitaux de l'émetteur	7 à 15 - 218 - 280 à 295 - 334 à 337 - 381 à 382 - 431 à 432 - 519 DR	
10.2 Source et montant des flux de trésorerie	338 à 339 DR, 144 à 145 A01	
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement	204 - 259 à 262 - 378 à 379 DR	
10.4 Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant	N.A.	

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence et de l'A.01	N° de page de la présente actualisation
influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur		
10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements	553 à 554 DR	
11. Recherche et développement, brevets et licences	N.A.	
12. Informations sur les tendances	2 à 3 - 219 à 227 - 458 - 487 DR, 37 A01	
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	N.A.	
14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale		
14.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de Direction	107 à 119 - 135 à 168 - 555 DR	
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de Direction et de surveillance et de la Direction générale	109 - 167 DR	
15. Rémunération et avantages		
15.1 Montant de la rémunération versée et avantages en nature	82 à 85 - 116 à 117 - 119 - 169 à 199 - 435 à 441 - 529 DR	62 à 75
15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	116 à 117 - 169 à 199 - 351 à 352 - 429 - 435 à 441 - 495 à 496 - 516 à 517 - 529 DR	62 à 75
16. Fonctionnement des organes d'administration et de Direction		
16.1 Date d'expiration du mandat	135 à 165 - 555 DR	
16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales	167 DR	
16.3 Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	114 à 117 DR	65 à 67
16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur	107 à 123 DR	
17. Salariés		
17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	7 - 60 à 76 - 436 - 529 DR	
17.2 Participations au capital social de l'émetteur et <i>stock options</i>	9 à 10 - 14 à 15 - 120 - 135 à 166 - 179 à 192 - 194 à 199 - 352 - 439 à 441 - 496 DR	62 à 64
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	8 à 9 - 351 à 352 - 439 à 441 - 555 DR	
18. Principaux actionnaires		
18.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	8 à 10 - 107 - 431 à 432 DR	
18.2 Existence de droits de vote différents des actionnaires	8 à 15 - 431 à 432 - 539 à 540 DR	
18.3 Contrôle de l'émetteur	9 à 10 - 23 - 107 - 167 DR	
18.4 Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement	9 à 10 DR	

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence et de l'A.01	N° de page de la présente actualisation
de son contrôle		
19. Opérations avec des apparentés	328 à 331 - 485 à 486 - 520 - 556 à 559 DR	76 à 77
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1 Informations financières historiques ⁽¹⁾	323 à 534 DR	
20.2 Informations financières <i>pro forma</i>	N.A.	
20.3 États financiers	323 à 476 - 479 à 532 DR, 138 à 279 A01	
20.4 Vérifications des informations financières historiques annuelles	477 à 478 - 533 à 534 DR	
20.5 Date des dernières informations financières	323 DR	
20.6 Informations financières intermédiaires	N.A.	3 à 61, 77
20.7 Politique de distribution des dividendes	9 à 10 - 19 - 229 - 286 - 291 - 431 à 433 - 546 à 549 - 555 DR	
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	167 - 274 à 276 - 429 à 430 DR	
20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	555 DR	
21. Informations complémentaires		
21.1 Capital social	8 à 15 - 431 à 433 - 519 - 536 à 537 DR	83
21.2 Actes constitutifs et statuts	536 à 552 DR	
22. Contrats importants	328 à 331 - 485 à 486 - 553 à 554 - 556 à 559 DR	77
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N.A.	
24. Documents accessibles au public	555 DR	83
25. Informations sur les participations	326 à 327 - 361 à 362 - 459 à 476 - 503 à 507 DR	77

N.A. : non applicable.

(1) En application des articles 28 du règlement (CE) n° 809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 385 à 434 et 255 à 382, aux pages 435 à 436 et 383 à 384 et aux pages 147 à 183 du Document de référence 2011 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 15 mars 2012 sous le n° D.12-0160 ;
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 401 à 451 et 269 à 398, aux pages 452 à 453 et 399 à 400 et aux pages 159 à 190 du Document de référence 2012 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 15 mars 2013 sous le n° D.13-0141.

Les parties des Documents de référence n° D.12-0160 et n° D.13-0141 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document de référence.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.

www.credit-agricole.com/finance-et-actionnaires

Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 7 504 769 991 euros
RCS Nanterre 784 608 416
12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France
Tél. (33) 1 43 23 52 02
www.credit-agricole.com